

Université de Montréal

**Les coalitions politiques et l'orientation du changement économique et politique
aux États-Unis : La Grande Dépression et la Grande Récession comparées**

par

Éric Laperrière

Département d'Études internationales

Faculté d'Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté d'Arts et Sciences en vue de l'obtention du grade de
maître es science (M.Sc.) en Études internationales

Juillet 2015

© Éric Laperrière, 2015

RÉSUMÉ

Ce mémoire s'intéresse au concept de crise, économique et politique, comme source de changement idéologique et politique. Au travers de l'étude de l'austérité économique, il sera possible d'identifier des différences majeures entre deux épisodes de troubles économiques importants, la Grande Dépression et la Grande Récession. Alors que la Grande Dépression est caractérisée par une double crise, économique et politique, la Grande Récession, elle, demeure un choc essentiellement économique. L'absence de contagion dans le système politique explique la ténacité d'une idée comme l'austérité, de retour depuis la révolution néolibérale des années 80. L'austérité économique s'est adaptée et s'aligne maintenant aux intérêts d'une frange importante de la coalition démocrate. La persistance de l'allure des coalitions politiques depuis le dernier grand réalignment témoigne de l'absence de transformation majeure du mode d'action étatique, ce qui constitue une différence importante entre les deux crises.

Mots-clés : Austérité économique; Crise économique; Crise politique; Élection critique; Grande Dépression; Grande Récession; Coalition politique; États-Unis; Parti démocrate; Parti républicain;

ABSTRACT

The thesis analyses the concept of crisis, economic and political, as a source of ideological and political change. Based on the concept of austerity, I identify significant differences between two major crises, the Great Depression and the Great Recession. The former was characterized by a double crisis, both economic and political, while the latter was defined by an economic crisis only. The absence of contagion in the political system explains the tenacity of austerity, reintroduced during the neoliberal revolution of the 1980s. The notion of austerity became integral to the political agenda and the interests of a good portion of the coalition behind the Democratic Party. The persistence of the political landscape originated in the last critical realignment in the United States. While the critical realignment of the 1930s transformed the very nature and scope of the state intervention, the Great Recession did not have such an outcome. Economic orthodoxy remained in place, constituting an important difference between the two crises.

Keywords: Economic austerity; Economic Crisis; Political Crisis; Critical election; Great Depression; Great Recession; Political Coalition; United States; Democratic Party; Republican Party

TABLE DES MATIÈRES

Résumé.....	i
Abstract.....	i
Table des matières	ii
Liste des abréviations	iv
Introduction	1
Définitions.....	2
Environnement analytique	4
Explications théoriques.....	6
Premières constatations	6
Pourquoi s'intéresser à l'austérité économique?.....	9
Allure et division de la recherche.....	10
Chapitre 1 : Aspect théorique de l'analyse	12
Pourquoi s'intéresser aux partis politiques?.....	12
Comment évoluent les idées?.....	14
Exemples d'application concrète de la théorie.....	23
Contribution de Wolfson et Gourevitch à la recherche	29
Éléments à retenir pour la recherche	30
Chapitre 2 : Histoire du concept d'austérité.....	33
Héritage historique des idées économiques.....	33
Chapitre 3 : Les deux grandes crises économiques	40
Grande Dépression	40
Grande Récession.....	47
Contexte politique et différence majeure.....	55
Explication rhétorique	58
La principale différence entre les deux crises économiques	62
Chapitre 4 : Coalitions politiques	65
Parti démocrate	66
Parti républicain.....	73
Coalition lors de la crise de 2007-2008	83
Continuité et absence de réalignement avec Obama.....	87
Glass-Steagall Act de 1933 et Gramm-Leach-Bliley Act de 1999	91
Conclusion.....	99

Références.....	I
Glossaire	X
Chronologie des évènements importants.....	XV

LISTE DES ABRÉVIATIONS

AAA : *Agricultural Adjustment Administration*

AFL: *American Federation of Labour*

ALL : *American Liberty League*

ARRA: *American Recovery and Reinvestment Act*

CIO : *Congress of Industrial Organisation*

CBO: *Congressional Budget Office*

DLC: *Democratic Leadership Council*

FDIC: *Federal Deposit Insurance Corporation*

FDR: Franklin Delano Roosevelt

GLBA: *Gramm-Leach-Bliley Act*

IWW: *International Workers of the World*

NLRA : *National Labour Relations Act*

OCDE : *Organisation de coopération et de développement économiques*

PIB : *Produit intérieur brut*

SNAP : *Supplemental Nutrition Assistance Program*

TARP: *Trouble Asset Relief Program*

INTRODUCTION

Cette recherche s'intéresse à l'histoire des idées économiques, plus précisément le concept d'austérité économique. L'étude de l'évolution de ce phénomène s'étend sur plusieurs décennies et rejoint l'étude plus vaste de l'histoire de la pensée économique libérale et du conservatisme fiscal. L'analyse s'intéresse particulièrement au lien entre austérité et crises économiques, ou dépressions, et l'utilisation de ce concept comme politique publique (voir Blyth 2013; Chinn et Frieden 2011; Eichengreen et O'Rourke 2009a; Frieden 2006; Gourevitch 1986; Kindleberger et Aliber 2011; Quiggin 2012; Stedman Jones 2012). La recherche sera limitée dans le temps aux 20^e et 21^e siècles, c'est-à-dire aux plus récents épisodes dans l'évolution de la pensée économique relative à l'austérité ainsi que géographiquement, aux États-Unis.

Le travail analysera l'histoire de l'austérité au travers de la formation des coalitions politiques. Ces groupes idéologiquement homogènes jouent un rôle primordial dans la défense de l'idée grâce à leur influence sur les deux grands partis américains. Il cherchera aussi comment expliquer d'éventuelles différences entre les deux plus grandes crises économiques du 20^e et 21^e siècle aux États-Unis, à savoir la Grande Dépression des années 1930 et la Grande Récession de 2007-2008. Ce mémoire cherche donc à démontrer deux choses. Premièrement, les crises sont centrales à toutes explications du changement politique et économique majeur. Elles cimentent l'orientation et les positions idéologiques des partis politiques pour les décennies suivantes. Deuxièmement, l'absence de crise politique lors de la Grande Récession constitue la principale différence entre elle et la Grande

Dépression. La contextualisation des deux épisodes de débâcle économique au travers de l'analyse de la transformation de l'idée d'austérité et de l'allure des partis démocrates et républicains formera les éléments d'analyses principaux de ce mémoire.

DÉFINITIONS

Trois termes méritent une définition puisqu'ils forment les concepts les plus importants de l'analyse. Dans un premier temps, l'austérité économique doit être considérée à la fois comme une recette à appliquer afin d'atteindre l'équilibre budgétaire ainsi qu'une idée étroitement liée à l'idéologie économique conservatrice et son objectif principal : la réduction du rôle et de la taille de l'État. La lutte au déficit et à la dette nationale constituent les deux principaux moyens. La recette comprend deux ingrédients : des baisses de dépenses et l'augmentation des impôts. Toutefois, il n'est pas rare de voir l'augmentation du fardeau fiscal des contribuables épargné par des politiques inspirées par l'austérité économique. En tant que concept, l'austérité répond à une obligation morale, héritée de la pensée politique et économique libérale. Cette dernière désire maintenir l'État dans un rôle secondaire en limitant son investissement dans le développement économique. L'absence de moyens financiers, conséquence de politiques économiques dédiées à l'atteinte de l'équilibre budgétaire, limite la portée et le rôle de l'État en réduisant sa capacité à prendre des initiatives. Son importance pour les conservateurs fiscaux américains depuis plus de deux cents ans et la réémergence du débat sur le rôle de l'État dans les années 1980, à la suite de la révolution néolibérale, a consolidé la ténacité et la pertinence du concept en politique américaine. Dans un deuxième temps, le concept de crise, à la fois économique et politique,

revêt une importance particulière pour ce mémoire. Une crise économique est un épisode de désordre profond généré par une crise de confiance des principaux acteurs économiques. Alimentée par la chute d'indicateurs économiques comme le taux d'emplois, les indices boursiers, les investissements, la croissance économique, les entrées fiscales de l'État et de l'augmentation rapide du déficit public, elle menace la stabilité du système politique. La crise politique est définie par un choc majeur au système qui force le réalignment des groupes d'intérêts soutenant les partis politiques. Le programme et l'idéologie politique des partis s'en trouvent transformés. Le principal indicateur d'une crise politique est le changement, à long terme, de l'allégeance politique des électeurs et par le fait même des groupes soutenant les partis. La crise politique peut être originaire d'une crise économique. Ce mémoire cherche justement à explorer ce lien. Dans un dernier temps, la signification de coalition politique doit être approfondie. Il s'agit d'un groupe d'intérêt idéologiquement homogène et cherchant activement à orienter le plan d'action d'un parti politique. Elles se distinguent entre elles par des demandes spécifiques, tributaires de la composition du groupe. Tôt ou tard, les coalitions politiques majeures seront cooptées par les plus importants partis politiques. Leur rôle est essentiel à la survie des partis politiques puisqu'elles travaillent à développer un contexte favorable à leurs idées. La popularité des partis politiques repose sur leur capacité à répondre aux demandes découlant du contexte politique, économique et social. Il faut comprendre que le rôle que joue une coalition est essentiel à l'évolution des positions du parti politique qu'elle soutient. En étudiant l'intérêt des groupes qui forment la coalition conservatrice, par exemple, il est possible de déceler pourquoi des idées en apparence discréditées comme l'austérité refont surface.

ENVIRONNEMENT ANALYTIQUE

Le point de départ de cette recherche se base en grande partie sur la thèse et les conclusions de Mark Blyth au sujet de l'austérité. Selon lui, puisqu'il s'agit d'une idée qui n'a jamais fonctionné, qui fait payer les plus démunis pour des erreurs qu'ils n'ont pas commises et car l'austérité est plutôt défendue par des conservateurs puisque cela leur permet de défendre l'atteinte d'un État minimal, l'austérité est une idée « dangereuse ». Les défenseurs des restrictions budgétaires, un synonyme d'austérité, jouent l'argument moral en dépeignant les dépenses comme un vice et refusent de réaliser qu'il est impensable de se sortir de la crise si tous les acteurs économiques (ménages, État, entreprises) refusent de dépenser (Blyth 2013; Hudson 2011; Krugman 2015). Aujourd'hui, pour Blyth, les mêmes groupes sociaux sont visés par les efforts d'austérité, les politiques qui émergent de ce concept ne fonctionnent toujours pas et la mise en application de ces politiques s'inscrit, comme lors de la Grande Dépression, dans la plateforme de la droite conservatrice. Les choses n'ont donc pas changé. Ce mémoire conteste le troisième point de Blyth.

À la base des arguments des grands défenseurs de l'austérité économique se retrouve essentiellement la relation de méfiance vis-à-vis de l'État, caractéristique des premiers penseurs libéraux. Il semble pourtant étonnant que la défense de l'austérité soit toujours tributaire d'une relation qui n'a que peu changé depuis plus de trois siècles. L'environnement et les institutions se sont pourtant transformés et les explications relatives à leurs transformations formeront la base des hypothèses de recherche afin d'expliquer les

différences entre les crises. Le contexte politique, social et économique et la nature des acteurs au pouvoir forment les éléments manquants aux conclusions d'auteurs comme Blyth.

L'adoption de l'austérité n'est pas nécessairement dépendante de l'adhésion du groupe au pouvoir à une forme de conservatisme économique. Nicolas Jabko souligne avec justesse que l'idée dépasse maintenant les visées conservatrices traditionnelles et relève plutôt d'une question de crédibilité, une manière de prouver que le gouvernement est prêt à faire les sacrifices nécessaires pour maintenir son attrait économique sur les marchés internationaux (Jabko 2013, 710). Cela a pour effet de diversifier l'appui apporté à l'austérité et complexifier les intérêts et les desseins des coalitions derrière cette idée. L'intérêt des groupes au pouvoir (la base institutionnelle) oriente la trajectoire et la nature du changement économique et idéal et la signification du concept d'austérité (voir Finnemore et Sikkink 1998; Quiggin 2012). Il est donc plausible de penser qu'il existe des différences dans l'articulation et le recours à l'austérité entre la Grande Dépression et la Grande Récession puisque, et c'est la thèse de cette recherche, les coalitions politiques soutenant les Démocrates et les Républicains ont changé depuis la crise des années 30, tout comme l'objectif des acteurs politiques soutenant l'austérité économique. Pour les Républicains, l'obsession de la lutte aux déficits et à la dette est devenue le dénominateur commun des principaux groupes d'intérêts qui supportent le parti. L'austérité a permis d'uniformiser l'idéologie du parti. Depuis la fin des années 1970, l'environnement politique plus conservateur leur a permis de prendre des positions plus assurées. Pour les Démocrates,

l'austérité économique est devenue nécessaire afin d'assurer la préservation des acquis sociaux et, par ricochet, la cohésion d'une coalition politique très disparate.

EXPLICATIONS THÉORIQUES

Les crises économiques semblent tirer leurs origines du système lui-même, c'est-à-dire de l'espace érigé par les règles mises en place par la coalition politique au pouvoir. L'institutionnalisme historique fournit une explication convaincante quant à l'importance du choc pour générer l'occasion de remplacer d'anciennes idées et pratiques par de nouvelles (voir Minsky 1986 et 1992; Peters et al. 2005). Concrètement, une crise économique transforme le système politique en servant de courroie de transmission entre celui-ci et les problèmes économiques engendrés par la crise (Gourevitch 1986). Celle-ci tire son origine des décisions politiques du gouvernement et du parti politique en place lorsque la crise frappe (Broz 2013, 77-8). En conséquence, ces facteurs, essentiels pour expliquer l'avènement de la débâcle, entraînent une réaction dans l'opposition politique, constituée de groupes d'intérêt sans partie prenante aux décisions. Cela encourage l'apparition de nouvelles idées, hors du système en place, susceptibles d'identifier et de résoudre les problèmes systémiques (Burgin 2012, 220; Peters et al 2005, 1295).

PREMIÈRES CONSTATATIONS

À premières vues, plusieurs éléments permettent d'affirmer que la Grande Dépression des années 30 et la crise de 2007-2008 se ressemblent. L'ampleur du choc, sa portée internationale et l'origine spéculative forment les similitudes les plus frappantes. On

note aussi la sous-utilisation des outils fiscaux et, de manière plus générale, un recours inadéquat à certaines politiques publiques susceptibles de relancer l'économie américaine (voir Blyth 2013; Kose et al. 2013). Pourtant le contexte sociopolitique est très différent, en particulier en ce qui concerne la cohabitation entre l'idéologie néolibérale et l'institutionnalisation de pratiques d'inspiration keynésienne. Cette cohabitation est un facteur unique au dernier épisode de crise économique. Les politiques d'austérité combinées à une certaine « inertie » keynésienne contentent les deux grands partis politiques en assurant un statu quo bénéfique aux deux.

De plus, trois différences majeures permettent d'approfondir une analyse confrontant la thèse de plusieurs auteurs qui s'intéressent aux ressemblances entre les épisodes de crise économique (voir Blyth 2013; Chinn et Frieden 2011; Eichengreen et O'Rourke 2009a; Frieden 2006; Kindleberger et Aliber 2011; Reinhart et Rogoff 2010; Quiggin 2012). Premièrement, l'élection de 2008, contrairement à celle de 1932, ne génère pas de transformations majeures dans l'allure des partis politiques américains. La crise économique ne se transforme pas en une crise politique. Conséquemment, l'orthodoxie économique en place lors de la Grande Récession survit au choc, contrairement à la Grande Dépression, puisqu'il n'y a pas eu de réaligement des coalitions politiques au pouvoir. Troisièmement, le dernier réaligement majeur, débutant en 1964 et qui culmine avec l'élection de Ronald Reagan, instaure un discours promarché encore en place aujourd'hui. Un choc sérieux au système politico-économique se traduit habituellement par des changements qui affectent le lexique et le discours des politiciens. La crise de 2007-2008 ne semble pas avoir atteint cette

ampleur, ce qui explique la présence du discours hérité du réaligement des années 80. La présence d'un consensus politique autour de l'utilité de l'austérité économique semble assurer la stabilité du système politique et la pérennité du concept.

Il existe un lien historique entre l'austérité et la crise économique. Les dépenses, qui ont historiquement permis à un gouvernement de financer la guerre ou l'expansion injustifiée de ses pouvoirs, sont associées au vice. Ce qui découle de cette ligne de pensée, c'est que l'austérité devient la solution morale et logique aux épisodes de crise. Ce concept réussi donc à se positionner à la fois comme la solution à la crise, afin de rétablir un équilibre au système économique, mais aussi le moyen de prévenir la crise, et ce, en limitant la possibilité d'augmenter les revenus gouvernementaux. Le régime d'étalon-or exemplifie bien cette logique. Il impose une flexibilité salariale et des prix pour qu'ils s'ajustent au contexte économique. Le régime n'aménage aucune place pour le gouvernement puisqu'il revient par lui-même, lors d'une crise, à un niveau où les investissements productifs et l'embauche redémarrent. La seule chose à faire pour l'État réside dans l'austérité, ce qui accentue la portée et la rapidité du rééquilibrage. Une dynamique similaire s'opère à partir des années 1980. L'atteinte de l'équilibre budgétaire et la réduction de la dette nationale forcent l'appareil public à se concentrer sur la gestion rigoureuse de ses dépenses plutôt que de s'investir activement dans le développement économique. Pourquoi cette manière de faire, discréditée lors de la Grande Dépression, retourne? Ce mémoire cherche à explorer cette problématique en analysant l'influence des partis politiques et leurs groupes partisans sur le rôle de l'État en temps de crise économique et politique.

POURQUOI S'INTÉRESSER À L'AUSTÉRITÉ ÉCONOMIQUE?

Dans un article publié dans le *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, trois chercheurs de l'Université de Cambridge se sont penchés sur la distribution des impacts des mesures d'austérité au niveau social et géographique en Grande-Bretagne pour réaliser que les plus démunis sont disproportionnellement affectés par les mesures de redressements budgétaires. Généralement, les gens dans le besoin utilisent plus régulièrement les services publics et ceux-ci sont ciblés par les efforts de réductions budgétaires. C'est encore plus vrai lorsque l'on s'éloigne des centres industriels et manufacturés du pays (Kitson et al. 2011, 294-7). De plus, le contexte d'analyse s'est transformé depuis la dernière grande crise économique. Contrairement au tournant du siècle, le gouvernement est maintenant un acteur incontournable. L'étude de la montée de l'austérité et de la réponse de l'administration publique américaine lors de deux épisodes de bouleversements politico-économiques sérieux renforce l'attrait de cette recherche. La crise crée une possibilité de changement idéologique, politique, économique et institutionnel encore plus importante considérant l'allure de l'État moderne. On en arrive à un état de fait : les réformes et les transformations sociales, politiques ou économiques sont plus lentes et difficiles. Le débat autour de la relation entre l'État et le marché a dévié vers des interrogations autour de l'utilité de la puissance publique plutôt que de son expansion (Piketty 2013). En s'intéressant donc à la ténacité de l'idée d'austérité, en étudiant son évolution et son comportement lors de crises économiques et relevant les changements apportés (les différences) dans l'articulation et l'application de l'idée, il sera dorénavant plus facile de comprendre les effets et la portée de ces politiques.

ALLURE ET DIVISION DE LA RECHERCHE

Une explication basée sur une différence hypothétique entre la Grande Dépression et la Grande Récession provient de la conviction que la coalition néolibérale créée autour du parti républicain dans les années 70 et qui s'est étendue à l'establishment politique américain est toujours en place, et ce, malgré la présence des Démocrates à la Maison-Blanche (Jabko 2013; White et Wildavsky 1989). L'étude de la formation du parti démocrate avant et pendant les années 30 permettra de comprendre comment l'idée d'austérité a été écartée au profit d'une nouvelle idéologie et comment elle a été récupérée et retravaillée par des intellectuels néolibéraux? Par la suite, l'analyse de la montée du parti républicain et de ses idées lors des années 70 et 80 ainsi que son allure à la veille de la crise de 2007-08 permettra de comprendre pourquoi un changement idéal et institutionnel n'a pas eu lieu. La principale différence entre les deux crises est donc que l'une a mené à une transformation idéologique et institutionnelle et pas l'autre. Le cas concret de la régulation financière aux États-Unis exemplifie les conséquences d'un agencement de coalitions politiques particulier. Les Démocrates, portés au pouvoir durant la Grande Dépression et la Grande Récession, offrent dans les deux cas une opportunité de revoir l'encadrement réglementaire du secteur financier. Or, le contexte particulier hérité de l'avènement du néolibéralisme et de la croissance historique de la mission et de la portée du pouvoir public amène à une approche législative différente, qui démontre le caractère unique et tenace du réalignement politique hérité des années 80. La refonte de la signification du concept d'austérité suit une dynamique similaire. Lors de la Grande Dépression, la révision de l'encadrement législatif du secteur bancaire, tout comme l'orthodoxie économique, subit de fortes pressions,

exacerbées par la crise, pour mieux répondre aux pressions de la coalition réformatrice soutenant les Démocrates. Toutefois, le contexte qui émerge des années 80 et qui s'étend aux années 2000 suit une évolution amorcée en réaction au réalignement vers la droite de l'électorat américain. La réponse législative est mesurée et la signification de l'austérité économique demeure, conséquence de l'absence de crise politique majeure.

Le texte introduira d'abord la théorie utilisée pour l'argument. Le chapitre 1 expliquera comment évoluent les idées et pourquoi cette recherche met l'accent sur la crise économique comme élément déclencheur de la transformation institutionnelle. Ce chapitre permettra aussi d'introduire deux auteurs, Wolfson et Gourevitch, qui utilisent une méthode d'analyse similaire à celle présentée dans ce texte. La deuxième partie portera sur l'austérité pour mieux comprendre l'origine historique et la transformation de ce concept. Par la suite, le chapitre trois abordera le récit des deux grandes crises économiques afin de mettre en relief les événements importants et qui permettront de faire le lien entre ce qui s'est réellement passé et les objectifs et les intérêts des acteurs et organisations politiques. L'explication entourant la différence majeure entre les deux grandes crises économiques nécessite une compréhension adéquate du déroulement des crises. Le dernier chapitre permettra d'approfondir comment les deux épisodes de bouleversements économiques diffèrent l'un de l'autre en se concentrant sur la transformation des partis républicains et démocrates depuis plus d'un siècle.

CHAPITRE 1 : ASPECT THÉORIQUE DE L'ANALYSE

Il est impensable d'imaginer une idée « vivant » par elle-même. Elle a besoin d'un hôte pour penser émerger dans le discours public, mais aussi pour survivre. Dans la littérature scientifique, l'hôte est représenté de deux manières, habituellement une institution ou un *entrepreneur politique* souvent personnifié par un politicien ou un intellectuel (Biersteker 1995; Finnemore et Sikkink 1998; Margheritis et Pereira 2007; North 2005, Sikkink 1991). David Harvey souligne, et ce, dès les premières pages de son ouvrage sur le néolibéralisme, que plusieurs idées discréditées refont leur apparition sous l'impulsion de politiciens, idéalement placés sur l'échiquier politique (Harvey 2005). La diversité des pratiques inspirées de l'idée, la force de l'hôte et sa ténacité sont intimement liées au pouvoir explicatif et persuasif du concept (Hall 1989, 9). Dans cette recherche, les partis politiques ainsi que certains personnages historiques sont incontournables pour repérer et tracer l'histoire de la ténacité de l'idée de l'austérité. Une recherche axée sur l'importance des crises économiques sur la montée d'idées comme celle de l'austérité aux États-Unis doit se faire de pair avec une analyse de l'évolution des grandes coalitions politiques américaines. L'analyse de l'élément déclencheur du changement, dans ce cas-ci le choc systémique, et l'apport de chercheurs comme Hyman Minsky, Martin H. Wolfson et Peter A. Gourevitch, est utile pour cerner les liens entre le choc, l'environnement et les acteurs politiques.

POURQUOI S'INTÉRESSER AUX PARTIS POLITIQUES?

Deux raisons motivent cette recherche à positionner les partis politiques au centre de l'analyse de l'émergence d'idées et de considérer ce type d'organisation comme sensible aux

bouleversements sociaux. Dans un premier temps, les partis politiques, autour desquels s'agglutinent les deux grands groupes de la société, sont idéalement placés sur l'échiquier politique pour influencer, structurer et contrôler les débats. Ce pouvoir a un impact important sur la manière dont certains enjeux et idées sont mis de l'avant et la probabilité de voir certaines de ces idées prendre un ascendant sur d'autres (Ladd et Hadley 1975; Pierson et Skocpol 2007). Il s'agit du véhicule de transmission idéale par excellence dans l'écosystème politique américain. Les règles électorales rendent quasi-impossible l'établissement d'une alternative aux partis démocrates et républicains. Un groupe de pression qui cherche à faire avancer une de ses idées doit nécessairement passer par ces organisations (Abramson et al. 2012; Gourevitch 2013). Des coalitions puissantes se sont développées à l'extérieur des deux partis, comme les Populistes avant 1896, les conservateurs fiscaux après la Seconde Guerre mondiale ou encore le *Tea Party* aujourd'hui. Ces groupes d'intérêts joignent généralement le parti d'opposition et génèrent des idées et des propositions qui serviront de carburant intellectuel à la plateforme politique et la campagne électorale (Hale 1995, 208). Dans un deuxième temps, il existe une reconnaissance de l'impact des partis politiques sur l'économie et la trajectoire générale d'un pays comme les États-Unis. Ce rôle prépondérant attire des groupes sociaux en quête de respectabilité et d'un véhicule de diffusion politique. Le concept de « cycle politique partisan » mis en lumière par Lawrence Broz témoigne de cet impact. L'idéologie de ces partis politiques éclaire également les éléments susceptibles de mener à un choc dans la mesure où elle inspire les politiques publiques adoptées; politiques qui, à terme, déstabilisent le système économique.

COMMENT ÉVOLUENT LES IDÉES?

Il existe un processus de sélection des idées. Cette sélection est faite suivant un calcul d'utilité relatif aux intérêts de l'agent. Le politicien ménage d'abord et avant tout la susceptibilité des membres de sa coalition, définie comme un ensemble de groupes d'intérêts partageant une inclination idéologique. Les idées défendues par un parti politique et les politiques qui en découlent répondent à cet impératif. (Finnemore et Sikkink 1998; Karol 2009; North 2005 White 2012, 4-6). De leurs côtés, les intellectuels transforment les idées en quelque chose d'utilisable pour les groupes d'intérêts et les partis politiques. De la coopération entre politiciens et intellectuels émergent les grandes orientations et la plateforme politique des partis.

John Quiggin, dans son livre *Zombie Economics*, exemplifie de quelle manière une idée comme celle de l'austérité survit et resurgit dans les débats en profitant des moments de crise. Elle profite du support institutionnel fourni par une organisation politique. Par exemple, aux prises avec la montée de critiques montrant du doigt le laissez-faire économique comme source de la crise des années 30 et en l'absence de solutions satisfaisantes pour relancer l'économie américaine, les défenseurs de cette approche, tels Lionel Robbins, Frederich Hayek, Jacob Viner, Frank Knight ou encore Henry Simons se retrouvèrent avec deux choix : modifier leur vision ou la défendre. Plusieurs, notamment ceux à l'Université de Chicago (Viner, Knight et Simons), adoucèrent leur conception du libre marché alors que d'autres comme Hayek et Robbins préférèrent articuler une défense intellectuelle et théorique du libéralisme économique (Burgin 2012, 14-5). Le parti

républicain suivit la voie modérée alors que des organisations comme la Société du Mont Pèlerin hébergèrent les intellectuels les plus conservateurs. Pendant près de trois décennies, il n'existera pas de parti politique américain avec une plateforme ouvertement inspirée du conservatisme fiscal et engagé à revoir le mode d'action étatique.

L'interventionnisme étatique devint peu à peu l'orthodoxie. Les efforts de Hayek à créer un forum de discussion pour conservateurs fiscaux permirent la mise sur pied de la Société du Mont Pèlerin. Fondée en 1947, cette organisation regroupa des intellectuels, journalistes, philosophes et économistes préoccupés par la montée en force de l'État. Ses membres originaux comprennent Hayek, mais aussi les pères du monétarisme, Milton Friedman, et de l'ordolibéralisme allemand, Walter Eucken, deux écoles importantes dans le renouveau de l'idée d'austérité entre 1960 et 1980. La Société aura une influence notable sur la manière de comprendre l'économie et de faire de la politique grâce à l'implication de personnalités comme Milton Friedman auprès de politiciens républicains à partir des années 60. Il encouragera la diffusion d'un libéralisme économique renouvelé (Burgin 2012, 29-30).

Toutefois, il devient nécessaire d'expliquer comment l'austérité devient un élément central du programme politique républicain. Pour ce faire, il faut saisir comment et pourquoi le changement idéal survient, notamment en abordant la manière dont des acteurs politiques évoluent dans un contexte où des pratiques et des idées sont déjà intégrées au plan général d'une coalition ou d'un parti et où des occasions pour transformer la nature idéologique et politique de ce dernier se présentent habituellement sous forme de crise.

INSTITUTIONNALISME

La contribution de Hall et Taylor, deux institutionnalistes, illustre bien comment l'équilibre statique du système et des institutions nous placent devant un problème. En utilisant l'équilibre de Nash, ils expliquent que les individus adhèrent aux pratiques et règles de l'institution parce que le contraire signifierait que tous en souffriraient (Hall et Taylor 1996, 940). Les institutions en place reflètent les intérêts des agents et aménagent les gains provenant de la coopération. Avec cette constatation vient une interrogation importante : pourquoi changer alors? Il n'est pas clair pourquoi, certaines personnes accepteraient de nouvelles idées, pratiques ou règles si cela avait pour effet de les affecter négativement (Hall et Taylor 1996, 953). Un changement de la nature du système, s'il y en a un, proviendrait davantage de l'espace érigé par les règles, idées et pratiques du système et des institutions déjà en place, d'où l'impression que les nouvelles propositions sont tributaires d'anciennes et qu'elles suivent les mêmes normes (Hall et Taylor 1996, 940).

Dans cette optique, une transformation amorcée par une révolution demeure hautement improbable parce que le genre de changements profonds amenés tend à créer une compétition nuisible aux institutions (North 2005, 62). L'évolution incrémentale, cette idée qu'il existe des contraintes qui façonnent l'évolution idéale pour la rendre graduelle et par étapes, est centrale pour des auteurs comme Douglass North pour expliquer le changement institutionnel. L'apport des idées à ce processus se situe au niveau de l'élaboration de ce que North définit comme le *stock of knowledge*, source du changement économique (North 2005, 43). L'échange entre l'agent et l'environnement est à la base de la

conscience nécessaire à tout processus de création, de renouvellement et d'évolution. Les changements que l'humain apporte à son environnement créent inévitablement de nouveaux défis susceptibles de générer de nouvelles explications, idées et connaissances (North 2005, 21). Cette explication permet, par exemple, de comprendre comment l'inertie institutionnelle et bureaucratique a contenu les changements sociopolitiques suivant la période de réalignement. L'ampleur de la Grande Dépression et la portée de la transformation issue du choc généré par la crise ont façonné l'allure de la politique américaine et contraignant les groupes conservateurs à la marginalité. Dans la même veine, l'institutionnalisation d'un conservatisme renouvelé sous la présidence de Reagan a forcé le parti démocrate à revoir la pertinence de son message politique. Une nouvelle plateforme, mieux adaptée au nouveau contexte, a pris la place de l'approche traditionnelle du parti, héritée de la Grande Dépression. Cependant, la cohabitation entre l'institutionnalisation des pratiques d'inspiration keynésiennes et l'avènement d'une idéologie néolibérale est un facteur unique à la Grande Récession.

Cette évolution par étapes est bien démontrée par le « cycle des normes », l'approche développée par Sikkink et Finnemore et qui exemplifie un processus de construction progressive des appuis et des ressources (Finnemore et Sikkink 1998). L'apport le plus intéressant de ces auteures demeure l'identification d'une explication à même de rendre compte de la transformation d'une norme, et ce, du début jusqu'au moment où celle-ci est internalisée par une institution et devient une sorte de réflexe institutionnel. À bien des égards, l'argument de Nicolas Jabko sur la popularité de l'austérité illustre bien cette

explication. À partir des années 1990, le concept d'austérité devient une idée « parapluie », en lien avec sa montée en popularité, dans la mesure où plusieurs groupes voient la possibilité de défendre un dessein plus large que ce que laisserait croire une interprétation conservatrice de ce qu'est l'austérité : « The bottom line is, you do not necessarily have to posit collective delusion or cynical pursuit of a conservative agenda in order to explain why austerity comes about » (Jabko 2013, 710). Cette appropriation conceptuelle sert la coalition en place et éloigne l'idée de son interprétation d'origine. Elle s'adapte au contexte afin de rester crédible. Le travail des groupes de droite afin de remodeler le concept d'austérité au travers l'institutionnalisation de la théorie conservatrice exemplifie le genre de cycle que pourrait suivre une idée économique comme l'austérité. La réaction démocrate est également un bon exemple.

CHOC SYSTÉMIQUE

Un exemple plaçant le choc comme explication centrale d'une transformation institutionnelle est présenté par Thomas Piketty. L'économiste français, dans une recherche sur les inégalités économiques, identifie les guerres comme un pivot : « [...] ce sont les guerres, dans une large mesure, qui ont fait table rase du passé et qui ont conduit à une transformation de la structure des inégalités » (Piketty 2013, 751). Bien que l'on observe l'avènement d'un impôt progressif sur le revenu avant la Première Guerre mondiale dans plusieurs pays, le taux d'imposition demeure marginal jusqu'au déclenchement de la Grande Guerre. Il sera aussi substantiellement augmenté après le conflit pour faire face aux dettes contractées lors de la guerre. Même quand l'adoption de ce mode de prélèvement précède

la Première Guerre mondiale, il tire néanmoins son origine d'un contexte chaotique et de revendications populaires sérieuses (Piketty 2013, 804-9). Les États-Unis n'échappent pas à cette dynamique. La Deuxième Guerre mondiale poussera encore à la hausse ces taux d'imposition pour les hauts revenus (Piketty 2013, 818). Le chaos, la guerre et la crise semblent donc générer des opportunités pour revoir les méthodes de financement et l'équité du système de prélèvement fiscal. La pression exercée sur les gouvernements, en premier lieu aux États-Unis, pour mettre en place un régime fiscal tenant compte de la capacité de payer des contribuables semble avoir eu raison de l'opposition idéologique de plusieurs conservateurs fiscaux (Piketty 2013; Zinn 2002; Stone et Kuznick 2010; Zaretsky 2012).

Ce genre de transformation de grande ampleur, issue d'un « system-wide shock », semble affecter à la fois le système politique et économique. Le changement ne peut pas être qu'idéal. Les crises économiques sont des jalons importants dans les changements de mentalités en réorganisant les intérêts des acteurs en place. Ils créent une conjoncture favorable, alors que les différents agents sociaux cherchent désespérément des solutions, pour l'arrivée d'une nouvelle idéologie politico-économique (Biersteker 1995,185-7; Payne 2005; 78; Kuhn 1983). La venue de nouvelles idées marquantes est indissociable de dynamiques plus profondes que de simples réorientations des pratiques et normes institutionnelles. Le changement est aussi conceptuel, culturel et même lexical (Biersteker 1995, 195). Cela démontre la portée des changements survenus après une crise sérieuse. À la suite de la Grande Dépression, le libéralisme économique et les modes

d'actions de l'État sont transformés et reconceptualisés sur des bases reflétant le désir de protection sociale et économique. Une dynamique similaire s'est également produite lors de la crise des années 70-80 avec le conservatisme. Son institutionnalisation a entraîné le retour à une vision inspirée du renouveau néolibéral, un processus que l'on ne retrouve pas durant la Grande Récession. Après tout, les présidents démocrates Clinton et Obama ont tenu, au sujet de la transformation politique et idéologique des années Reagan, des propos renforçant la ténacité de ce changement, en acceptant la fin de « l'ère du gouvernement omniprésent ». (Biersteker 1995; Farber 2010; Hale 1995; Leonhardt 2008; Turner 2011).

CHOC EXOGÈNE

Un exemple conceptuel portant sur un autre type de choc au système peut être trouvé en explorant l'institutionnalisme historique. Un peu de la même manière que l'hypothèse du marché efficace (*Efficient Market Hypothesis*), où les prix représentent la véritable valeur de l'avoir, ou encore de la théorie de l'équilibre général (*General Equilibrium Theory*), où les forces du marché convergent par eux-mêmes vers un équilibre entre les investissements, l'emploi, le prix et le profit (Quiggin 2012; Whalen 2007), l'institutionnalisme présuppose un état stable entre les facteurs et les forces institutionnels. En fait, il existerait une tendance marquée à défendre les méthodes, les idées et les décisions engendrées par une institution et ultimement le système issu de l'agencement entre ces institutions, menant à une période de stabilité. Celle-ci engendre une inertie qui dirige le changement, seulement pour être entrecoupée d'épisodes de crises, c'est-à-dire le seul moment où les changements importants de paradigme peuvent arriver (Peters et al 2005; Kuhn 1983). En fait, le

changement survient lorsqu'une solution de remplacement au système en place devient assez forte pour le confronter. Ce choc exogène, exemplifié par une crise politique, force un repositionnement des acteurs institutionnels. Pour la droite économique, dans cette perspective, le système est stable jusqu'au moment où le gouvernement intervient. Par exemple, pour Hayek, la Grande Dépression provient de l'éclatement d'une bulle de crédit engendrée par les taux artificiellement bas de la Réserve fédérale américaine. Pour ces derniers, un choc représente un événement rare qui ne s'inscrit pas en continuité avec la trajectoire « normale » du système.

En ce qui concerne la plus récente crise, les programmes d'accès à la propriété et les dispositions réglementaires facilitant l'obtention de prêts hypothécaires ou qui réduisent la supervision gouvernementale créent des distorsions dans le marché :

« Democratic support for home-ownership for everyone, combined with Republican adherence to laissez-faire, created an environment that fostered lax lending standards, excessive risk taking, and overleveraging of financial institutions through securitization of exotic financial instruments. » (Yeaman 2009, 681).

Ces décisions politiques déstabilisent le marché immobilier, et par ricochet, celui des produits dérivés, d'où émane les premières mauvaises nouvelles, en 2007, et qui contribueront à faire chuter la confiance des investisseurs et les profits des grandes entreprises financières.

Dans les deux cas, la boucle est bouclée. Des décisions politiques (régulations ou dérégulations) ont eu des répercussions négatives sur le système économique. Les retombées des problèmes économiques déstabilisent le système politique. Or, lors de la Grande Dépression, les éléments déstabilisateurs ont été suffisants pour engendrer une crise

politique, une dynamique qui ne s'est pas reproduite pour la Grande Récession. Il n'en demeure pas moins que ces deux exemples démontrent à la fois l'importance du choc comme déclencheur du changement tout comme il met l'accent sur les coalitions et partis politiques pour connaître l'orientation de ce changement. Le retour de l'austérité à partir des années 80 s'explique à la fois par l'avènement de la crise du keynésianisme et de l'intérêt des groupes formant le parti républicain. L'absence de réalignement majeur lors de la Grande Récession s'explique par l'ampleur modérée de la crise sur le système politique, comme en témoigne le consensus qui émerge des années de la présidence de Ronald Reagan sur le rôle de l'État dans l'économie, consensus qui perdure après 2008. Partie importante de l'architecture législative démantelant Glass-Steagall, la loi Gramm-Leach-Bliley de 1999 symbolise bien la consolidation idéologique des années 90 et l'origine politique de la débâcle économique de 2007-2008 (Yeaman 2009, 691). Le manque de vision par rapport aux problèmes inhérents au système économique nous force à considérer l'explication de Hyman Minsky sur l'inévitabilité des crises capitalistes.

HYMAN MINSKY ET L'INSTITUTIONNALISME HISTORIQUE

Hyman Minsky, un économiste américain intéressé à la théorie financière et aux cycles de crises, a popularisé une explication sur l'apparition des crises financières issues du système capitaliste. Le modèle de Minsky suggère que les crises sont causées par un choc, un « déplacement », suffisamment imposantes pour modifier l'allure d'un pan entier d'une économie nationale. Le cycle de croissance économique, lancé par une « innovation », engendre une prospérité intrinsèquement instable. Ultimement, sans une intervention

stabilisatrice, par exemple l'injection de liquidités de la part de la banque centrale, la phase de croissance se transformera en débâcle financière : «The economy transits from financial relations that make for a stable system to financial relations that make for an unstable system» (Minsky 1992, 8). Lors des périodes de prospérité prolongées, le système économique glisse vers une économie spéculative. Cette crise est donc engendrée par un choc, issu des éléments instables du système économique lui-même et soutenu par une prise de risque excessive (Minsky 1992; Whalen 2007; Kindleberger et Aliber 2011). La crise survient lorsque les investisseurs réalisent la fragilité du système et leurs expositions aux risques engendrés par cette fragilité. Un regard historique sur l'allure du système, comme tente ce mémoire, est essentiel pour identifier les facteurs de crise.

EXEMPLES D'APPLICATION CONCRÈTE DE LA THÉORIE

Deux auteurs ont adopté une explication similaire à celle présentée dans cette recherche, à savoir Martin H. Wolfson et Peter Gourevitch. Ces deux auteurs perçoivent les facteurs endogènes comme éléments essentiels pour expliquer la fragilité du système économique. La trajectoire de l'explication de Wolfson permet de cerner l'importance du choc lors d'un réalignement majeur des coalitions politiques, un éclaircissement que fait Gourevitch.

Pour Wolfson, l'agencement institutionnel s'adapte au contexte politico-économique. Cette flexibilité est la clé de sa viabilité. Par exemple, lors de la Grande Dépression aux États-Unis, il existait d'importantes pressions pour que le gouvernement accorde plus de protection aux travailleurs et qu'il intervienne pour régler les secteurs économiques très compétitifs et assurer une place et des profits aux entreprises. Il est évident que la

montée en force de coalitions politiques de gauche, particulièrement les Progressistes, les socialistes et les syndicats ainsi que la nature du système bancaire ne sont pas étrangers à la nature des changements apportés. Ces groupes pouvaient, au travers des partis politiques, mettre en œuvre leur plan de réforme, qui s'attaquait à plusieurs problèmes que l'orthodoxie en place à l'époque semblait incapable de résoudre. Le parti démocrate en cooptant les Populistes, progressistes, socialistes et travailleurs devient le véhicule institutionnel idéal pour s'attaquer au conservatisme fiscal et idéologique en place, représentée par le parti républicain et les intérêts industriels du Nord-est américain (Wolfson 2013, 179-81).

David M. Kotz, un collègue de Wolfson, reprend l'argument de ce dernier pour explorer l'avènement de l'alignement institutionnel qui a cours avant la crise de 2008. L'origine des crises économiques repose sur l'allure de la structure institutionnelle, un argument emprunté à Minsky et qui amène Kotz à comprendre l'inflation, les chocs pétroliers, la réorganisation des structures mondiales de production et les récessions à répétition comme des conséquences de l'agencement institutionnel hérité de l'après-guerre. Alors que l'État assumait un rôle stabilisateur, supervisait les relations entre capital et main-d'œuvre et étendait le filet social, les nouveaux groupes au pouvoir cherchent à revoir ces manières de faire. La mobilisation de ces acteurs politiques se fait en réaction aux politiques et à l'idéologie du parti au pouvoir. Ils militent pour augmenter la concurrence dans le secteur privé en réduisant la portée de l'État américain tout en maintenant sa protection (Kotz 2013, 396-8; Wolfson 2013, 184-5). Le changement de ton et d'approche vers la fin des années 70

s'installera définitivement avec l'arrivée de Ronald Reagan à la présidence. Un agencement « cohérent » et « adéquat » capable de générer des solutions aux défis politico-économiques de l'époque permet de prendre le pouvoir et résiste bien aux pressions politiques (Kotz 2013, 406). L'alternance politique américaine se divise entre deux visions politico-économiques qui se sont développées en symbiose. Pas étonnant qu'elles soient outillées pour répondre aux problèmes systémiques de l'autre, ces mêmes problèmes qui génèrent un choc et un changement institutionnel.

LE PIÈGE DE LA VISION DICHOTOMIQUE

Une théorie qui explique l'orientation du changement idéal en utilisant le *stock of knowledge* de North limiterait beaucoup l'originalité des politiques publiques mises de l'avant et contenterait la thèse de Blyth concernant les deux grandes crises économiques. Or, la mobilisation des acteurs politiques n'est ni inévitable ni prisonnière d'une dynamique binaire (Selwyn et Miyamura 2013, 221). La diversité des intérêts des acteurs politiques et économiques ne saurait laisser l'orientation des politiques publiques à la seule force d'inertie, condamnée à suivre une trajectoire inverse à l'orthodoxie en place. Les conséquences d'une crise économique ou politique majeure et la direction du repositionnement des coalitions demeurent difficiles à prévoir à cause des intérêts multiples des acteurs et du nombre d'agencements institutionnels possibles.

Dans cette optique, John Quiggin évoque le piège dichotomique dans lequel semblent prises les perceptions des solutions aux crises économiques et financières. La convergence, après les chocs pétroliers du début des années 70, entre des penseurs keynésiens et les

défenseurs d'une vision plus classique force, une fois la crise économique de 2008 en marche, à retourner vers une appréciation traditionnelle de la situation, une dynamique similaire qui s'opère aussi chez plusieurs conservateurs fiscaux. On assiste donc à un retour d'une vision dichotomique entre, d'un côté, une vision héritée du « liquidationsime » afin de rétablir la confiance du secteur privé et de l'autre, le retour aux larges déficits publics pour relancer la demande (Quiggin 2012). Albert Hirshmann, économiste et sociologue américain, propose également sa propre version de la dichotomie entre les modèles économiques sous la forme de « frustration cycles » :

« The theory is based on the idea that one tends to compare the actual version of the current system with an ideal version of the alternative. The existing system necessarily suffers from a number of imperfections that one becomes more aware the longer they last. An alternative system that promises to provide better solutions to these problems therefore becomes increasingly attractive until widespread dissatisfaction results in a change of system or at least in a radical reform. However, with the passage of time it will turn out that the new system has imperfections that were not visible in the idealized version of it. At that stage memories of the shortcomings of the previous system have been weakened and once again one tends to judge it on the basis of idealized version of theory rather than on practical experience. This releases a new wave of reform in the opposite direction of the previous one. » (Sandmo 2011, 462-3).

SOLUTION DE PETER GOUREVITCH

Le travail de Peter Gourevitch permet d'entrevoir une gamme de solutions qui admettent une déviation de l'apparente dichotomie ainsi que la centralité de la crise comme explication du changement politique et idéologique. Son interprétation fonde beaucoup d'importance sur le contexte et la complexité de l'émergence des nouvelles alternatives et idées à l'avant-scène du débat politique et économique :

« In the prosperous years preceding the crisis, a policy approach and support coalition developed. Then came the crisis, challenging both policy and coalition. Crisis opened the system of relationship, making politics and policy fluid. Finally, a resolution was reached, closing the system for a time, until the next crisis. » (Gourevitch 1986, 21-2).

Le comportement des acteurs en place est influencé par plusieurs facteurs tels les mécanismes de représentation politique, l'idéologie, l'organisation de l'État et limité par la capacité des politiciens à aménager une coalition autour d'eux. Gourevitch, afin de prouver son point, explore trois périodes de l'histoire américaine, c'est-à-dire 1873-1896, 1929-1949 ainsi que les années 70 et 80.

La période 1873-1896 est caractéristique des limites de la structure politique américaine en ce sens qu'elle exemplifie la force d'inertie présentée par Hall et North. Les agriculteurs forment la majorité des partisans des Populistes, principal groupe réformiste, et se retrouvent, pour la plupart, confinés au Midwest et au sud de pays. Ils s'opposent au système d'étalon-or, qui force sur ces agriculteurs une austérité qu'ils sont persuadés de subir injustement. En Amérique, les tensions historiques entre Nord et Sud ainsi que les tensions religieuses et ethniques empêchent la formation de coalitions nationales fortes et homogènes et facilitent la tâche des grands patrons industriels, un groupe plus homogène, concentré géographiquement et satisfait de l'orthodoxie en place (Gourevitch 1986; Frieden 2006, 115). Les Populistes ont donc dû courtiser un autre groupe important sur l'échiquier politique : les ouvriers américains. Ils firent appel à leur nature de consommateur. En effet, le bimétallisme pourrait faire baisser les prix des denrées alimentaires. Cette coalition se cristallisa autour des Démocrates, un prélude à la coalition du New Deal.

La capacité des Démocrates, après 1896, et surtout lors de l'élection de 1932, à créer une alliance de groupes intéressés à une intervention mesurée de l'État sécurise l'ascension au pouvoir de Franklin D. Roosevelt et celle de nouvelles idées véhiculées par son parti

(Gourevitch 1986, 124 et 127). Lors d'une crise économique, certains groupes veulent juste que quelque chose soit tenté pour résorber la débâcle. Il existe, dès lors, une occasion de surmonter les craintes et sortir de l'orthodoxie. Dans les premiers moments de la Grande Dépression, agriculteurs, travailleurs et industries dépendantes du marché national militeront pour des programmes de travaux publics et d'assistance agricole. Par la suite, la montée en force de secteurs industriels, préoccupés par la stabilité économique et compétitionnant sur le marché international puis la dépression éclair de 1937-38 convainquit FDR de se lancer dans des mesures contra-cycliques (c'est-à-dire des déficits budgétaires), l'institutionnalisation du pouvoir de négocier des syndicats et de libre-échange. Cette coalition permit aux États-Unis de sortir de la dépression. Elle était également bien outillée pour répondre à un autre enjeu : quoi faire pour maintenir la croissance économique lorsque la Deuxième Guerre mondiale terminera, ce qui explique sa longévité.

Les années 70 ont, de leur côté, vu l'apparition d'un nouveau discours basé sur d'anciens arguments : «Because of the timing of the situation, Reagan was able to present demand management and corporatism as the incumbent policy approach, and hence "old" and the cause of the problems, market ideas as "new" and innovative» (Gourevitch 1986, 212). Gourevitch comprend que les problèmes inhérents à l'agencement institutionnel hérité du New Deal (inflation, nouvelle division internationale du travail et montée en force du secteur financier) mèneront à sa chute. Le secteur privé, de plus en plus préoccupé par la perte de compétitivité de l'économie américaine, préfère soutenir des politiques néolibérales. Plusieurs ménages américains sont aussi préoccupés par la taille de l'État, ce

qui porte flanc à des attaques visant les abus de pouvoir de fonctionnaires ou des abus du système de protection sociale. Ces groupes ne sont pas intéressés à approfondir l'engagement de l'État dans l'économie au moyen de nationalisations ou encore de réduire encore plus la compétition économique. Les solutions de rechange au néolibéralisme dans les années 70 et 80 sont plombées par la tension identitaire entre consommateur et producteur et l'incapacité pour les mouvements de gauche à s'allier avec les agriculteurs et faire face à un secteur privé uni. La solution des Républicains puis du président Reagan sera donc de réduire les taxes et le fardeau réglementaire (Gourevitch 1986, 181-211). Le président profite d'un contexte favorable pour présenter un programme politique vers la droite. Il est grandement tributaire de l'élaboration d'une doctrine révisée soutenant le libre marché et des idées et théories comme le monétarisme, le « supply-side economics » ou encore la courbe de Laffer. La construction progressive des appuis chez les conservateurs fiscaux a permis de disséminer des idées dans le discours politique et renforcer l'attrait d'un retour à une vision inspirée de libéralisme classique.

CONTRIBUTION DE WOLFSON ET GOUREVITCH À LA RECHERCHE

Quelques éléments explicatifs tirés des visions de Wolfson et Gourevitch s'avèrent centraux à la démonstration de ce travail. Premièrement, les deux auteurs identifient bien les possibilités de réformes occasionnées par une conjoncture politique favorable précédant la crise économique issue des problèmes inhérents au système économique. Cela s'exemplifie par l'attaque de l'orthodoxie en place. Deuxièmement, la construction progressive des appuis pour catapulter une coalition politique au pouvoir devient essentielle pour saisir l'ouverture

engendrée par la crise. La Société du Mont Pèlerin en est un bon exemple. Troisièmement, Gourevitch identifie des éléments décisifs et qui orientent les résultats d'un choc exogène. Dans le cas américain, la Constitution, les mécanismes de représentation politique, l'organisation de l'État, l'idéologie économique engendrent, dans les années 30, une coalition autour des Démocrates. Quatrièmement, le récit construit par ces deux auteurs permet de renforcer l'importance du choc. Malgré la présence de deux grands partis politiques coalisant les groupes de pression autour d'eux, les réalignements électoraux n'ont rien d'inévitable. Les années 70 ont vu l'émergence du néolibéralisme à cause d'un contexte favorable créé grâce au travail de groupes conservateurs et d'entrepreneurs politiques comme Milton Friedman.

ÉLÉMENTS À RETENIR POUR LA RECHERCHE

Il est primordial de considérer quatre éléments pour cette recherche. Dans un premier temps, les acteurs politiques, que ce soit des politiciens, intellectuels ou des organisations, sont incontournables pour retracer l'origine et la trajectoire d'un concept comme l'austérité, tout comme ils sont essentiels pour expliquer comment certaines idées se démarquent des autres. Dans un deuxième temps, l'évolution par étapes ou encore incrémentaliste, combinée à la théorie de l'instabilité de Minsky permet d'évaluer la trajectoire du changement ainsi que les causes probables du choc. Par la suite, le « formative moment », ce choc au système, emprunté à l'institutionnalisme historique, permet d'échapper à une compréhension dichotomique de l'évolution de la pensée et des pratiques. De manière générale, cette vision conçoit l'évolution des idées comme un système à deux

pôles, c'est-à-dire la gauche et la droite économique, générant une transformation mue par l'inertie. Toute déviation de la trajectoire projetée par l'interaction entre ces deux pôles est difficile, car l'évolution est tributaire d'une dynamique d'action-réaction. Le choc exogène devient donc un élément utile pour permettre de postuler une différence entre deux périodes de crise économique en replaçant au centre de l'explication les acteurs politiques puisqu'il permet de bouleverser l'allure des partis politiques et générer plusieurs combinaisons. Cette explication est conséquente avec la démonstration de Hull Hoffer (2007), où la transformation de l'État américain s'est réalisée au moyen de l'action de politiciens pragmatiques recherchant des solutions concrètes à des problèmes précis, causés, par exemple, par la Guerre civile. Le dernier élément à retenir pour la recherche est le réaligement des coalitions politiques comme preuve de crise politique. Un agencement perdure tant et aussi longtemps que le système en place permet aux groupes de pression soutenant le parti politique et l'establishment au pouvoir de répondre à leurs intérêts. La présence ou l'absence de réaligement permet donc d'évaluer l'importance d'une crise. Dans la présente recherche, elle fournit la mesure principale pour évaluer si la Grande Dépression et la Grande Récession sont belles et bien différentes.

L'austérité redevient populaire grâce au travail d'entrepreneurs politiques conservateurs. Ils profitent des crises pétrolières successives pour promouvoir un programme politique où l'austérité y joue un rôle prépondérant. Or, l'environnement politico-économique s'est transformé sous l'influence du parti démocrate. L'adaptabilité de l'austérité est un facteur déterminant de sa pertinence, tout comme de la stabilité du

systeme politique. Cependant, cette idee a ete longtemps associee exclusivement au liberalisme economique, precurseur du neoliberalisme. L'histoire du concept a influence sa nature, tout comme l'interet des agents politiques qui ont defendu des positions au moyen de l'austerite economique.

CHAPITRE 2 : HISTOIRE DU CONCEPT D'AUSTÉRITÉ

La présence d'éléments aujourd'hui associés à l'austérité dans l'évolution et l'histoire d'autres préceptes centraux de la théorie économique libérale explique pourquoi certains chercheurs, tels Blyth et Quiggin, ont conclu que les choses avaient peu changé depuis la Grande Dépression, empruntant ainsi une vision linéaire de l'évolution de la pensée économique. Au cœur de la ressemblance reposerait la relation entre l'État et le marché. Les penseurs libéraux anglais de l'époque des Lumières ont développé des questionnements qui se retrouvent encore aujourd'hui dans la pensée néolibérale, à savoir la méfiance devant les agissements de l'État, mais surtout, en admettant qu'il eût un certain rôle à jouer, sur ses méthodes de financement (Blyth 2013; Polanyi 2001; White 2012).

HÉRITAGE HISTORIQUE DES IDÉES ÉCONOMIQUES

Un peu comme on retrace l'avènement des idées de Keynes à une série de percées théoriques de la deuxième moitié du 19^e siècle, le concept d'austérité s'est adapté au contexte théorique contemporain, c'est-à-dire une période de crises économiques successives. On assiste au développement d'une histoire complémentaire entre dépressions et l'austérité, présentée comme la solution à ce problème économique. Alors que l'on attribue habituellement la fin du laissez-faire avec la popularisation des idées de Keynes (voir White 2012, 18-22), des économistes tels John R. Commons, Irving Fisher, Alfred Marshall et Arthur C. Pigou ont défendu, à divers degrés, l'idée que le laissez-faire n'est pas nécessairement la meilleure approche. Loin de conclure que le socialisme fournissait la

meilleure solution de rechange, ils percevaient plutôt le rôle accru de l'État comme un compromis adéquat entre laissez-faire et socialisme (White 2012, 24-25; Perelman 2006).

AUSTÉRITÉ

Le concept d'austérité est également tributaire d'une vision relativement précise du rôle de l'État. Il n'est pas étonnant donc que certains auteurs, dont Blyth (2013), Jabko (2013), Quiggin (2012) et White et Wildavsky (1989) ont associé l'austérité et plus largement la lutte au déficit au programme idéologique des conservateurs américains. Au contraire de l'interventionnisme étatique, l'idée de l'austérité comme on la connaît maintenant émerge relativement récemment :

« Austerity was not a policy consistently argued *for* from the seventeenth century onward, since the conditions of its realization – big states that spend lots of cash that can be cut – do not arise until the twentieth century. Rather, austerity emerges over time as a derivative consequence of other shared beliefs – a sensibility – concerning the nature and role of the state in economic life that sit at the core of liberal economic thought » (Blyth 2013, 100).

L'importance que joue maintenant l'État dans l'économie prête flanc aux attaques quant à son utilité. Thomas Piketty, dans son analyse sur les inégalités, relève que la période suivant la Deuxième Guerre mondiale correspond à une refonte du rôle de l'État. Au fur et à mesure que l'État grossit, la capacité de poursuivre l'expansion diminue et les sources de financement se tarissent (Piketty 2013). Cela crée un dilemme : comment le financer alors qu'il devient incontournable?

Au contraire des économistes comme Commons, Fisher, Marshall et Pigou, qui percevaient l'État comme un acteur utile pour le bon fonctionnement de l'économie de marché, les défenseurs d'une vision minimaliste du rôle de l'État voyaient deux problèmes à

l'implication de l'État. Premièrement, la crainte qu'un gouvernement capable de grossir et d'aller chercher des revenus se transforme peu à peu en État totalitaire menaçant la propriété privée pousse plusieurs penseurs libéraux comme Hayek, von Mises et Joseph Shumpeter à craindre l'État (Ferguson 2008; White 2012). La dette s'est avérée la solution de prédilection pour financer l'État parce que, contrairement aux taxes, elle ne requiert que peu de sacrifices pour la présente génération (Blyth 2013, 108). La conséquence de cela est que l'État en abusera inévitablement et sera plongé dans une crise économique dès qu'un choc arrivera. En vivant au-dessus de ses moyens, il sera incapable de faire face à l'augmentation des taux d'intérêts sur sa propre dette. Adam Smith et Blyth dans son livre en arriveront à la conclusion qu'il n'existe pas d'autres options à l'austérité. Il en va de la survie du système capitaliste (Blyth 2013 108-9; Ferguson 2008).

Convaincus de l'origine « naturelle » du marché comme mode d'organisation, ces penseurs libéraux s'interrogent sur la pertinence de l'action de l'État dans des secteurs tels que l'aide aux pauvres (Polanyi 2001; 122-3). Cette aversion par rapport à l'implication de l'État, mais également la nature et l'efficacité du marché restent aujourd'hui encore profondément ancrés dans la mentalité de la droite économique et s'articule bien autour de ce passage de *The Great Transformation* de Karl Polanyi :

« As gradually the laws governing a market economy were apprehended, these laws were put under the authority of Nature herself. The law of diminishing returns was a law of plant physiology. The Malthusian law of population reflected the relationship between the fertility of man and that of the soil. [...] This involved, strictly, an inconsistency as it made social forces responsible for achieving the balance required by Nature, a criticism, however, to which Malthus might have answered that in absence of wars and vice [...] as many more people would have to starve as were spared by their peaceful virtues. Essentially, economic society was founded on the grim realities of Nature; if man disobeyed the laws which ruled that society, the fell executioner would strangle the offspring of the

improvident. [...] The true nature significance of the tormenting problem of poverty now stood revealed: economic society was submitted to laws which were not human laws» (Polanyi 2001; 130-1).

Les économistes et penseurs libéraux demeuraient convaincus que l'évolution du marché ne pouvait être adéquatement décelée et comprise pour pouvoir intervenir adéquatement dans l'économie. Toute ingérence n'avait que pour effet de déranger cette évolution en accélérant les cycles économiques menant à des crises. Il s'agit là du facteur exogène, du « formative moment », qui entraîne la dépression économique. L'austérité économique devient la recette à suivre pour éviter le plus longtemps possible la crise économique et la solution pour que l'économie rebondisse le plus rapidement après la dépression. L'austérité économique existe, par le fait même, comme la solution au problème de financement de l'État. Il n'est pas nécessaire d'aller chercher davantage de revenus. Il suffit de travailler avec ce que l'État obtient déjà.

AUSTÉRITÉ ET CRISE ÉCONOMIQUE

L'explication des économistes libéraux des causes de la Grande Dépression permet de bien identifier le rôle de l'État dans la précipitation de la crise. Pour Hayek et von Mises, une crise, la dépression des années 30 ne fait pas exception, débute lorsque les banques (ou la Réserve fédérale américaine) diminuent les taux d'intérêt au-dessous du taux naturel, déterminé par le taux auquel les ménages contribuent volontairement à l'épargne. La période de « boom » économique débute donc au moment où le système bancaire et financier « force » les ménages à investir au moyen de taux d'intérêt inférieurs au taux à l'équilibre (White 2012, 73). Encouragée par des pressions politiques dans les pays ayant une banque centrale, cette politique monétaire dirige l'investissement dans des secteurs

précédemment considérés comme peu attrayants. Cette dynamique est intrinsèquement intenable :

« With both consumption and roundabout investment rising, a boom ensues. By drawing on the pool of unemployed workers and machines, adding overtime shifts, drawing down inventories [...] the economy produces a combination of consumption and investment greater than can be sustained » (White 2012, 80).

L'importance de demeurer prudent et parcimonieux avec les deniers publics prend ici tout son sens. Un État incapable de gérer adéquatement ses dépenses se verra confronter tôt ou tard à une crise majeure. Trop de dépenses alimentent la spéculation et accentuent la crise. La relance dépend de la capacité de l'économie à « se relever de ses cendres » et d'apprendre de ses erreurs. L'intervention de l'État n'aurait que pour conséquence de ralentir le processus en redirigeant les investissements vers des secteurs économiques secondaires, et ce, au détriment des pans de l'économie les plus susceptibles de tirer le pays hors de la récession (Blyth 2013, 118-121). L'économie suit un cycle quasi naturel qui engendre des périodes d'expansion et de récession (Blyth 2013; Burgin 2012; Polanyi 2001). Toute tentative d'amoindrir les effets des cycles ralentit le processus d'évolution de l'économie de marché, qui dépend des crises économiques pour redistribuer les ressources vers des secteurs profitables et redémarrer la croissance économique.

En 2009, dans un texte paru dans le *Journal of Economic Theory*, Lee E. Ohanian explore l'effet des programmes gouvernementaux du président Hoover sur la sévérité de la dépression. Il conclut que la Grande Dépression a été plus importante que prévu à cause de la volonté du président de maintenir des salaires élevés :

« Firms deeply feared unions at this time, reflecting a growing union wage premium and a sea change in economic policy, including policies advanced and supported by Hoover, that significantly fostered

unionization and enhanced their bargaining power. Consequently, there was an incentive for firms to follow Hoover's program of paying moderately higher real wages to avoid even higher wages and lower profits that would come from unionization. I [Ohanian] conclude that the Depression is the consequence of government programs and policies, including those of Hoover, that increased labor's ability to raise wages above their competitive levels. The Depression would have been much less severe in the absence of Hoover's program. » (Ohanian 2009, 28).

En acceptant jusqu'à 7 % d'augmentation salariale annuelle afin de prévenir une plus grande demande de la part des employés syndiqués, plusieurs entreprises ont empêché les salaires de s'ajuster. Ce faisant, le transfert des ressources comme la main-d'œuvre s'en est trouvé ralenti, tout comme la reprise économique puisque les salaires n'ont pu retrouver un niveau compétitif. La production globale de l'économie américaine et le nombre d'heures travaillées auraient diminué de 20 % à cause des politiques soutenant de hauts salaires (Ohanian 2009, 2 et 26). On perçoit bien que la solution en cas de crise économique est de laisser l'économie s'ajuster par elle-même, comme prescrit par l'approche liquidationniste lors de la Grande Dépression :

« The consequence of this line of thinking is austerity – purging the system and cutting spending – which becomes the essence of recovery. Austerity might be painful, but it is unavoidable since undergoing such emetic periods is the essence of capitalism's process of investments and discovery. There was, therefore, no alternative. The Hoover administration therefore actively sought not alternatives to austerity, but compliments and palliatives that took the form of voluntary policies to smooth the adjustment of labor and capital to new uses. Those policies were always conceived of as helping adjustment pro-cyclically rather than compensating for it countercyclically. (Blyth 2013, 121)

Cette approche économique sera défendue par les Républicains lors de la Grande Dépression. Le président Hoover et son secrétaire au Trésor défendront publiquement cette manière de faire. Cette position force l'ajustement nécessaire pour relancer l'économie sur les travailleurs et les contribuables. La mobilisation de ces groupes d'intérêts n'est donc pas étrangère à ce fait, tout comme l'échec électoral du parti politique qui véhiculait une plateforme inspirée par l'austérité, imposée par une vision économique conservatrice. Le

changement au pouvoir permet aux Démocrates de s'attaquer aux demandes de réformes puisque le contexte est à la mobilisation de groupes qui veulent revoir les modes d'actions du gouvernement fédéral américain.

Peu à peu, l'austérité économique devient un compromis. Alors que l'État est aux prises avec d'importants problèmes, particulièrement démographiques, la trajectoire historique du mandat étatique se heurte aux limites de son financement. Bien que la définition et l'application traditionnelle de l'idée demeurent populaires dans les cercles conservateurs, son utilisation récurrente lors de crise économique et politique menant à des bouleversements majeurs aux États-Unis révèle la capacité de groupes d'intérêts d'utiliser l'austérité pour justifier des positions distinctes. Cette utilisation complexifie la nature même de l'austérité. Sa présence dans le programme politique des Démocrates et des Républicains témoigne de sa nature embrouillée. Le récit des deux grandes crises économiques témoigne de ce fait.

CHAPITRE 3 : LES DEUX GRANDES CRISES ÉCONOMIQUES

Ce chapitre abordera les deux crises économiques étudiées dans ce mémoire afin d'en comprendre l'origine, le déroulement et la transition politique qui s'effectue en vertu d'une conjoncture favorable produite par la crise économique. Ce récit est nécessaire afin de révéler les points communs, spécialement la période de calme politique et de prospérité économique qui précède la crise, mais aussi les différences, à commencer par l'utilisation plus adéquate des outils fiscaux lors de la Grande Récession.

GRANDE DÉPRESSION

La Grande Dépression a été plus profonde que la plus récente crise économique. Exacerbée par les mesures d'austérité entreprises par les gouvernements des États-Unis, de l'Angleterre, de l'Allemagne et de la France, et qui perdureront pendant plusieurs années, la crise provoqua un recul marqué de la production mondiale, de l'ordre de 40 % (Frieden 2006, 178; Bénichi 2008, 103). Le nombre de chômeurs aux États-Unis passa de 1,5 million en 1929 à plus de 16 millions en 1931, une dynamique soutenue par l'effondrement de la production industrielle, des prix des matières premières et des échanges commerciaux (Frieden 2006, 175; Bénichi 2008, 105). Loin d'être en reste, les pays européens et le Canada subirent également les contrecoups de la chute des investissements internationaux et de la propagation de la crise. Ce qui permit à plusieurs pays de se remettre de la crise fut la participation de l'État, notamment en aménageant des politiques de soutien à l'emploi (Frieden 2006, 191).

Dans cet environnement volatil, le système est bousculé sur sa gauche par des socialistes et des éléments extrémistes alimentés par les succès de premier plan quinquennal soviétique et sur sa droite, des sympathisants fascistes, fascinés par le redressement économique et les réformes politiques entreprises par le national-socialisme en Allemagne. De son côté, le président Roosevelt cherche à sauver le système capitaliste en profitant de la crise économique et politique pour fournir, entre autres, un encadrement institutionnel et légal aux propositions des franges plus radicales du spectre politique américain (Stone et Kuznick 2012, 45-57; Zinn 2002, 453). Le président tente des mesures concrètes à des problèmes pressants sans chercher consciemment à redéfinir le mode d'action étatique. Cette transformation arrivera sous l'effet combiné des politiques du New Deal, la durée et la sévérité de la crise et l'absence d'opposition forte aux Démocrates.

PÉRIODE DE PROSPÉRITÉ AVANT LA GRANDE DÉPRESSION

Les « roaring twenties » est le nom donné à la période de croissance et de stabilité économique qui précède la Grande Dépression. Entre 1921 et 1927, plus de deux millions d'emplois seront créés, le prix des denrées agricoles augmentera et des innovations technologiques telles l'auto et la radio permettront aux ménages américains de profiter de cette période de relative prospérité. Le temps était à la confiance, une impression qui s'installe durant les mandats des républicains Warren G. Harding et Calvin Coolidge. Cette confiance est encouragée par la montée des prix, des salaires et de la production industrielle (Galbraith 2011; Perelman 2006, 177; Zinn 2002, 433). Les Américains redeviennent de plus en plus à l'aise avec le secteur privé, leur confiance ayant été ébranlée par plusieurs chocs

économiques et de problèmes avec les syndicats et les agriculteurs. Leur système monétaire et économique encadré par l'étalon-or a produit, avant la Première Guerre mondiale, une période de libre mouvement des biens, des capitaux et des personnes aboutissant à une période de croissance jamais vue encore. L'attrait pour retourner à cette époque encourage la réapparition de groupes ayant défendu le système (Frieden 2006, 122). Les Républicains comme Coolidge et Harding ont donc beau jeu de prêcher un retour aux « bonnes vieilles méthodes ». Le résultat est une série de baisses d'impôts et le retrait de l'État en faveur d'un engagement accru des entreprises privées dans la prestation de programmes sociaux. En effet, ces dernières cherchent à se prémunir d'une montée des demandes des travailleurs, galvanisés par une montée du syndicalisme.

ÉTALON-OR

Le système d'étalon-or illustre bien ces « bonnes vieilles méthodes ». La force de ce régime repose sur l'ajustement automatique de la valeur de la monnaie grâce à la flexibilité de la quantité de monnaie en circulation, cette quantité étant adossée à la balance de paiement, ainsi que des salaires et des prix. Un pays qui importe trop verrait ses réserves d'or diminuer et serait forcé de réduire les salaires et les prix pour devenir plus compétitif, ayant pour conséquence de voir ses exportations augmenter et ainsi de voir son déficit commercial reculer (Frieden 2006, 18). Le problème de ce système, exemplifié par les protestations des Populistes et de certains syndicalistes, est que les gains obtenus par l'adhésion au système économique sont répartis inégalement. La spécialisation de l'économie, la pression sur les salaires et les prix ainsi que les limites données à l'action de l'État punissent les plus vulnérables. En effet, la flexibilité des salaires et des prix est la pièce centrale du processus

d'ajustement et de relance de l'étalon-or. Le fardeau d'ajustement en cas de chute des prix ou de crise économique repose donc sur le dos des agriculteurs et des travailleurs.

La croyance dans l'efficacité du système d'étalon-or, en place lorsque la crise de 1929 frappe, provient à la fois d'un contexte historique favorable à un consensus politique par rapport aux défis monétaires et économiques et le soutien d'éléments sociaux importants et puissants (Frieden 2006; Seidel 1972). Comme l'explique Jeffrey A. Frieden dans son livre sur l'évolution du système capitaliste au XXe siècle, l'adhésion à l'étalon-or faisait partie d'un engagement entre les classes financières et politiques de plusieurs pays d'Europe et d'Amérique envers une série d'éléments qui ont permis à l'économie mondiale de croître rapidement :

« The international economic system of the golden age ran like a London gentleman's club. Members supported one another when necessary to keep the club running smoothly and induced new applicants if they met the club's standards. The standards were high: a commitment to economic openness, to the protection of property across borders, to the gold standard, and to limited government intervention in the macroeconomy. Countries that met these standards enjoyed the benefits of club membership. And countries most of the time seemed eager to qualify for membership. » (Frieden 2006, 29).

Jusqu'à la Première Guerre mondiale, les partisans d'un État limité ou à tout de moins désintéressé de la gestion de l'économie dominaient les débats. Ceux-ci formaient le cœur des principaux partis politiques américains. Le système libéral pouvait donc compter sur des disciples qui tiraient leurs forces du maintien de l'étalon-or, de la libéralisation du commerce et de la prédominance des intérêts privés dans l'économie locale et nationale (Frieden 2006, 121; Nugent 2010, 123; Zinn 2002, 435-6;). Concrètement, ce système forcera le gouvernement et certains groupes de la population à la discipline budgétaire, c'est-à-dire

l'austérité. Or, ce système, malgré l'appui de franges puissantes de la société américaine, craquera sous le poids de ses propres politiques d'ajustements.

ORIGINE DE LA GRANDE DÉPRESSION

L'économie des années 20 est installée sur des bases fragiles. La concentration de la richesse inquiète beaucoup d'économistes (ils craignent la création d'une aristocratie industrielle et financière) et le système monétaire de l'étalon-or s'adapte mal au contexte politique et économique dynamique du pays. Entre les années 1800 et 1930, l'accroissement des inégalités de richesse suit une trajectoire quasi constante (Piketty 2013, 264). La spéculation boursière semble aussi jouer un rôle important tant pour convaincre les Américains que les temps prospères sont de retour que pour ébranler plus encore l'économie du pays. Le retour sur l'investissement semblait trop beau pour être vrai et encourage les investisseurs américains à délaisser le reste du monde au profit de la bourse américaine :

« A doubling of stock prices in little over a year far surpassed any return available abroad, and the supply of American money to the world dried up. In the first half of 1928, new American lending to foreigners averaged 140 million a month. This decline by half to 70 million between mid-1928 and mid-1929 as money flooded into the stock market. [...] A net outflow of 900 million in 1927-1928 turned into a net outflow of just 86 million a year between 1929 and 1931. » (Frieden 2006, 174).

Le retour des Républicains au pouvoir après la Première Guerre mondiale fragilise le système économique puisqu'ils baissent taxes et impôts, limitent l'immigration et ne peuvent contrer la mobilisation de groupes réformistes dont les demandes rendent l'ajustement automatique inopérable sous le régime d'étalon-or, basé sur la flexibilité des salaires et des prix (Galbraith 2011; Piketty 2013).

La période des « roaring twenties » emprunte beaucoup de particularités aux dernières décennies du 19^e siècle. On tente de créer une culture pour l'élite en réaction à la mobilisation de la classe laborieuse. Elle est basée sur la croyance que les gens éduqués sont à même de diriger la société et l'économie au travers de l'entreprise privée. Le rôle du gouvernement est confiné à protéger la propriété privée, assurer la libre concurrence et encourager l'éducation des masses (Tomsich 1971; Galbraith 2011). L'entreprise privée génère la croissance économique en tenant en échec les travailleurs. C'est ainsi que l'on voit apparaître des entreprises désireuses d'offrir de meilleures conditions d'emploi et d'assistance. Le problème survient lorsque ces entreprises, bousculées par la dépression économique, ne sont plus capables de calmer la main-d'œuvre. Des demandes d'assistance naissent de la part de compagnies hautement dépendantes de la main-d'œuvre tout comme pour que le gouvernement intervienne et stabilise l'économie (Perelman 2006, 90). Par exemple, Gerald Swope, président de General Electric, demanda à Herbert Hoover d'injecter plus de 2 milliards de dollars dans les infrastructures du pays afin de relancer la demande et l'économie, une somme énorme compte tenu du budget total du gouvernement fédéral à cette époque, inférieur à 4 milliards de dollars.

Toutes les demandes de réformes mettent en lumière l'incapacité du parti républicain au pouvoir de répondre adéquatement aux appels de l'électorat. Le remous à gauche comme à droite sur l'échiquier politique est causé par un contexte économique incertain. Or, le parti républicain n'ajuste pas sa vision du rôle de l'État à ce nouvel environnement. La pression sociale culmine lors de l'élection de 1932 et génère un réalignement critique dans

l'agencement des coalitions politiques américaines. Pour la première fois de l'histoire des États-Unis, les Démocrates et Franklin D. Roosevelt arrivent à unir agriculteurs et travailleurs pour faire avancer une plateforme réformatrice (Miller et Schofield 2008; Nardulli 1995; Zaretsky 2012).

La crise politique provoquée par la Grande Dépression tire son origine de l'incapacité du gouvernement républicain en place de faire face à la montée des demandes de la part de groupes d'intérêts hautement organisés. Les partisans républicains, plutôt intéressés par le statu quo sont incapables d'alimenter un plan d'action susceptible de permettre de répondre adéquatement au contexte de crise qui émerge et qui perdure. Les Démocrates, principal parti d'opposition, malgré la promesse de poursuivre sur la voie de l'austérité, parviennent à aménager une place pour des groupes d'intérêts comme les syndicats, les Progressistes et les Populistes. Au fur et à mesure que l'incapacité du gouvernement Hoover à s'attaquer à la crise devient flagrante, la popularité du parti d'opposition et de son programme augmente. L'austérité, imbriquée dans le régime d'étalon-or et défendue par des groupes politiques supportant davantage le parti républicain, est écartée au profit de politiques étatiques interventionnistes, inspirées par les idées de groupes réformistes œuvrant au sein du parti démocrate.

Le récit de la Grande Récession, de son côté, ne permet pas de voir apparaître un écart marqué entre les positions du parti au pouvoir lors de la crise économique de 2007-2008 et l'option de rechange, personnifiée par les Démocrates. Les solutions à la crise semblent compatibles avec les programmes politiques déjà en place.

GRANDE RÉCESSION¹

La plus récente crise économique a eu un impact non négligeable sur les économies des pays de l'OCDE. L'augmentation de la dette de l'administration centrale, entre 2007 et 2009, a été de l'ordre de 5 à 10 % du PIB pour des pays comme l'Allemagne, le Canada et l'Italie, mais beaucoup plus abrupte pour les États-Unis (+ 17,9 %). En 2009, la crise était à son paroxysme, la chute du produit intérieur brut a été en moyenne de 3,8 % pour les pays membres de l'OCDE. De leurs côtés, les États-Unis (- 3,5 %) ont réussi à limiter la baisse du PIB. Le taux de chômage dans la majorité des grandes économies de l'OCDE est demeuré sous la barre des 10 %, augmentant d'environ 2 % annuellement entre 2007 et 2009 pour la majorité des économies d'Europe et d'Amérique du Nord avec l'exception notable de l'Espagne, qui a vu son taux de chômage atteindre 21,8 % en 2011. Aux États-Unis, les déficits ont atteint 11,9 % du PIB national et les dépenses sociales ont augmenté de 2,2 % par rapport à l'année 2007-2008, ce qui laisse entendre que les revenus ont grandement diminué en réponse à la baisse de l'activité économique. La mise en place, dans les décennies suivant la Grande Dépression, d'un attirail de programmes sociaux, dont l'assurance-chômage, crée en bonne partie ces déficits. Dans plusieurs cas, l'aide accordée par l'État au secteur bancaire et financier s'ajoute aussi au calcul du déficit public pour expliquer l'augmentation de ce dernier (Kindleberger et Aliber 2011). Il n'en demeure pas moins que la chute des revenus fiscaux explique en grande partie l'augmentation de la dette publique, historiquement d'une moyenne de plus de 85 % sur trois ans pour des pays, comme les États-Unis, qui connaissent un épisode de crise économique et bancaire (Reinhart et Rogoff 2010, 248-52).

¹ L'ensemble des données présentées dans ce paragraphe sont tirées du site officiel de l'Organisation de coopération développement économiques (OCDE).

ORIGINE DE LA CRISE DE 2007-2008

La Grande Récession tire son origine de la débâcle du marché immobilier américain. La soudaineté, l'ampleur et la portée de la crise économique sont bien perceptibles à travers les propos de Menzie D. Chinn et Jeffrey A. Frieden : «One week there was a mild concern about a sluggish housing market in the American Sunbelt, the next week the whole world was staring over a precipice into the end of global capitalism» (Chinn et Frieden 2011, xiii-xiv). Toujours selon Chinn et Frieden, ce dernier épisode n'est que la plus récente manifestation d'une crise économique classique engendrée par le mouvement des capitaux. Il existe bien évidemment des particularités à ce dernier choc, mais la Grande Récession s'inscrirait dans une longue série de crises de la dette, comme les États-Unis ont vécu durant les années 1890, l'Allemagne dans les années 1930 et plus récemment les crises dans les pays en voie de développement dans les années 1980 et 1990 (Chinn et Frieden 2011, xiv). Michael D. Bordo et John S. Landon-Lane se sont penchés attentivement sur la Grande Récession afin de déterminer si elle s'inscrivait dans ce genre de dynamique. L'un de leurs constats initiaux fait ressortir l'aspect cyclique, apparemment lié à la nature même du système économique :

« The world has seen a number of global financial crises since the beginning of the nineteenth century and even before. Before World War I they occurred in an environment of globalization—the integration of goods, labor and capital markets in which free capital mobility often was at the heart of asset booms and busts that led to crises. They also occurred under the classical gold standard which linked countries together by fixed exchange rates. In the interwar period major financial crises occurred after the world returned to the gold exchange standard. After World War II under the Bretton Woods system with pegged exchange rates, capital controls and extensive financial regulation, financial crises were rare although there were frequent currency crises. Since the early 1970s along with the switch to a floating exchange rate regime (for the advanced countries), the removal of capital controls, and the liberalization of domestic financial markets, international financial crises have reappeared. » (Bordo et Landon-Lane 2010, 6).

La crise immobilière américaine, qui a pourtant déclenché la débâcle, n'est qu'un symptôme d'une économie qui, pendant des années, a vécu à crédit. En choisissant de financer les dépenses étatiques au moyen de la dette, certains pays développés atteignent des niveaux jamais vus depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale (Piketty 2013, 883-4). À partir des années 60, le souvenir de la crise économique des années 30 semble avoir laissé la place à un regain de confiance envers la mondialisation et le libre-échange et leurs bénéfices potentiels, notamment en ce qui a trait aux investissements et emprunts étrangers (Chinn et Frieden 2011, 2-4). Les États-Unis ont su profiter de cette situation en empruntant près de cent milliards par année sur les marchés internationaux sous la présidence de Reagan et Bush père. Plus précisément, l'adoption de l'*Economic Recovery Tax Act* de 1981 déclenche ces emprunts massifs afin de couvrir la perte de plus de mille milliards de dollars en recettes fiscales. Les surplus budgétaires affichés par l'administration Clinton dans les années 90 ne semblent qu'un incident de parcours dans la trajectoire montante de la dette fédérale et des déficits. L'arrivée au pouvoir de George W. Bush marque le retour à d'importants déficits, alimentés par de nouvelles rondes de réductions fiscales, mais aussi de la guerre contre le terrorisme (Chinn et Frieden 2011, 7-11). La présence de conservateurs fiscaux au pouvoir engendre un contexte favorable à la lutte aux déficits et à la dette. Le débat autour du rôle et des méthodes de financement de l'État devient incontournable. Cependant, le manque d'actions concrètes, spécialement chez les Républicains, permet de financer la baisse du fardeau fiscal au moyen d'emprunts massifs. Il semble plus facile de réorienter la discussion autour de nouveaux enjeux que de s'attaquer véritablement à l'endettement et l'expansion du gouvernement. Cette difficulté repose en grande partie sur le fait que l'accès au crédit

soutient disproportionnellement la consommation et le bien-être des contribuables américains. L'endettement massif et l'avènement d'une bulle immobilière sont des symptômes de cette dynamique.

La bulle immobilière fut encouragée par l'entrée massive de capitaux étrangers pas seulement aux États-Unis, mais également en Irlande, en Espagne et au Royaume-Uni. Poussée vers le haut par l'accroissement rapide du crédit disponible, l'accessibilité des maisons encouragea les ménages de ces pays à devenir propriétaire. Le crédit à la consommation fut également tiré vers le haut, au détriment de l'épargne (Kindleberger et Aliber 2011, 274 et 279). La structure financière devint étroitement liée au sort des ménages et leur capacité à rembourser leurs paiements hypothécaires et de carte de crédit. Entre 1970 et 2010, la prévalence des crises n'a jamais été si élevée et elle correspond à la période où les mouvements de capitaux à l'échelle mondiale étaient très importants. En fait, la solidité financière de bien des ménages américains, espagnols, irlandais ou anglais dépendait de la disponibilité du crédit. Avec d'énormes sommes disponibles, la pression à la baisse exercée sur les taux d'intérêt permettait de payer les intérêts sur la dette au moyen de nouveaux emprunts :

« The bubbles in real estate and stock markets and the failure of banks was systematically related to the overshooting and the undershooting of currencies, and resulted from changes in the amounts and direction of cross-border money flows. [...] The almost universal surges in interest rates as the currencies depreciated triggered sharp declines in the values of real estate and stocks during the crash phase of the financial cycle. [...] As the flow of cash from new loans diminished, the borrowers would need a new source of money for their interest payments. » (Kindleberger et Aliber 2011, 281).

L'incapacité de refinancer les dettes des ménages déclenche non seulement une crise, mais fragilise aussi la confiance des investisseurs et prêteurs vis-à-vis de la stabilité et la solvabilité du système financier en place. Le cycle du crédit, affecté par le manque de

confiance, accentue la sévérité de la crise financière en ralentissant le rythme des prêts accordés, notamment sur le marché immobilier.

PÉRIODE DE CALME AVANT LA CRISE DE 2007-2008

Tout comme lors de la Grande Dépression, une période de confiance et de croissance économique précède la dépression de 2008, très caractéristique de l'histoire du capitalisme : « Every sustained period of growth in the history of capitalism has led to the proclamation of such a New Era. None of these proclamations has been fulfilled » (Quiggin 2012, 5).

La période de « grande modération », associée aux deux décennies précédant la crise de 2008, est issue du consensus politico-économique qui émerge à la suite des bouleversements économiques des années 70, notamment alimentés par les chocs pétroliers du tournant de la décennie. Les crises successives de ces années déclenchent une réponse du gouvernement américain, qui suit l'orthodoxie en place et tente de stimuler l'économie en augmentant ces dépenses (Frieden 2006, 368). Cependant, la crise de l'inflation fait exploser les coûts de la dette et le fardeau fiscal des contribuables. Il encourage une remise en cause des préceptes hérités de l'après-guerre. L'augmentation des taux d'intérêt pour s'attaquer à l'inflation, la réduction des taxes et des régulations ainsi que l'augmentation des dépenses militaires se font de pair avec la transformation du mandat de la Réserve fédérale américaine et du gouvernement fédéral, maintenant dédié au contrôle de l'inflation et la stabilisation des prix. Conséquemment, la politique fiscale, maintenant principal outil d'ajustement économique dont dispose le gouvernement fédéral, devient un enjeu politique de premier ordre dans un contexte où l'on cherche à diminuer la portée de l'État (Frieden 2006, 380). C'est cette

transition réussie et la flexibilité de la coalition conservatrice, qui survit au passage successif d'une période de haute inflation à d'importants déficits puis, dans les années 90, à des surplus, qui font dire à plusieurs que les cycles économiques sont une chose de passé (Bordo et Landon-Lane 2013; Gourevitch 1986; Quiggin 2012). Toutefois, la venue d'une coalition conservatrice poussée par la popularisation d'une idéologie de même nature porte en elle, comme le souligne Minsky, les problèmes qui mèneront à sa perte.

Le problème est que cette période de stabilité cache des complications. Des responsabilités, auparavant du ressort de l'État, sont retournées aux citoyens. L'adhésion aux principes de l'économie de marché, notamment des politiques favorables aux plus riches, n'est pas non plus sans rappeler période de l'étalon-or et les « roaring twenties » (Quiggin 2012). La convergence théorique entre keynésiens et défenseurs du libre-marché se traduit par une incapacité à repérer les problèmes inhérents à ce système et cet agencement de coalitions politiques (voir Broz 2013). La grande dépendance du secteur bancaire et financier américain pour certains produits financiers encourage la prise de risque et l'endettement, encouragés par la dérégulation de secteurs économiques jugés névralgiques pour l'économie américaine. La montée en importance de ce secteur dans l'ensemble de l'économie américaine générera, contrairement à la Grande Dépression, une crise fabriquée par l'industrie bancaire et financière (Quiggin 2012, 60-3).

Dans les deux cas, la croissance soutenue durant la décennie avant la crise a encouragé les investisseurs, les banques et le système financier en général à prendre plus de risque (Kregel 2013, 167; Quiggin 2012; Reinhart et Rogoff 2010). Les années 20, 60 et 90 à 2007

sont de bons exemples de ce genre de période caractérisé par une tolérance inhabituelle au risque. L'une des conséquences de ce sentiment d'euphorie, qui gagne également l'élite intellectuelle, est l'absence de la mise en place de solutions de rechange en cas de catastrophe. La plus récente récession a forcé plusieurs intellectuels et politiciens à réapprendre les leçons de base de la théorie de Keynes puisque la consolidation théorique des années 80 et 90 a préféré concentrer ses recherches sur des arguments explicatifs concernant la période de stabilité (Quiggin 2012, 20-1 et 81-3; Kindleberger et Aliber 2011). La consolidation théorique s'est faite en parallèle avec une consolidation idéologique affectant les intérêts des coalitions politiques derrière les deux grands partis politiques américains. Le contexte politique et l'alignement des partis, hérités des années 80-90, accentuent la portée et la ténacité d'idées comme l'austérité. Le consensus politique autour de la nature des discussions politiques et des solutions aux problèmes engendrés par le système économique ne permettent pas d'envisager, à court terme, un réalignement majeur des appuis aux deux grands partis américains.

RETOUR À LA NORMALE

Des indicateurs analysés par Barry Eichengreen et Kevin H. O'Rourke démontrent que les premiers mois de la Grande Récession a été plus difficile pour les États-Unis que lors de la Grande Dépression. Le déclin de la production mondiale a été plus prononcé lors des neuf premiers mois de récession en 2008 que lors de la crise de 1929 (Eichengreen et O'Rourke 2009a, 2). Les marchés boursiers et le volume des échanges internationaux ont également suivi cette même dynamique. Pour les deux chercheurs, la différence entre les

deux crises relève principalement de la réponse des gouvernements nationaux. Les banques centrales semblent avoir agi plus rapidement, notamment en abaissant leurs taux directeurs et en augmentant l'offre de monnaie. Dans les deux cas, il semble exister une volonté de s'assurer que les banques puissent prêter de l'argent et que les consommateurs soient encouragés à dépenser (Eichengreen et O'Rourke 2009a, 4-6). Dans une version révisée de leur colonne *A Tale of Two Depressions* parue en octobre 2009, Eichengreen et O'Rourke confirment la sévérité de la crise économique de 2007-8 en notant que depuis avril 2009, les indicateurs utilisés ont continué de chuter (Eichengreen et O'Rourke 2009b).

La reprise économique a été laborieuse, mais plus rapide que lors de la Grande Dépression. Il a fallu près de sept trimestres, soit plus de 20 mois afin de retrouver un produit intérieur brut (PIB) équivalant à celui tout juste avant la crise de 2008. Depuis 2011, le PIB américain a augmenté de plus de 2900 milliards. Cependant, deux secteurs importants peinent à retourner à leurs niveaux d'avant-crise, c'est-à-dire les secteurs de la construction et de la production manufacturière. Les revenus du gouvernement fédéral sont retournés à leur niveau de 2008 après près de 48 mois et les déficits publics ont dépassé la barre des mille milliards entre 2009 et 2012. En fait, le déficit fédéral a augmenté de manière presque constante en fonction du PIB depuis 2002, renforçant la thèse de la crise systémique de la dette. Les dépenses, qui ont maintenant plafonné aux alentours de 3500 milliards de dollars, ont bondi de plus de 800 milliards de dollars entre 2007 et 2009 afin de couvrir l'augmentation des dépenses des stabilisateurs automatiques, par exemple l'assurance-

chômage, du stimulus fiscal et de l'aide directe au secteur financier et bancaire (CBO 2015; US Department of Commerce 2015).

CONTEXTE POLITIQUE ET DIFFÉRENCE MAJEURE

Alors que dans le cas des deux crises étudiées l'emploi du stimulus fiscal a été négligé aux États-Unis, l'austérité demeure largement répandue comme remède à la morosité économique (Blyth 2013; Eichengreen et O'Rourke 2009a et 2009 b; Kose et al 2013). Or, les politiques publiques mises de l'avant ont beau se ressembler lors des deux grandes crises économiques, l'ordre dans lesquelles elles ont été appliquées révèle, d'abord et avant tout, un attachement à l'orthodoxie plus fort lors de la Grande Récession. Lors de la Grande Dépression, le président Hoover demeura convaincu que le gouvernement n'avait qu'un rôle limité à jouer et les solutions mises de l'avant pour combattre la crise économique confirment une intervention plutôt timide. Même l'arrivée de Franklin D. Roosevelt et son New Deal ne permet pas de déceler, au départ, un changement radical dans l'approche gouvernementale vis-à-vis de la crise (Crafts et Fearon 2013). Roosevelt cherche à se définir en lien avec la tradition libérale et se fait élire, en 1932, sur la promesse d'équilibrer le budget fédéral. La dépression de 1937-38 et le retour prématuré à l'équilibre budgétaire ne sont pas étrangers à cette promesse.

L'adoption des politiques résolument keynésiennes, tributaires du réalignement politique en faveur des Démocrates, ne survient qu'après la dépression de 1937-38, causée par les politiques d'austérité du président, et véritablement qu'une fois la Deuxième Guerre mondiale amorcée. Elles émergent de l'expérimentation plutôt que d'une volonté claire de

revoir le rôle de l'État. Les programmes sociaux, les régulations et les dépenses publiques sont perçus comme des outils à la disposition du gouvernement. L'absence d'inertie institutionnelle et bureaucratique au profit d'une intervention accrue du gouvernement, puisque sa taille de l'époque ne s'y prête pas, révèle l'importance des changements apportés par les Démocrates. La pression politique cherche davantage des actions concrètes qu'une refonte du mode d'action étatique. Sauf qu'une fois l'entrave idéologique écartée, facilitée par la volonté d'expérimentation du président et l'absence d'opposition politique forte, il n'existe pas de frein majeur à une refonte du mode d'action et du rôle de l'État aux États-Unis.

Dans le cas de la plus récente dépression, la situation semble s'inverser. L'adoption rapide de mesures contra-cycliques, notamment le programme de sauvetage du secteur bancaire et financier (*Trouble Asset Relief Program* ou TARP) et le stimulus fiscal de plus de 700 milliards de dollars (*American Recovery and Reinvestment Act of 2009* ou ARRA), témoigne de la présence d'un réflexe keynésien. Toutefois, le retour à des politiques d'austérité, au travers d'une attention et des efforts accrus à la lutte au déficit public et à la dette, démontre, malgré une reprise difficile, un changement d'approche. La persévérance de l'orthodoxie en place représente une fracture avec la manière de faire lors de la Grande Dépression, tout comme la cohabitation entre ce réflexe keynésien et l'idéologie néolibérale. La présence d'éléments keynésiens dans le plan de relance américain témoigne de la force d'inertie plutôt que d'un changement d'orthodoxie. La mise en place de l'État-providence explique le recours rapide aux outils fiscaux et monétaires pour relancer l'économie cette

fois-ci. Toutefois, l'entrave idéologique à une révision des méthodes d'actions et du rôle de l'État demeurent lors de la Grande Récession, démontrant comment le contexte a changé depuis la Grande Dépression (voir Turner 2011, 161-2).

L'approche mixte du gouvernement Obama révèle les tensions entre intérêts renouvelés d'un parti centriste d'héritage réformiste aux prises avec un contexte toujours favorable aux idées néolibérales. Il existe de nombreuses entraves au travail politique du président démocrate et de son parti, en premier lieu le lien historique entre État et marché, qui délimite le changement politique acceptable pour les grands industriels. Ces derniers sont demeurés, lors de la plus récente crise économique, organisés et capables d'exploiter les avantages institutionnels et politiques hérités de l'allure de la démocratie américaine, avec en tête de liste un intense lobbying, des contributions électorales importantes et la diffusion de leurs points de vue au travers des organisations partisans bien placées dans le paysage de la politique fédérale (Jacobs et King 2010, 796). La combinaison d'entraves idéologique et politique explique la ténacité d'un discours d'austérité. La transformation profonde suggérée par plusieurs groupes réformistes dans des secteurs comme la santé, les programmes sociaux et la réglementation de l'industrie financière se heurte à un équilibre qui contente les deux partis politiques américains. Or, contrairement à la Grande Dépression, l'absence de mobilisation à l'extérieur du parti semble avoir généré moins d'initiatives pour une transformation radicale du mode d'action étatique, et ce, sans compter la capacité des présidents Clinton et Obama à ménager les susceptibilités des groupes réformistes au sein de leur coalition politique. Ces facteurs expliquent à la fois la perpétuation d'une approche

néolibérale et l'absence de crise politique. Le consensus politique qui se dégage autour de l'importance de l'austérité économique pour les deux grands partis politiques ne permet pas de déceler un impact majeur de la crise sur l'identité idéologique des Démocrates et des Républicains, ni dans l'alignement des coalitions politiques, portant des caractéristiques essentielles à la crise politique. Le discours demeure inchangé, tout comme le programme politique des deux partis.

EXPLICATION RHÉTORIQUE

La rhétorique politique d'aujourd'hui autour du concept d'austérité révèle deux choses. Dans un premier temps, malgré l'arrivée au pouvoir d'une coalition conservatrice dans les années 80, la trajectoire historique du rôle de l'État ne s'en est trouvée que légèrement affectée. Mark H. Leff souligne que l'écart entre les promesses et la réalité se trouve à être comblé par la mise en œuvre d'une « politique symbolique », c'est-à-dire la création d'un narratif autour d'un enjeu comme les déficits publics, l'inflation, les taxes ou la protection étatique et qui permet de satisfaire les acteurs au pouvoir et la coalition politique derrière sans agir véritablement pour changer les choses, ou diminuer les investissements étatiques dans ce cas-ci (Leff 1984). Dans un deuxième temps, cette rhétorique politique s'inspire fortement des idées libérales classiques et n'a que peu changé depuis le réalignment politique majeur des années 70 et 80. Son analyse révèle l'ampleur du choc et de la transition néolibérale des années Reagan. L'absence de réorientation majeure du mode d'action étatique, et par le fait même, des conséquences tangibles de ce changement facilite l'adoption et la popularisation d'un discours conservateur. Basé sur une rhétorique

développée pour pallier l'écart entre les promesses et les limites du changement politique de l'appareil public américain, le programme politique dérivé de ce discours aura néanmoins un impact majeur sur l'idéologie et le plan d'action des Démocrates et des Républicains.

DISCOURS SUR L'AUSTÉRITÉ ET LES ANNÉES 80 ET 90

Lorsque le président américain Ronald Reagan tenta de dégager une marge de manœuvre pour augmenter les dépenses militaires américaines, il popularisa un discours ciblant les excès du système de protection sociale hérité de l'après-guerre. La baisse de près de 140 milliards de dollars en aide sociale et des baisses d'impôts de 190 milliards ne firent qu'alimenter l'impression de plusieurs contribuables de la classe moyenne, un groupe que courtoisaient activement les deux grands partis politiques américains, que leurs taxes soutiennent des gens qui refusent de travailler (Zinn 2002, 648-51). Le gouvernement était devenu tellement imposant que sa gestion nuisait aux opportunités économiques. Plus récemment encore est le discours alarmiste de politiciens et d'économistes comme Alan Simpson, ancien sénateur républicain du Wyoming et co-directeur de la Commission nationale sur la responsabilité et la réforme fiscale, ainsi qu'Alan Greenspan, ex-président de la Réserve fédérale américaine. Ils enjoignirent le gouvernement à réduire ses dépenses et de s'attaquer à la dette nationale afin d'éviter une catastrophe économique. En militant pour l'austérité, en soulignant qu'il faut laisser plus de place à l'entreprise privée, en défendant l'idée que les dépenses publiques augmentent le coût de faire des affaires, en parlant de « crowding-out » et en désirant réduire les taxes et les régulations, ces entrepreneurs politiques reprennent l'essentiel du discours et de l'agenda politique et économique des

libéraux classiques et des néolibéraux (Krugman 2014; Quiggin 2012). Le concept d'austérité expansionniste, c'est-à-dire que le contrôle étroit des dépenses publiques permet une expansion économique, exemplifie bien cette croyance que les déboires sont générés par un État qui vit au-dessus de ses moyens. Il faut générer de l'espace à l'entreprise privée pour qu'elle crée des emplois, et supporter la confiance des investisseurs. Ces derniers perçoivent l'engagement de l'État envers un budget équilibré, comme un élément important pour la stabilité et la compétitivité économique du pays (Quiggin 2012, 209; Blyth 2013).

EXEMPLE ACTUEL DU DISCOURS SUR L'AUSTÉRITÉ

Paul Ryan, candidat à la vice-présidence américaine en 2012 pour le parti républicain, a publié la même année ses idées pour redresser les finances publiques des États-Unis. Dans son document se retrouve une série de propositions qui articulent les positions de la frange conservatrice du parti républicain. On y retrouve, sous une version plus moderne, les mêmes idées que sous l'administration Reagan. De manière générale, son plan vise à réduire les dépenses de 5000 milliards de dollars afin de permettre un retour à un déficit contrôlé, qui attendrait 3 % du PIB, et ce, d'ici 2015. Il voudrait aussi s'attaquer à la grandeur du gouvernement en faisant tomber son poids en deçà de 20 % du PIB national, ce qui va à l'encontre de la trajectoire historique de l'expansion gouvernementale, mais permettrait au secteur privé de « respirer » (Ryan 2012, 5). Ryan est prêt à s'attaquer à la dette, au déficit, aux programmes sociaux et aux capacités régulatrices de l'État afin d'éviter une nouvelle crise économique.

Pour Ryan, l'augmentation de la dette ne fait qu'augmenter la possibilité de voir réapparaître une récession, et le fait même de ne pas s'attaquer au problème, crée une incertitude économique néfaste. La mise en place d'un plan crédible pourrait à elle seule avoir pour effet de rassurer les marchés (Ryan 2012, 11-2). Ses solutions passent par l'augmentation des dépenses militaires, des baisses de taxes, la diminution de la fonction publique et la fin de certains programmes encadrant le secteur financier notamment. Ryan suggère de mettre en place un régime fiscal « ne décourageant pas l'effort et l'entrepreneuriat, mais plutôt qui stimule la croissance économique » (Ryan 2012, 15). Les programmes gouvernementaux ajoutent un fardeau inutile aux entreprises et augmentent leurs coûts de production, comme le programme de surveillance de Wall Street instauré sous la loi Dodd-Frank. Il est nécessaire d'en faire une révision approfondie (Ryan 2012, 27). Il faut aussi s'attaquer, selon Ryan, à ceux qui profitent du système. La croissance effrénée du programme SNAP (Supplemental Nutritional Assistance Program), plus connu sous le nom de « food stamps » ne peut être expliquée par la plus récente crise économique. Il doit donc y avoir de l'abus, encouragé par une culture de dépendance vis-à-vis du gouvernement fédéral. L'écart entre la réalité budgétaire américaine et le discours de plusieurs Républicains et autres défenseurs de l'austérité s'explique par l'utilisation de la rhétorique symbolique. Biersteker, dans son analyse sur les chocs à grandes échelles, postule qu'une crise de grande ampleur aura des répercussions sur un ensemble d'éléments, dont le discours et le lexique des politiciens. La capacité à évaluer les similitudes dans le discours des années 80 et des dernières années renforce l'argument voulant que la crise de 07-08 ne constitue pas un épisode de réaligement majeur des coalitions politiques.

L'absence de redéfinition de l'austérité et de ses objectifs démontre que le concept a su s'adapter aux intérêts d'une partie importante de la coalition démocrate, à l'inverse de la Grande Dépression, où l'incapacité de l'idéologie libérale classique et de son véhicule politique à rester pertinent a poussé à la marginalité la frange plus conservatrice du mouvement (Peschek 2011). Les Républicains n'ont pas changé de discours et d'approches idéologiques à la suite de la Grande Récession, tout comme les Démocrates. Obama, au travers de son parcours politique unique et de ses conseillers, demeure fortement préoccupé par l'équilibre entre programmes et mandat étatique, efficacité et crédibilité sur les marchés nationaux et internationaux. Bien conscient de sa position précaire, entre Républicains et secteur privé d'un côté et groupes réformistes de l'autre, Obama perçoit la redéfinition de l'austérité amorcée sous Clinton comme la voie modérée. Utiliser la puissance de l'État dans les limites de ses capacités fiscales afin de corriger les problèmes du marché et de protéger les acquis sociaux s'accorde bien avec les objectifs du président (Peschek 2011, 437-8).

LA PRINCIPALE DIFFÉRENCE ENTRE LES DEUX CRISES ÉCONOMIQUES

Le concept d'élection critique popularisé par V.O. Key permet de fournir une explication à un enjeu primordial : l'expansion gouvernementale a-t-elle rendu l'avènement d'un changement crucial improbable, voire impossible? La thèse de Key, dans son article de 1955, est que certaines élections engendrent un changement durable et marqué entre les deux grands partis politiques américains. Ce changement serait symptomatique d'une transformation dans les intérêts de l'électorat et donc des groupes d'intérêts formant les grandes coalitions politiques :

« Even the most fleeting inspection of American elections suggests the existence of a category of elections in which voters are, at least, from impressionistic evidence, unusually deeply concerned, in which the extent of electoral involvement is relatively quite high, and in which the decisive results of the voting reveal a sharp alteration of the pre-existing cleavage within the electorate. Moreover, and perhaps this is the truly differentiating characteristic of this sort of election, the realignment made manifest in the voting in such elections, seems to persist for several succeeding elections. » (Key 1955, 3-4).

Les élections présidentielles de 1928 et 1932 semblent assoir les gains que les Démocrates ont faits dans plusieurs villes industrielles de la Nouvelle-Angleterre, et ce, au détriment des Républicains. Ces gains et la trajectoire du changement d'allégeance politique permettent d'entrevoir l'allure de la coalition politique soutenant les Démocrates durant les années 30 à 60 (Key 1955, 12-3; Zaretsky 2012).

Peter F. Nardulli reprend l'argument de Key et pousse l'analyse sur une période de 156 ans. Il conclut qu'en général, une région donnée, aux États-Unis, a subi entre trois et quatre élections critiques. De plus, entre 1828 et 1984, le réalignement n'affecte que plus de la moitié du pays qu'à une seule reprise, c'est-à-dire en 1932, lorsque Franklin Delano Roosevelt est élu avec plus de 57 % du vote populaire et 472 des 531 Grands Électeurs (Nardulli 1995, 12-3). L'auteur en arrive à la conclusion que l'institutionnalisation de l'interventionnisme étatique à travers l'augmentation des services offerts et le développement d'une importante bureaucratie a rendu les politiciens et les fonctionnaires imperméables aux pressions politiques extérieures. À partir des années 80, l'incidence des réalignements politiques majeurs devient hautement improbable. Les acteurs de changement paraissent limités à la branche exécutive (donc le président) et les partis politiques (Nardulli 1995, 18). Déjà lors de la présidence de Roosevelt les propositions de l'administration avaient engendré des réactions importantes, il est improbable que la situation institutionnelle qui prévaut aujourd'hui permette d'effectuer une transformation

plus rapidement et de même envergure qu'il y a 80 ans. Ces découvertes sont centrales à l'argument de cette recherche. Le passage de l'intervention directe dans l'économie au profit d'une lutte aux déficits publics révèle un attachement de l'élite politique à l'orthodoxie en place. L'interventionnisme étatique s'est institutionnalisé dans l'appareil bureaucratique et politique américain, mis en place lors de la révolution keynésienne des décennies suivant la Grande Dépression. Cet agencement explique la réponse rapide des gouvernements au début de la crise. Le discours sur l'austérité se maintient puisque l'establishment politique américain demeure dans une configuration héritée des années 70 et 80. La cohabitation entre l'idéologie néolibérale et l'inertie keynésienne, ce réflexe institutionnel hérité de la mise en place de l'État-providence, forme un contexte unique à la dernière crise et module les politiques publiques, comme l'austérité, pour qu'elles répondent à de nouveaux objectifs politiques.

CHAPITRE 4 : COALITIONS POLITIQUES

Ce chapitre suivra, dans un premier temps, l'arrivée de la coalition du New Deal sous la gouverne de Franklin D. Roosevelt. Au travers de la contribution de personnages comme William Jennings Bryan et Eugene V. Debs, à l'orientation de la plateforme politique démocrate à l'aube de l'élection cruciale de 1932, il sera possible de repérer et comprendre comment des groupes partisans ont obtenu de l'influence sur la direction idéologique du parti démocrate. Par la suite, un processus similaire sera entrepris afin de comprendre la transformation du parti républicain et le retour des éléments conservateurs du parti vers la fin des années 70. La traçabilité du discours et des positions conservatrices d'une frange importante du parti républicain permettent d'appréhender la ténacité d'une idée comme l'austérité. L'étude des intérêts des groupes partisans soutenant le parti démocrate permettra aussi d'appréhender la réponse à la crise de 2007-2008 et surtout la continuité avec l'approche héritée des années 1980 et 1990. Le repositionnement du programme politique démocrate, sous la présidence de Bill Clinton, vers une vision mieux adaptée à un contexte favorisant les conservateurs fiscaux aura des conséquences sur les politiques de relance du président Obama.

Ces deux histoires deviennent essentielles pour comprendre l'allure actuelle des coalitions politiques les Démocrates et les Républicains. Le parti républicain de George W. Bush s'inscrit en continuité avec l'héritage de la révolution néolibérale et la cristallisation des groupes religieux et traditionalistes autour de la coalition conservatrice qui a poussé Reagan au pouvoir. De leurs côtés, les Démocrates poursuivent également sur une voie tracée il y a

plus de vingt ans. Survenue à cause de la capacité de Reagan à repositionner son parti sur la droite, les Démocrates, sous l'égide de Bill Clinton et des « New Democrats » ont su recentrer, spécialement sur les questions fiscales, le parti afin de capturer de nouveaux électeurs, laissés en plan par les Républicains. Les coalitions politiques en place, lorsque la crise de 2007-2008 frappe, demeurent malgré le choc important au système économique. Cet alignement de groupes d'intérêts explique le recours à l'austérité et l'adéquation de l'allure des partis politiques en place par rapport au contexte post-Grande Récession, où cohabitent inertie keynésienne et idéologie néolibérale. L'absence de réaligement et donc de crise politique constitue une différence marquée entre les deux épisodes de débâcles économiques.

PARTI DÉMOCRATE

La montée et la construction d'une coalition politique de gauche aux États-Unis durant la crise économique des années 30 prennent racine dans la tradition progressiste américaine. Sous la gouverne du parti démocrate, le président Franklin D. Roosevelt a su créer un regroupement d'organisations et de mouvements sociaux insatisfait des solutions proposées par le parti républicain, alors dirigé par Herbert Hoover (Zaretsky 2012). Se développant au 19^e siècle largement hors de la structure politique traditionnelle, la gauche américaine a su intervenir et précipiter certains des changements les plus profonds dans la société américaine. On pense notamment à la fin de l'esclavage, l'avènement de l'État-Providence moderne et les transformations culturelles des années 60. Profitant de ces moments de crise, le progressisme américain a remodelé la société (Zaretsky 2012, 12-13). Il

faudra attendre les conséquences successives de l'élection de William McKinley en 1896 puis de l'élection de Roosevelt en 1932 pour voir différents groupes associés au progressisme s'unir sous la bannière démocrate. Le résultat fut l'une des plus grandes transformations politiques de l'histoire des États-Unis, avec la venue de programmes comme le *Social Security*, encore en place aujourd'hui (voir Abramson et al. 2012; Coleman 2000).

Les mouvements de gauche aux États-Unis sont généralement perçus comme quatre groupes distincts. Bien que chacun de ces groupes joindra le parti démocrate au cours des trois décennies entre 1896 et 1932, ils se revendiquent d'héritage différent et amènent des idées et des propositions distinctes. Les Progressistes sont issus de la classe moyenne citadine et sont particulièrement préoccupés par la pauvreté et les grandes richesses personnelles, qui mènent au vice. Ils formeront une faction politique indépendante pendant plusieurs décennies, que les Républicains et les Démocrates chercheront à coopter. Personnifiés par Theodore Roosevelt, un Républicain et président américain de 1901 à 1909, ils cherchent à utiliser le gouvernement pour rétablir une discipline morale, établir une justice sociale et tirer les masses vers une meilleure vie grâce à l'éducation et le travail. Ce mouvement est notamment responsable des premières législations restreignant le travail des enfants ainsi que les amendements constitutionnels prohibant la vente et l'importation d'alcool et l'établissement d'un impôt progressif sur le revenu (Gould 2008; McGerr 2003; Zaretsky 2012). De leur côté, les socialistes cherchent avant tout à remplacer le capitalisme américain par un système économique redonnant davantage aux travailleurs. Il s'agit d'un mouvement de masse, contrairement aux Progressistes. Les socialistes concentrent leurs

revendications contre les grands industriels et veulent utiliser la puissance de l'appareil fédéral pour nationaliser certains secteurs économiques comme les chemins de fers. Ils prônent une plateforme de réformes majeures et profitent de plusieurs scandales industriels pour atteindre, en 1912, leur apogée. En effet, Eugene V. Debs, le candidat socialiste à la présidence, obtiendra plus de 6 % des votes (Gould 2008, 103; Zaretsky 2012). Les Démocrates tireront profit des efforts de mobilisation locaux et régionaux des socialistes.

Les syndicats forment le troisième groupe de gauche à s'allier aux Démocrates au début du 20^e siècle. Des auteurs comme Zaretsky et Sanders les voient comme le groupe avec le plus d'ascendant sur les Démocrates à partir de la fin des années 20. Ce groupe demeurera profondément divisé sur les questions de ségrégation raciale et la place des immigrants, ralentissant les efforts de mobilisation. Certains syndicats comme l'*American Federation of Labour* (AFL) rassembleront des travailleurs qualifiés et blancs et joueront le jeu de l'establishment politique américain en intégrant les hautes sphères de décision au sein de l'administration fédérale. Ils développeront un syndicalisme « professionnel » plutôt que revendicateur. D'autres syndicats comme l'*Industrial Workers of the World* (IWW) ou le *Congress of Industrial Organizations* (CIO) formeront l'aile plus radicale du mouvement syndical, joignant bien souvent les socialistes dans leurs revendications. L'incapacité des syndicats et des socialistes, qui courtisèrent tous deux les ouvriers, à développer une plateforme politique commune facilitera l'élection de plusieurs Républicains dans les trois premières décennies du 20^e siècle. Il n'en demeure pas moins que les travailleurs formeront la principale force politique de gauche lors de la crise des années 30. Conséquemment,

Franklin D. Roosevelt dut ajuster son discours et ses politiques afin d'éviter l'émergence d'un parti des travailleurs sur l'échiquier politique américain (Zaretsky 2012; Zinn 2002). Le dernier groupe de gauche formant la coalition derrière le New Deal est les Populistes du Midwest et du sud des États-Unis. Les Populistes se butent à l'importante division démographique et géographique, typique d'un grand pays industriel, et ne peuvent étendre leur aide au-delà des régions agricoles du pays. Leurs revendications reposent sur l'expérience difficile de beaucoup d'agriculteurs et n'attirent pas les ouvriers et les citadins. Leurs principales demandes ciblent le système d'étalon-or et les grands financiers et industriels du Nord-Est. Ils sont partisans d'une réforme de tarifs de transport de matières agricoles, le bimétallisme ou encore une réforme de la propriété agricole pour faciliter l'accès aux terres publiques pour les fermiers. Or, ces enjeux ne sont pas dans les plans d'aucun des deux grands partis avant 1896 (Nugent 2010).

L'alliance entre les Populistes ou encore les Progressistes et le parti démocrate n'avait rien d'inévitable. L'appui républicain à l'impôt progressif par exemple, est très fort dans les régions limitrophes avec le Canada. Cela témoigne de l'absence de cadre partisan rigide en politique américaine à cette époque. Même si les réformistes sont majoritairement Démocrates, les deux partis sont dirigés par une élite du nord-est et fidèle au système économique en place, c'est-à-dire un État limité et membre du régime d'étalon-or. Ce qui joue en faveur des Démocrates, dans les premiers temps, est plutôt la proximité géographique avec les Populistes et leur statut de parti d'opposition (Bensel 2008, 12-3; Karol 2009; Sanders 1999, 169-70). Émergeant à peine d'une crise économique causée en

grande partie par la défense de l'étalon-or et nécessitant d'importantes réductions des dépenses publiques, les défenseurs du bimétallisme virent la décision du parti Républicain d'appuyer le système d'étalon-or et du président démocrate Grover Cleveland de défendre le système libéral en place comme l'élément déclencheur de la mobilisation politique à plus grande échelle.

ENTREPRENEURS POLITIQUES DÉMOCRATES

La nomination de William Jennings Bryan, en 1896, illustre la popularité des idées populistes au sein du parti démocrate ainsi que la présence d'un nombre important de délégués d'allégeance populiste au congrès de 1896 à Chicago. Outre ses talents oratoires, qui firent grande impression, la crainte que la nomination d'un membre de l'establishment du parti, en accord avec le régime d'étalon-or, pousse les Populistes à présenter un candidat scella l'avènement d'un candidat réformiste (Bensel 2008, 1 et 262-3). Bryan parvint à institutionnaliser, au sein des milieux réformistes, un symbolisme dans la lutte de l'Américain moyen contre les élites financières, notamment avec l'utilisation de l'étalon-or comme épouvantail ainsi qu'une rhétorique politique attirante pour les autres groupes de gauche comme les socialistes et les syndicats (Eichengreen et Temin 2000, 188; Harpine 2001). Eugene V. Debs personnifia le socialisme aux États-Unis. Cinq fois candidat à la présidence entre 1900 et 1920, il permit à cette option de connaître quelques années fastes et de s'établir comme une option de rechange pour les Américains insatisfaits avec l'establishment politique (Morgan 1962). Sa lutte démontre le travail ardu qu'attend un petit parti aux États-Unis. Debs dut se battre contre la fluidité des électeurs américains, surtout ceux d'allégeance

progressiste et réformiste, la peur du radicalisme chez l'électorat et contre l'attrait des deux grands partis politiques qui parvinrent à présenter des candidats capables d'aménager un espace pour les forces progressistes, coupant l'herbe sous le pied des plus petits partis.

Tant Bryan que Debs dirigèrent un groupe réformiste avec quelque chose à proposer aux Démocrates. Ils personnifient les hôtes politiques, ces « entrepreneurs », qui vont permettre de légitimer certaines idées de gauche, le bimétallisme, l'impôt progressif et le droit à la négociation collective en plus de symboliser l'Américain moyen en lutte avec l'élite politique et financière, déconnectée de la réalité de l'agriculteur ou du travailleur d'usine. Ils vont servir à développer et alimenter la mobilisation autour d'enjeux précis et autour d'une nouvelle vision du travail de l'État. La pression populaire, lors de la Grande Dépression, pour que le gouvernement intervienne pour redresser la situation économique tire son origine de ce processus (Hale 1995, 209).

PARTI DÉMOCRATE DURANT LES ANNÉES 30

Franklin D. Roosevelt est décrit comme un politicien pragmatique. Lorsqu'il prend le pouvoir en mars 1933, il semble assurément conscient des pressions qu'exercent sur lui la population en général, les organisations extrémistes fascistes et communistes et son propre parti (Gourevitch 1986; Stone et Kuznick 2010). Il devra trouver un moyen de répondre à leurs attentes. Le système d'étalon-or, l'aide aux fermiers, l'encadrement des relations travailleurs-employeurs, la réglementation du secteur bancaire et la relance de l'emploi font partie de ses priorités.

Le régime d'étalon-or est une cible de prédilection pour les Populistes et les ouvriers puisqu'ils font les frais des ajustements nécessaires afin que les secteurs industriels et financiers puissent jouir d'une bonne crédibilité sur les marchés internationaux. La baisse des prix et des salaires, contrecoups du système qui empêche le gouvernement de bénéficier d'une politique monétaire indépendante, les frappe durement lors des rajustements. De cette situation émergent des demandes de protection de la part de groupes d'intérêts qui joindront peu à peu le parti démocrate (Frieden 2006, 44-5 et 117-9). Depuis la Guerre civile (1861-1865), il existe une reconnaissance que l'action étatique pouvait être nécessaire afin d'orienter et accélérer la marche des États-Unis vers la prospérité et la modernité. C'est de cette tradition que se réclame FDR. Le réalignement des groupes d'intérêts, qui culmine en 1932, force les Démocrates à revoir leurs objections afin de contenter les demandes de leurs partisans et de s'attaquer à des problèmes concrets, hérités du système économique et politique en place (Hull Hoffer 2007; Stone et Kuznick 2010, 53). En mars 1933, FDR abandonne l'étalon-or évoquant sa responsabilité à l'égard des problèmes internes du pays. Il désire disposer de tous les outils afin de contrecarrer les effets de la crise économique (Eichengreen et Temin 2000, 205; Stone et Kuznick 2010, 54).

L'adoption de mesures de stabilisation des prix agricoles au travers de l'*Agricultural Adjustment Administration (AAA)*, du *National Labour Relations Act (NLRA)* de 1935 ou encore le *Glass-Steagall Act* encadrant le système bancaire sont d'autres exemples d'actions concrètes surgissant de groupes politiques d'allégeance démocrate. Le soutien des prix agricoles aide les agriculteurs et la légitimation du droit d'association et de négociation

collective contenue dans le NLRA vise directement les syndicats. La réglementation du système bancaire révèle le pragmatisme de Roosevelt dans la mesure où les pressions pour des réformes majeures, voir la nationalisation de l'industrie lui aurait permis d'aller beaucoup plus loin. Il n'en demeure pas moins que ce genre de réforme permet au président démocrate de rassurer une élite politique qui l'encourage à défendre l'équilibre budgétaire durant les présidentielles de 1932 et de contenter une coalition de gauche de plus en plus revendicatrice (Stone et Kuznick 2010, 47-8).

La survie de la coalition du New Deal s'explique aussi par sa position quant au consensus qui émerge de cette période. Le secteur privé, le gouvernement et les travailleurs en arrivent à la conclusion que la voie vers la croissance soutenue passe par un filet social augmenté et de meilleurs salaires en échange d'une stabilité économique assurée par le gouvernement. Les États-Unis devaient mener par l'exemple en encourageant l'innovation et le progrès social (Brinkley 1996, 318; Gourevitch 1986, 29). Rien ne laissait présager de la solidité de la coalition démocrate. La fin de la guerre fut une période de tension entre syndicats et gouvernement, symptomatique de la difficulté de maintenir une coalition forte dans un pays industriel et hétérogène comme les États-Unis (Gourevitch 1986; Gerstle 1996, 107). En 1944-45, les États-Unis endurèrent un nombre record de grèves, alimentées par la xénophobie, le racisme et l'anticommunisme. La stabilité de la coalition témoigne de l'adéquation des prescriptions mise de l'avant par les Démocrates et non de l'inévitabilité des mesures de gestion de la demande et d'interventionnisme étatique.

À la suite de la Première Guerre mondiale, l'élite politique américaine, concentrée autour des classes les plus aisées, craint le radicalisme et cherche à instaurer un système ancré dans la tradition politique américaine, craintive d'un État omniprésent et dédié à préserver la liberté individuelle. (Gourevitch 1986, 109; Tomsich 1971). La popularité des Républicains dans les trois premières décennies du 20^e siècle se confirme par l'élection du représentant républicain dans toutes les élections sauf deux entre 1896 et 1932. Il s'amarre à une plateforme plus conservatrice afin de contenter l'élite politique et une frange importante de l'électorat. La deuxième décennie du 20^e siècle, les États-Unis sont secoués par de multiples épisodes de conflits sociaux malgré la bonne tenue de l'économie. Les syndicats enregistrent des gains importants et voient leur popularité augmenter. De ce fait, le plus grand syndicat de l'époque, l'*American Federation of Labour*, double son nombre d'adhérents. Tous ces troubles sociaux favorisent l'élection des Républicains puisque les éléments réformateurs, blâmés par une partie importante pour le désordre social et qui choisissent peu à peu de rejoindre les Démocrates, et ce, dès 1896 et en accélérant après 1912 (Gould 2008, 3-4; Stone et Kuznick 2010; Walker 1989, 512-3).

La vision héritée de cette période de dominance républicaine orientera le discours et les positions des opposants au New Deal. La clé de la prospérité repose sur l'acceptation de l'ordre naturel de l'économie de marché, caractérisé par une baisse du fardeau fiscal, un engagement envers le régime d'étalon-or ainsi que des présidents effacés. Cependant, malgré la prospérité et le calme social qui s'installent lors des présidences de Warren G. Harding et Calvin Coolidge, les problèmes inhérents au système économique (spéculation,

inégalités...) sont exacerbés (Galbraith 2011; Gould 2003; Zinn 2002). Le président Herbert Hoover, en poste lorsque le marché boursier s'effondre et la crise accélère, refuse de déroger à la vision établie par ces deux prédécesseurs. Il est incapable d'amener le parti républicain à s'ajuster au nouvel environnement politico-économique, un problème que n'aura pas FDR. Cet intermède républicain cristallise, à bien des égards, les positions socialistes, populistes et progressistes autour de la plateforme politique démocrate et de son candidat à la présidence en 1932 (Frieden 2006; Gould 2003; Perelman 2006, 158-60).

RÉACTIONS CONSERVATRICES SOUS FRANKLIN D. ROOSEVELT

Robert A. Taft, sénateur républicain de l'Ohio et l'*American Liberty League* (ALL) seront les premiers à s'attaquer au président Roosevelt. Ils seront les porte-étendards conservateurs durant le New Deal. Leur échec forcera le mouvement conservateur revendicateur et radical hors de la politique traditionnelle jusqu'à l'élection de 1964 (Farber 2010, 3).

Alors que des auteurs comme Gourevitch associent la voie empruntée par FDR, programmes ciblés et stimulus fiscal, comme celle d'un compromis entre laissez-faire et planification étatique, Taft, au moment de l'implantation de ces mesures, est loin de percevoir celles-ci comme exemplifiant une approche modérée relativement aux problèmes économiques. Il est particulièrement préoccupé par les efforts du président Roosevelt de satisfaire les demandes de la coalition de gauche. Ceux-ci demandent à ce que des mesures concrètes soient prises pour assurer la sécurité économique des travailleurs et agriculteurs américains. Cette vision s'éloigne de ce que Taft considère comme à la base d'une société

prospère, à savoir des individus disciplinés, patriotiques, travaillant avec de forts appuis religieux et moraux pour traverser les problèmes engendrés par le libre marché, seul système assurant le respect des droits individuels (Farber 2010, 7 et 18; Gourevtich 1986). Le sentiment de méfiance de Taft et de l'ALL est partagé par un bon nombre de membres du secteur privé. Un sondage de la chambre américaine de commerce une fois FDR au pouvoir révèle que 97 % de ses membres s'opposent à la philosophie politique derrière le New Deal. Cette opposition alimentera la mobilisation de plusieurs industriels et financiers autour de l'ALL et du parti républicain (Rudolph 1950, 27).

L'American Liberty League exemplifie bien à la fois l'attachement des conservateurs à une vision utopique de l'individualisme américain comme source de l'exceptionnalisme économique du pays ainsi que son incapacité à renouveler sa vision au vue et au su d'un nouvel environnement politique, économique et social :

« At a time when economic distress encouraged an increasing emphasis upon the forgotten man and the common man, it came to the defense of the uncommon man who stood at the pinnacle - the uncommon man, whose freedom to follow the bent of his natural talents, unfettered by government regulation and control, had long been an ingrained tenet of the American faith. » (Rudolph 1950, 21).

Elle se positionna comme porte-parole du mouvement conservateur puisque les Républicains n'étaient pas en mesure de monter une opposition efficace aux Démocrates. Incapable de mobiliser la population et de se défaire d'une image d'organisation partisane et élitiste, elle jouera toutefois le rôle de principal forum pour conservateurs lors des années 30. La ligue permettra toutefois de sécuriser l'appui de plusieurs grands industriels à la cause conservatrice. Ceux-ci serviront au développement des organisations de droite lors des années 50 et 60 (Critchlow 2007, 11-3). Le conservatisme des années 30 en politique

américaine incarnera un mouvement d'opposition au communisme, socialisme et toute réforme du mode d'action et de portée de l'État. Son discours traditionaliste prônant un retour aux manières de faire du 19^e siècle ne trouvera pas de support populaire. Les Américains étaient plus intéressés par ce que proposaient les Démocrates et les groupes réformateurs :

« The New Deal, on the other hand, found ready ideological and psychological material in its attack upon the depression and upon its critics in the manifest divergence between theory and practice in American life, as well as in a growing popular frustration which had grown out of unrealistic expectations nurtured by the national faith. The League's devotion to the American success story was probably of more assistance to its critics than to itself. » (Rudolph 1950, 30)

Pour plusieurs Américains, le rôle de protection du gouvernement est beaucoup plus adéquat que celui inspiré des anciennes méthodes, mésadaptées au contexte de crise économique et pourtant prônée par l'ALL. Les entrepreneurs politiques et intellectuels conservateurs ainsi que leurs idées se heurtent à ce contexte hostile. C'est ainsi que l'austérité est reléguée aux salles de classe et à des organisations telles la Société du Mont Pèlerin. Toutefois, c'est à partir de ces organisations que les nouvelles idées économiques conservatrices se propageront. La construction d'appuis et d'un environnement favorable à des positions conservatrices se fait en lien étroit avec le travail de la SMP et d'agents politiques comme Milton Friedman auprès du parti républicain. Le contexte approprié à des concepts comme l'austérité n'apparaît pas seul. À partir de l'élection présidentielle de 1964, il est possible de noter une relation étroite entre les milieux économiques conservateurs et la campagne du candidat républicain Barry Goldwater, un lien qui ira en s'accroissant.

L'ÉLECTION DE 1964 ET LE DÉBUT DU RÉALIGNEMENT NÉOLIBÉRAL

La période entre la fin de la Deuxième Guerre mondiale et l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan se divise en plusieurs jalons. La construction d'une structure organisationnelle, à l'extérieur du parti, autour de sympathisants comme William Buckley et Milton Friedman, deviendra essentielle à l'histoire de l'avènement de politiciens conservateurs comme Barry Goldwater et Ronald Reagan. La redéfinition de la plateforme politique républicaine au travers de ces trois décennies et son repositionnement plus à droite sur le spectre politique forcera un réalignement des coalitions politiques. Des groupes plus conservateurs intégreront la coalition républicaine, poussant vers la sortie une frange importante du parti, les modérés des États du Nord-est américain (Critchlow 2007, 37-8). À bien des égards, l'allure actuelle de la carte électorale américaine reflète ce réalignement alors que des régions auparavant acquises aux Démocrates comme le Sud quittent pour rejoindre les Républicains, qui eux, perdent le nord-est et la région Pacifique.

La bataille interne entre les éléments conservateurs et modérés ne permettra pas au premier groupe de sécuriser la nomination de l'un des leurs avant 1964, même si un politicien comme Robert A. Taft était bien connecté et respecté au sein de son parti et très vocal dans son appui au retour d'un conservatisme assuré. La mouvance conservatrice au sein du parti républicain peut, toutefois, revendiquer quelques victoires mineures, entre autres, dans l'élaboration de la plateforme du parti et aux propositions présentées au Congrès. Par exemple, le 80e Congrès, élu en 1946, baissera les impôts, forcera l'adoption d'un budget équilibré et réduira la protection légale autour du pouvoir de négociations des syndicats (Critchlow 2007, 38). Les échecs répétés de la faction conservatrice au sein du parti

républicain illustrent l'absence de cohésion, au départ, entre les groupes religieux, les libertariens et les conservateurs fiscaux, tous les trois insatisfaits de la domination des modérés au sein de la direction du parti. En 1952, l'arrivée de Dwight D. Eisenhower, héros de guerre, repousse également la nomination d'un candidat plus radical. Il propose de limiter l'expansion des programmes hérités du New Deal plutôt que de les éliminer, soutient une politique de coexistence pacifique avec l'Union Soviétique plutôt qu'une opposition musclée, agit promptement pour faire respecter les décisions judiciaires concernant l'intégration des écoles et fait adopter les premières lois sur les droits civils depuis 1875 (*Civil Rights Act* de 1957 et 1960). Rien pour satisfaire la frange conservatrice du parti, ce qui démontre le gouffre idéologique qui la sépare de l'orientation et du contrôle du plan d'action du parti républicain.

Pour Donald T. Critchlow, ces succès encouragent la mobilisation de la droite aux États-Unis autour d'organisations marginalisées au sein du parti républicain. Elles sacrifient les succès électoraux à court terme pour le développement et la popularisation d'une vision idéologique cohérente et conservatrice. Ces organisations deviendront nécessaires à la nomination de Goldwater et Reagan ainsi que l'institutionnalisation du mouvement conservateur au sein du parti républicain, et plus largement, au sein de l'électorat. La construction progressive des appuis combinée à un contexte favorable forme deux éléments importants pour surpasser la peur de plusieurs Américains vis-à-vis de l'extrémisme (Critchlow 2007). Le retour d'idées comme l'austérité économique dépend de ces deux éléments. Plus précisément, la construction progressive des appuis provoque une tension

entre les problèmes engendrés par le système lui-même et les solutions proposées. Elle permet de populariser de nouvelles solutions, ou de remettre à l'avant-plan des politiques comme l'austérité, un concept avec un lourd passé idéologique. L'institutionnalisation de nouvelles pratiques crée une brèche permettant à ces propositions de faire leur entrée dans le programme du parti politique.

RONALD REAGAN ET L'INSTITUTIONNALISATION DU CONSERVATISME AUX ÉTATS-UNIS

De graves problèmes économiques caractérisent les années 1970, avec des conséquences sérieuses sur le système politique et les deux grands partis politiques américains :

« After 1973 the accumulated tensions of the postwar era came to a head. Growth in the advanced capitalist countries slowed to half its postwar rate for over a decade. Unemployment doubled and tripled as more people pounded pavements in Western Europe and North America than in any time since the 1930s. Inflation went to three or four times the postwar average, and the price of oil, the industrial world's lifeblood, rose from three to thirty dollars a barrel» (Frieden 2006, 363).

Pas étonnant donc de noter l'aboutissement de changements politiques profonds durant cette période. Habituellement restreint par les coalitions en place derrière les partis politiques, le réalignement politique émerge d'une double crise, économique et politique. Il bouleversera l'allure du parti républicain (Gourevitch 1986 239-40; Karol 2009). La stagflation, les chocs pétroliers et l'insatisfaction croissante par rapport aux solutions proposées braquent les groupes d'intérêts. La fin du consensus entre travailleurs et secteur privé témoigne de ce conflit. Les syndicats, d'un côté, cherchent à défendre le statu quo et empêcher la détérioration de leurs conditions de travail alors que de l'autre, le secteur privé doit composer avec une compétition internationale accrue (Frieden 2006, 367-8). L'accent

sur la lutte à l'inflation et les deux récessions entraîne, aux États-Unis, l'arrivée au pouvoir des conservateurs et de Ronald Reagan. L'atteinte d'un régime monétaire stable pousse le fardeau d'ajustement vers des taux d'inflation de 2 % et force les entreprises à couper dans les dépenses. Entre 1978 et 1982, les salaires réels chutent de 10 %, alimentant du même coup le mécontentement de la population et les demandes de changement dans la direction économique et politique du pays (Crafts et Fearon 2013, 6-7; Frieden 2006, 372-3).

La montée de personnages comme Milton Friedman et William Buckley Jr témoigne de l'importance d'entrepreneurs politiques pour cultiver l'appui à des idées économiques et politiques comme le conservatisme. Le déplacement du parti républicain sur sa droite n'est pas étranger au travail de ces personnages, qui « activent » certains groupes d'intérêts, laissés en plan par l'establishment politique américain. Alors que Friedman enjoint le président Reagan à diminuer taxes et dépenses publiques afin de permettre à l'État de retrouver une taille « adéquate », Buckley Jr et autres acteurs politiques républicains sont conscients que ce genre d'idées sont susceptibles d'assurer l'appui du secteur privé tout en occupant une nouvelle position sur l'échiquier politique national (Burgin 2012, 200-1; Prasad 2006, 20). Historiquement parlant, le succès d'une coalition entre agriculteurs et travailleurs est grandement affecté par un secteur privé unifié. Les difficultés économiques des années 70 facilitent la mobilisation des industriels et financiers autour d'une plateforme que les Républicains sont prêts à offrir (Karol 2009, 169-70). Ces changements politiques poussent les Démocrates vers la gauche, une réaction normale du système politique américain, mais aussi logique pour un parti qui, en 1964, avait gagné l'élection en dépeignant

Goldwater et les Républicains comme des extrémistes (Critchlow 2007, 102-3; Prasad 2006, 3). Cependant, le contexte a grandement changé. Les politiques héritées des années 50 et 60 ont engendré, pour beaucoup d'Américains, les troubles socio-économiques que subissent les États-Unis (voir Broz 2013). Les Républicains et leur message conservateur renouvelé et entendu depuis maintenant deux décennies ont donc la possibilité de remplacer l'orthodoxie démocrate en place.

Ronald Reagan réalise rapidement que ses baisses de taxes, l'augmentation du budget militaire et sa rhétorique conservatrice appuyée lui permettent de passer outre sa promesse de réduire significativement les dépenses du gouvernement (Prasad 2006, 55-6). Sa coalition républicaine se contente des baisses d'impôts et de réglementations. Résultat, cette tactique d'« affamer la bête », c'est-à-dire de larges déficits publics, combinée au déplacement vers la droite de l'électorat américain force le recentrage démocrate (Chinn et Frieden 2011,7). Les Démocrates ne sont pas non plus insensibles à la pression qu'exercent les marchés internationaux. Les larges déficits publics ont été financés au moyen de l'accès facile aux capitaux étrangers. L'accès à ces capitaux, naguère en fonction de l'adhésion du pays au régime d'étalon-or, devient peu à peu conditionnel au contrôle étroit de l'inflation et aux déficits publics. L'austérité économique s'impose peu à peu comme solution pour atteindre ces objectifs. Dans les années 90, les Démocrates, pourtant d'allégeance réformiste, sont donc aux prises avec la responsabilité d'assurer l'attractivité du marché américain. Les politiques d'austérité du président Clinton, c'est-à-dire une réduction des dépenses publiques combinée à des augmentations de taxes, ainsi qu'une inclination idéologique à une

refonte de l'appareil réglementaire américain illustrent cette prise de conscience. Il s'agit d'un effort nécessaire à la cohésion du parti (Chinn et Frieden 2011, 7; Frieden 2006, 380-1).

COALITION LORS DE LA CRISE DE 2007-2008

La période entre l'élection présidentielle de 1992 et celle de 2008 correspond à l'atteinte d'un certain consensus quant au rôle de l'État américain. Les multiples programmes sociaux tels Medicare, Medicaid et Social Security bénéficient d'un large soutien à travers le spectre politique et la part du revenu national consacré à ces programmes s'est stabilisée autour de 25 %. Malgré l'ascendance du parti républicain depuis quatre décennies et d'un discours antiétatique, il n'existe pas de tendance à la baisse en ce qui a trait aux dépenses sociales (Piketty 2013, 759-60). La rhétorique politique qu'affectionnent les Républicains remplace le manque d'action concrète et le déplacement vers le centre du parti démocrate explique la stabilisation des dépenses sociales et la ténacité de concept comme l'austérité. La cohabitation entre l'idéologie néolibérale et un « réflexe » keynésien, ancré dans des programmes sociaux populaires, satisfait les intérêts des deux grandes coalitions en place. Elle aide à maintenir le statu quo, tout comme la révision des objectifs à la lumière de politiques inspirées par l'austérité.

La crise des années 70 et 80 et l'adaptabilité de l'idéologie néolibérale ont mené à un repositionnement qui cimente des idées comme l'austérité et la dérèglementation dans le discours public américain. Le réalignement démocrate est nécessaire pour compétitionner aux élections. Plusieurs démocrates sont convaincus que le gouvernement a atteint le niveau maximum de revenus qu'il peut aller chercher chez le contribuable et doit se réformer pour

préserver les programmes sociaux existants (Baer 2000). Chez les Républicains, le mariage de convenance entre les éléments populistes et les conservateurs fiscaux s'explique par leur opposition commune à ce que le gouvernement fédéral soit le moteur de changement social, catalysé par des groupes réformistes. Preuve de la continuité, George W. Bush, président républicain de 2000 à 2008, introduit des baisses d'impôts dans ses premiers budgets, s'oppose ouvertement aux mariages entre conjoints de même sexe, nomme des juges très conservateurs à la Cour Suprême et limite la recherche sur les cellules souches (Miller et Schofield 2008, 439-40). Bush cherche donc à rester délibérément loyal à la vision de Reagan : «The goal was to remake politics by governing with slim majorities and energizing activists on the right of the political spectrum, who voted at higher rates than the rest of the population, through symbolic issues as attacks on liberal institutions and cultural values» (Zelizer 2010, 5). Ces attaques symboliques, comme celle sur la recherche embryonnaire, permettent d'affirmer leur opposition à certains programmes et valeurs libérales tout en épargnant la majeure partie de l'infrastructure de l'État-providence américain, très populaire chez les classes pauvres et moyennes (Zelizer 2010, 9).

CLINTON ET REPOSITIONNEMENT DES DÉMOCRATES

D'après Miller et Schofield, la stratégie du ciblage politique et des prises de position sur de petits enjeux fortement politisés ne laissent que peu d'options pour les Démocrates dans les années 80-90. Afin de gagner les élections, ces derniers doivent envisager de renforcer la coalition traditionnellement derrière le parti depuis les années 30 et activement courtiser les Républicains modérés, manifestement laissés pour compte :

« As Populists demonstrate that they are in the driver's seat in the Republican party, cosmopolitan voters in the upper right hand quadrant [conservateurs fiscaux mais modérés sur les questions religieuses et culturelles] become increasingly alienated. A vote-maximizing Democratic candidate will inevitably see political advantage of picking-up Republicans who believe in teaching evolution, agree with stem cell research, and have a relatively open policy toward immigrants» (Miller et Schofield 2008, 444)

C'est exactement ce que cherchait à faire les « New Democrats » et le *Democratic Leadership Council* (DLC) depuis l'arrivée de Reagan au pouvoir. En réorientant la plateforme du parti pour accommoder ces modérés, les dirigeants du parti et Clinton étaient convaincus de pouvoir se présenter comme le meilleur candidat pour la base partisane et les modérés.

Le parti démocrate regroupe toujours, en 1992, les principaux éléments formant la coalition du New Deal. Ils ne sont plus suffisants, toutefois, pour assurer la présidence aux Démocrates depuis les années 30. Sauf que la popularité des Républicains dans la classe ouvrière et moyenne blanche ainsi que chez les Protestants et Catholiques pratiquants contrebalance l'appui des groupes traditionnellement acquis aux Démocrates (Lichtenstein 2012; Schier 2000, 7). L'approche issue du recentrage permet d'agir comme rempart contre l'éclatement de la coalition démocrate. L'espoir est de voir, au travers du parti, les groupes réformistes traditionnels et les modérés socialiser et développer des objectifs communs. Lors du New Deal, l'essentiel du programme commun des grands groupes de gauche reposait sur l'impôt progressif et sur l'utilisation du pouvoir étatique pour engendrer le changement social. La cohabitation a permis de dégager un consensus autour de politiques comme le libre-échange et la protection légale accrue pour les syndicats et ainsi solidifier la coalition (McGerr 2003; Nugent 2010; Peffer 1992). Dans les années 90, la cohabitation semble avoir menée à l'acceptation de l'austérité comme moyen pour protéger les programmes sociaux et de dégager de la marge de manœuvre budgétaire pour entreprendre de nouveaux

« chantiers ». Par exemple, les réformes en éducation de Clinton sont facilitées par son engagement, au travers de l'austérité, à l'équilibre budgétaire et aux sommes disponibles que cette politique fiscale dégage ultimement (Suzuki et al. 1993).

Le *Democratic Leadership Council* est fondé en 1980 suite à la pire défaite électorale des Démocrates depuis le New Deal. Les Républicains reprennent le contrôle du Sénat, une première depuis 1952. Le parti, grâce au travail de Reagan et des groupes conservateurs, est maintenant perçu comme le seul avec un plan et une vision pour remettre le pays sur les rails. Les Démocrates, selon le DLC, souffrent d'un grave problème d'image, qui handicape sérieusement les candidats présidentiels du parti. Les positions traditionnelles du parti sont centrées sur une vision discréditée du libéralisme social inspiré des années 60 (Hale 1995, 207-22). La première tâche du DLC consistera à s'organiser, en marge du parti, afin de développer un programme centriste explicitement construit pour revoir le message libéral du parti démocrate afin qu'il résonne mieux chez la classe moyenne et les Républicains modérés. En s'attaquant aux libéraux au sein de leur parti, ces « New Democrats » veulent clairement indiquer qu'il existe de la place au sein du parti pour des groupes plus traditionnels comme les travailleurs blancs. Essentiellement, le DLC cherche à reproduire le processus qui a permis à des organisations conservatrices d'influencer le parti républicain et le forcer à revoir sa plateforme politique et l'identité des candidats qu'il sélectionnait pour les élections présidentielles (Hale 1995, 224). L'expansion de l'organisation hors de la capitale américaine à partir de 1990, une décision prise pour augmenter l'appui des sympathisants démocrates, permet à des hommes politiques comme Bill Clinton, alors

gouverneur de l'Arkansas, de se familiariser avec le DLC et ses positions. La décision de faire campagne, en 1992, sur des thèmes tels que l'élimination de près de cent mille fonctionnaires, l'équilibre budgétaire, l'augmentation des obligations demandées aux bénéficiaires de l'aide sociale et le repositionnement le gouvernement fédéral comme partenaire du secteur privé n'est pas étrangère à l'ascendant du DLC sur l'orientation idéologique du parti démocrate (Hale 1995, 223; Suzuki et al 1993, 33).

Les positions de gauche ne collent pas au programme du parti démocrate. Sous la gouverne de Bill Clinton, l'austérité se définit comme une solution incontournable. Il s'agit d'un accroc idéologique nécessaire afin de préserver les programmes sociaux, mis en place par leur parti. En utilisant l'austérité comme la politique nécessaire afin de dégager une marge de manœuvre fiscale pour ensuite investir dans de nouvelles avenues, les dirigeants démocrates ont su maintenir en échec les forces plus réformistes et préserver un plan d'action adapté à l'allure inchangée du système politique.

CONTINUITÉ ET ABSENCE DE RÉALIGNEMENT AVEC OBAMA

Il n'est pas étonnant de constater que le président Obama, élu en 2008 puis réélu en 2012, poursuive sur la voie tracée par Clinton et le DLC depuis les années 80. L'absence de réalignement témoigne de la réussite, pour l'instant, du recentrage démocrate et de la position toujours dominante du discours néolibéral hérité du passage de Reagan à la présidence. Les gains démocrates chez des groupes déjà acquis à leurs causes confirment la thèse de la polarisation de l'électorat et l'absence de crise politique majeure déclenchée par la Grande Récession.

Les enjeux économiques dominent les discussions lorsque Barack H. Obama arrive sur la scène fédérale américaine. Les premiers diagnostics sur les causes de la crise de 2007-2008 étaient sans équivoque : l'économie américaine est malade. La stagnation des salaires et la redistribution inégale des bienfaits de la croissance économique témoignent de l'affliction. Lors de la campagne de 2008, Obama dévoila un plan économique complexe, tout le contraire de son opposant républicain. Fidèle à la tradition républicaine, John McCain misa sur des baisses d'impôts pour régler les problèmes du pays. Le futur président démocrate, de son côté, en raison de son bagage, semble naturellement enclin à emprunter la voie pragmatique et centriste, ce qui fait de lui l'homme idéal pour solidifier le repositionnement du parti. Par exemple, Obama est convaincu que le retour à l'équilibre budgétaire sous Clinton n'est pas étranger à la décennie de prospérité qui s'ensuit. De plus, il concède même que Reagan avait réussi à identifier des obstacles économiques sérieux, telle la bureaucratie, que les Démocrates de l'époque ne cherchaient pas à résoudre. Son passage à l'Université de Chicago façonne aussi sa position. Obama, dans ses propositions de réformes, laisse une large place au libre-marché (Leonhardt 2008, 1-4).

La plateforme économique qu'Obama tente de mettre en place se veut une option viable à ce qu'il perçoit comme les problèmes systémiques d'une économie dirigée et de libre-marché. Pour la première fois de l'histoire américaine, la croissance économique ne tire plus les conditions de vie des citoyens américains vers le haut et les conséquences du vieillissement de la population et des changements climatiques promettent d'être catastrophiques sur les finances publiques. Il faut essayer de dégager une marge de

manœuvre. La lutte au déficit doit faire partie d'un plan à long terme qui s'attaque aussi au fardeau fiscal de la classe moyenne et pauvre, au sous-investissement en infrastructures et au déficit éducationnel des jeunes Américains (Chinn et Frieden 2011; Leonhardt 2008, 7-10). Il cherche précisément à répondre au défi posé par les « New Democrats » et le DLC : comment assurer la viabilité des programmes sociaux hérités du New Deal?

ÉLECTION DE 2008

Il n'apparaît pas que l'élection de Barack Obama en 2008 a été symptomatique d'une transformation majeure au sein de l'électorat américain, l'alignement des intérêts semble toujours favoriser une vision plus conservatrice de l'économie. Les coalitions politiques derrière les deux grands partis politiques n'ont pas changé. Les gains que les Démocrates ont faits en 2008 dans des États comme l'Indiana et la Caroline-du-Nord ne se sont pas maintenus, tout comme les États chaudement disputés de Floride, de Virginie et du Colorado sont demeurés difficiles à prédire en 2012. Le réalignment décisif a eu lieu bien avant 2007-2008. Le parti républicain des années 70 et 80, profitant de la rupture entre conservateurs sociaux et Démocrates, parvient à rassembler ces derniers avec les conservateurs économiques. On assiste à une polarisation de l'électorat et des groupes de pression plutôt qu'à un réalignment critique. Les élections de 2000, 2004 et 2008 illustrent bien ce phénomène. La division s'accroît entre les deux grands partis politiques américains autour des failles électorales déjà en place (Abramowitz 2010; Miller et Schofield 2008, 438-9). En 1992, 1996 et 2008, les Démocrates auraient pu remporter les élections présidentielles sans le Sud. Le transfert de votes vers les Démocrates dans les États de l'Ouest et du Nord-est

sécurise leurs attraits pour les modérés comme les réformistes (Abramson et al. 2012, 71 et 76).

Or, le statu quo n'est pas inévitable. Le mécontentement de plusieurs républicains vis-à-vis des positions de leur parti sur des questions morales et sociales encourage déjà des changements d'allégeance. La polarisation de l'électorat n'est pas étrangère à cette dynamique dans la mesure où le parti républicain met de l'avant des propositions de plus en plus extrêmes puisque les républicains modérés, habituellement associés à la frange économique du parti, quittent. On pourrait donc assister, à terme, à un réalignement majeur en faveur des Démocrates. Le nombre de conservateurs au sein du parti républicain, et le nombre de partisans conservateurs de manière plus générale ne cessent de diminuer depuis plusieurs années (Gallup 2015a et 2015 b). Cependant, ce processus encourage les Démocrates à poursuivre leur recentrage sur les questions économiques, ce qui a pour conséquence d'exacerber des problèmes comme l'entrée massive de capitaux sur le marché américain, d'institutionnaliser l'enjeu de la crédibilité de l'économie américaine sur les marchés internationaux et de solidifier l'attrait des idées inspirées du néolibéralisme. Ce contexte permet la ténacité d'une idée comme l'austérité (Abramowitz 2010; Miller et Schofield 2008). La question du financement de l'État continue à rester prépondérante, ce qui permet au concept de rester pertinent dans les discussions. Toutefois, l'absence d'élection critique, d'une refonte du discours derrière l'austérité et la ténacité de l'orthodoxie en place actuellement sont tous des éléments exemplifiant la différence entre les deux grandes crises économiques.

GLASS-STEAGALL ACT DE 1933 ET GRAMM-LEACH-BLILEY ACT DE 1999

Ce qui anime la volonté d'encadrer le secteur bancaire est aussi à l'origine de la volonté de remplacer l'austérité économique imposée, dans les premières décennies du 20^e siècle, par l'adhésion des États-Unis au système d'étalon-or. La dynamique inverse est à l'œuvre vers la fin des années 70 et les années 80, cependant. Les idées économiques néolibérales derrière les vagues de dérèglementations du secteur bancaire animent pareillement les politiques mises de l'avant dans le cadre de la lutte à l'inflation puis aux déficits publics pour justifier le recours à l'austérité.

Lorsque Roosevelt prend le pouvoir en 1933, la colère populaire envers les banquiers est tel que des membres du cabinet du président sont convaincus que personne ne s'opposera vraiment à la nationalisation du secteur bancaire. Une colère alimentée par les découvertes d'une enquête du Sénat américain sur les agissements de cadres de l'industrie. Elle accusa plusieurs dirigeants d'évasion fiscale, de fraude, de malversations et de pratiques malhonnêtes (Stone et Kuznick 2010, 47-8). Utilisant le même genre d'approche pragmatique qu'il allait utiliser pour relancer l'économie américaine, le président signa le Banking Act de 1933, plus connu sous le nom de Glass-Steagall Act, du nom de ces deux principaux auteurs. Les mesures phares de la loi comprennent la séparation des banques commerciales, responsables de l'épargne des citoyens, et des banques d'investissements, qui eux prennent activement part aux marchés boursiers, obligataires et spéculatifs. Le but recherché était de protéger les petits épargnants des cycles boursiers en limitant la capacité des banques commerciales à spéculer et investir avec l'argent de leurs épargnants. La loi fixa aussi les taux

d'intérêt offerts sur les dépôts afin d'éviter qu'une guerre de taux d'intérêt pousse les plus petites banques vers la faillite et augmenta le niveau minimum de réserve de fond qu'une banque devait avoir. Le Glass-Steagall Act permit également de mettre sur pied une assurance-dépôt, le *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC). Cet organisme public, encore en place aujourd'hui, servait à la fois à éviter que les épargnants perdent l'ensemble de leurs économies en cas de crise économique et de faillite bancaire ainsi qu'à se prémunir contre les ruées bancaires.

Cette loi permit de répondre à deux grands impératifs. D'un, les pressions exercées sur le parti démocrate par les ouvriers, populistes et socialistes pour qu'il punisse l'industrie bancaire, perçue comme principal responsable de la chute boursière et de la crise économique, le forcèrent à agir au point de vue législatif. L'enquête du Sénat américain, communément appelé l'Enquête Gray-Pecora et la série de mesures législatives en 1932-33 exemplifièrent cette réponse au mécontentement populaire. Dans un deuxième temps, Roosevelt était bien conscient du rôle de l'industrie bancaire et de son impact dans l'économie. À bien des égards, l'effondrement du secteur financier ralentissait la reprise économique. Rétablir la confiance envers l'industrie lorsque l'enquête révéla des pratiques illégales devint un impératif politique majeur (Hendrickson 2001, 857). L'industrie elle-même, au début mécontente, se rallia à la législation. Après tout, trois ans après le crash boursier, le quart de banques américaines n'étaient plus en activité. Ce secteur avait donc besoin d'aide.

Il n'est pas clair si FDR a été influencé par la frange plus radicale de son parti lorsque vint le temps d'établir de nouvelles réglementations bancaires. Or, il n'est pas évident non

plus de conclure que la séparation des activités commerciales et d'investissement a été véritablement clé dans la protection des épargnants. Les activités boursières des banques commerciales ne semblent pas à l'origine de la panique bancaire et de l'effondrement de l'industrie. La loi semble plutôt une solution politique à un problème de même nature (Markham 2010, 1093-4). Glass-Steagall permit de réduire le pouvoir politique de l'industrie en limitant les possibilités de consolidation tout comme il facilita l'expansion des banques régionales, contrecarrant l'attrait des grandes institutions new-yorkaises (Zingales 2009, 30). Ces deux conséquences s'inscrivent bien dans la tradition populiste d'une frange importante du parti démocrate. William Jennings Bryan, lors de sa nomination comme candidat présidentiel du parti démocrate en 1896 n'avait-il pas pris pour cible les grands financiers et le secteur bancaire? La faillite de l'idéologie du laissez-faire facilite l'arrivée d'une nouvelle identité pour l'État américain. Les demandes de réformes et d'action rencontrent pour l'une des premières fois un gouvernement avec un penchant idéologique et politique favorable. La cooptation des groupes comme les Populistes, syndicats et Progressistes a poussé l'élite financière derrière les Républicains. L'encadrement de l'industrie sert donc bien les intérêts de la coalition démocrate puisque les groupes affectés par l'addition d'un fardeau réglementaire se retrouvent dans l'opposition.

Les années 70 à 90 amènent un nouveau contexte. De la même manière dont celui-ci influence le retour d'une idéologie économique inspiré d'une vision plus classique de l'économie, il encourage une refonte de l'encadrement du système financier et bancaire aux États-Unis. L'équilibre politico-économique hérité de l'après-guerre s'effondre à cause de

l'accélération de la mondialisation et de la compétition internationale pour attirer des capitaux. L'essor du secteur financier en général, corollaire d'un renouveau idéologique en faveur des idées de libre-marché, est alimenté par l'augmentation notable des capitaux disponibles (Komai et Richardson 2011, 23-4). Conséquemment, le milieu des années 70 et les années 2000 se caractérisent par une série de dérèglementations du marché financier américain, dans le but avoué de maintenir l'attrait d'un secteur économique en pleine expansion. Les législateurs ouvrent à l'industrie des secteurs de croissance auparavant inaccessible sous Glass-Steagall.

La loi Gramm-Leach-Bliley (GLBA) arrive à l'apogée de la vague de réforme de l'industrie bancaire et illustre bien la tendance à la dérégulation qui prévaut au Congrès américain. Pilotée par des Républicains, la loi éliminera les dernières dispositions légales empêchant les banques d'œuvrer dans l'« universal banking », c'est-à-dire dans les secteurs commerciaux, d'investissement et d'assurance. Après l'effondrement du secteur « saving & loans », causé par des restrictions légales apposées sur les taux d'intérêt ainsi que les difficultés financières de plusieurs banques commerciales, le Congrès tenta, en vain, à six reprises de réformer l'encadrement législatif de cette industrie. Ce n'est qu'en 1999 que le Congrès parvint à adopter GLBA. Le succès repose essentiellement sur la prédisposition du secrétaire au Trésor démocrate et du président Clinton. Dès les années 70, le secteur se consolide et les entreprises les moins profitables quittent peu à peu le marché. Son poids politique et économique augmente et avec lui les pressions pour approfondir la déréglementation sectorielle. L'élimination graduelle de la séparation entre activités

d'investissement, d'assurance et commerciales écarte les intérêts divergents des grands acteurs de l'industrie au profit d'un programme de réforme de plus en plus unifié. Combiné à une refonte idéologique et politique de la plateforme économique du parti démocrate et un parti républicain déjà conquis à l'idée d'aménager un maximum d'espace pour l'entreprise privée, le secteur bancaire se retrouve en bonne posture pour demander un allègement réglementaire. Le passage de GLBA témoigne de ce nouveau contexte favorable. Bien que les Démocrates insistent pour y ajouter des dispositions forçant les banques à prendre des mesures pour faciliter l'accès des familles pauvres à un prêt hypothécaire, l'essentiel de la structure réglementaire héritée de la Grande Dépression, avec l'exception notable de la FDIC, n'existe plus (Hendrickson 2001, Komai et Richardson 2011, Zingales 2009).

Lorsque frappe la crise de 2007-2008, les Démocrates se retrouvent dans une position similaire à celle de leur parti quatre-vingts ans plus tôt. Une importante pression populaire s'exerce sur le président démocrate et son parti pour qu'il encadre plus strictement le secteur bancaire, pointé du doigt pour la débâcle économique. Cette dynamique témoigne de l'opportunité générée par l'arrivée des Démocrates au pouvoir, qui personnifient lors des deux crises le parti des réformes et du changement. Cependant, contrairement à la Grande Dépression, leur appui à GLBA témoigne de l'absence de réalignement important au profit d'une approche plus sévère vis-à-vis de l'industrie bancaire tout comme cela témoigne aussi du succès des « New Democrats » à repositionner leur parti au centre de l'échiquier politique. La loi Dodd-Frank, adoptée par l'administration Obama suite la crise de 2007-2008, ne reflète pas l'ascendant de la frange réformiste au sein du parti démocrate, mais

d'avantage la tentative de l'establishment du parti à adopter des mesures visant à rétablir la confiance du public plutôt qu'à revoir les méthodes de l'industrie (Zingales 2009, 35). Pour Stone et Kuznick, l'incapacité du président Obama de satisfaire aux demandes de réformes révèle l'ascendance des intérêts financiers et leur pouvoir sur les deux grands partis politiques américains. La loi Dodd-Frank ne fait rien pour réfréner la prise de risque excessive, s'attaquer à la grosseur des banques ni n'étend des règles aux nouveaux marchés financiers originaires du marché hypothécaire et des papiers commerciaux (Stone et Kuznick 2010, 556-558). Le contexte favorise certaines politiques au détriment de d'autres. La nature de la coalition politique démocrate rend improbable l'adoption d'une réforme majeure de l'industrie bancaire tout comme le recours accru à des politiques indubitablement keynésiennes. Le président Obama lui-même a inscrit la lutte au déficit, à la dette et la réduction des dépenses comme des défis majeurs afin d'assurer la pérennité des programmes sociaux américains. Dans ce contexte, l'austérité comme politique publique émerge de l'intérêt de la coalition démocrate à préserver certains acquis. Avec la dérégulation, l'austérité économique forme des préceptes centraux au néolibéralisme.

Pourtant, les premiers pas législatifs d'Obama pour encadrer le secteur bancaire ont été généralement perçus comme populistes et cherchant à rétablir un contrôle gouvernemental sur l'industrie. Sauf que la défaite aux élections de mi-mandat de 2010 signale la fin des priorités réformiste du président. Fier de son attachement à l'héritage de Clinton, Obama cherche à encourager l'investissement privé en tendant l'oreille aux leaders d'entreprises et à gagner leur confiance :

« Accompanying the campaign to win business confidence were such moves on the part on President Obama as the announcement of a two-year pay freeze for civilian federal workers, the acceptance of the extension of Bush-era tax cuts for all brackets for two years in a December 2010 compromise tax package with Congressional Republicans, and the appointments of William Daily as his chief of staff and Gene Sperling as head of the National Economic Council. Both Daley and Sperling worked in the Clinton administration where they championed deficit reduction and supported free trade policies [...] With substantial economic reform forestalled, with severe problems of unemployment and mortgages confronting millions of Americans, and with a near total absence of presidential leadership for a fairer, more progressive approach to economic policy, a disciplined political conservatism has had much more success in framing public understanding of the political environment, which is more skewed to the right and less conducive to progressive change than in November 2008 » (Peschek 2011, 442-3)

L'austérité est l'approche choisie par Obama pour rétablir la confiance du secteur privé. De l'aveu même du président, cette méthode inspirée du passage de Clinton est la bonne approche. L'absence de pression combinée à la présence des Démocrates au pouvoir ne génère que peu d'intérêts pour revoir l'allure de l'État-providence américain. L'austérité défendue par les Démocrates illustre la capacité du concept à intégrer des objectifs autres que ceux de l'idéologie libérale classique (voir Jabko 2013). Le maintien des acquis sociaux au travers d'une politique budgétaire équilibrée sécurise l'attrait de l'idéologie néolibérale au travers de prescriptions pour atteindre les objectifs politiques et budgétaires. L'inertie institutionnelle en faveur d'une approche plus proactive du gouvernement permet quant à elle de contrebalancer les effets négatifs des politiques d'austérité sur la composition et l'orientation de la coalition démocrate. Le recours à l'austérité, dans ce contexte, révèle la transformation du parti démocrate et la persistance du discours politique américain hérité du renouveau néolibéral.

Le manque de changement dans l'allure de l'appui partisan et d'une transformation sérieuse du programme politique du parti républicain et démocrate témoigne de l'absence d'une transition entre la Grande Récession vers une crise politique. La crise économique,

engendrée en partie par les problèmes inhérents des systèmes politiques et économiques, ne parvient pas à générer une pression assez forte pour réaligner les groupes d'intérêts. Les solutions proposées par le parti démocrate pour sortir les États-Unis de la Grande Dépression dénotent une affinité avec l'héritage progressiste et réformiste de leur parti tout comme une réaction normale vis-à-vis de l'agrandissement de leur base partisane à des Républicains plus modérés. C'est ainsi que les stabilisateurs automatiques, originaires de l'institutionnalisation d'un réflexe keynésien dans l'appareil public, et l'objectif clair d'un retour rapide à l'équilibre budgétaire, corollaire d'une politique inspirée par l'austérité économique, sont misent de l'avant. À aucun moment pour l'instant des groupes d'intérêts laissés en plan par les Démocrates et les Républicains n'ont été en mesure d'exercer une pression notable sur l'un et l'autre des partis. La nature des discussions politiques et l'idéologie de l'électorat continuent d'être définies par des normes établies lors de la révolution néolibérale et la décennie 1980, dominée par le parti républicain.

CONCLUSION

John Kenneth Galbraith souligne avec justesse dans son livre sur la crise financière des années 30 que le gouvernement voit son mandat transformé pour y inclure la sécurité économique. Cette préoccupation émerge de la crise, alors plusieurs intellectuels sont préoccupés par l'avenir économique des États-Unis. On craint d'avoir atteint une maturité économique, une limite dans le développement du pays. Une refonte profonde du mode d'action étatique semble répondre à cette problématique en offrant un moyen d'échapper à l'inévitable ralentissement (Brinkley 1996, Galbraith 2011). La crise économique provoque, lors de cette période, la redéfinition du rôle de l'État américain. Une dynamique similaire s'opère aussi lors des années 80. L'État, à la suite d'un épisode de stagflation économique et de mécontentement politique, voit son mandat évoluer pour aboutir à l'aménagement de conditions favorables à l'épanouissement de l'entreprise privée. Le contrôle de l'inflation, l'allègement du fardeau fiscal et la lutte aux déficits s'imposent comme des thèmes centraux à ce nouveau mandat. Un facteur important à son établissement est le signal envoyé par les élites financières du pays. Tout au long du 20^e siècle, la nature de l'engagement des États-Unis à la mise en place d'un environnement économique compétitif a changé à plusieurs reprises. Alors que l'adhésion au régime d'étalon-or représentait jusqu'à la Grande Dépression cet engagement à maintenir son attrait économique, les années 70 ont vu la lutte à l'inflation s'établir comme nouvelle mesure de l'engagement étatique au profit d'un environnement d'investissement favorable. Les déficits des années 80 deviennent peu à peu le principal indicateur des défenseurs de l'austérité afin de mesurer la compétence d'un

gouvernement en ce qui concerne l'établissement de conditions favorables aux investissements privés (Frieden 2006).

L'avènement d'un réalignement des coalitions politiques durant les années 1970-1980 émerge de l'incapacité des Démocrates, personnifiés par Jimmy Carter, de donner suite aux demandes du secteur privé, en quête d'aide dans un environnement économique mondial de plus en plus compétitif. Pour les Démocrates, les demandes de leurs alliés traditionnels comme les syndicats, la classe moyenne et les minorités demeurent une priorité. La poursuite d'une politique d'inspiration keynésienne pour faire face aux problèmes économiques causés par les chocs pétroliers, entre autres, ne donne pas les résultats espérés. La table est mise, à la fin du mandat de Carter, pour le néolibéralisme, que des politiciens comme Reagan et des intellectuels comme Friedman tentent d'imposer depuis plus d'une décennie (Frieden 2006). La construction d'appuis organisationnels et un contexte favorable (une crise) à l'idéologie néolibérale forcent une refonte des pratiques et du discours du parti démocrate. Par le fait même, ce processus sécurise la ténacité du changement en faveur du néolibéralisme, et avec lui les idées et propositions qu'il véhicule.

La thèse de cette recherche est qu'il existe une différence majeure entre les deux grands épisodes de débâcle économique. La Grande Dépression est une crise économique et financière qui a engendré une crise politique, consacrée avec l'arrivée des Démocrates et leurs idées nouvelles. Le parti prend le pouvoir après avoir subi une importante transformation. Les principales forces réformistes des États-Unis se rangent derrière Franklin D. Roosevelt et son parti. La Grande Récession est également une crise économique et

financière, mais elle n'a pas mené à une crise politique. Le consensus autour de l'utilité du concept d'austérité économique demeure, et par le fait même les propositions des partis inspirées par l'idée. Les pressions populaires n'ont pas eu raison de cet état de fait puisque le soutien partisan des deux grands partis semble suffisant pour compétitionner aux élections. Dès lors, il n'existe pas de véritable besoin de revoir le plan d'action du parti. En fait, l'approche du parti démocrate, qui regroupe encore les groupes réformistes de gauche, a permis de diversifier ses appuis, un travail nécessaire, car la coalition du New Deal n'est plus suffisante pour assurer un succès électoral. La coalition politique soutenant le parti prend des positions plus modérées en matière économique, reflétant mieux l'équilibre que l'establishment du parti doit atteindre pour maintenir une coalition intégrant de plus en plus de Républicains modérés.

La plus récente crise, celle de 2007-2008, ne permet pas d'entrevoir une redéfinition du rôle de l'État, mais plutôt la perpétuation d'un mandat hérité du dernier épisode de réalignement politique majeur. La nouvelle coalition démocrate est en mesure de répondre aux défis posés par le contexte hérité de l'une des pires crises financières de l'histoire moderne américaine, un contexte où cohabite un « réflexe » keynésien, originaire de la trajectoire historique de la mission de l'État américain, et l'idéologie néolibérale, issue de la dernière crise économique et politique à avoir transformé l'allure des deux grands partis politiques américains.

L'occasion de changement qu'offre une crise économique est dirigée par plusieurs facteurs, dont l'idéologie des coalitions politiques derrière les deux grands partis politiques

américains. L'austérité économique forme un concept central à l'idéologie économique libérale des années 30 et au néolibéralisme des années 80. Elle forme aussi la solution imposée par la vision économique conservatrice afin d'assurer la croissance et la reprise économique en cas de débâcle. À partir des années 70 et 80, de nouvelles idées et politiques publiques émergent de concert avec le parti républicain de Reagan. Au travers des tentatives pour réduire le fardeau fiscal et réglementaire, de lutter contre l'inflation et de rétablir un environnement d'investissement attrayant, l'austérité s'établit comme la solution pour atteindre ces objectifs, tout comme elle l'avait fait sous le régime d'étalon-or. Son ascension est étroitement liée à la (re -) montée des idées de libre-marché, un processus largement tributaire du travail d'acteurs politiques comme Reagan et Friedman (Frieden 2006, 398; Harvey 2005). Le repositionnement démocrate, sous Clinton, s'effectue dans ce nouveau contexte. De ce fait, le recours revêt différents objectifs, mais son retour est la conséquence du contexte politico-économique des années 80. L'agencement des coalitions politiques issues de ce contexte prévaut toujours, expliquant l'omniprésence du concept d'austérité dans les propositions de politiques publiques relatives à la Grande Récession. Pour les Démocrates, l'austérité permet à la fois de répondre aux nouveaux défis posés par le contexte et le recentrage du parti et de défendre des programmes sociaux populaires. Cet équilibre est essentiel à la cohésion de la coalition démocrate, un élément crucial à leurs succès électoraux.

L'étude plus générale de l'austérité permet de mieux cerner le problème d'action collective au cœur du concept. Une économie ne peut prospérer si tout le monde (ménages,

secteur privé et gouvernement) tente de réduire leur dette. Dans les dernières années, l'endettement des ménages a atteint des niveaux alarmants et le secteur privé, particulièrement l'industrie bancaire demeure aux prises avec des avoirs toxiques. La marge de manœuvre d'un gouvernement cherchant à réduire son endettement dans ce contexte demeure faible. Le retour à une économie « normale », tirée par une croissance d'environ 2 à 3 % par année est impossible si tous les acteurs économiques majeurs refusent de dépenser et investir. L'Europe illustre bien la conséquence de la mise en œuvre de ce genre de politique. La croissance y est anémique, la récession s'est réinstallée et l'économie de plusieurs pays est entrée en déflation (Krugman 2015). Or, l'austérité est un sujet populaire aux États-Unis en grande partie à cause de l'allure de la dette fédérale. Le système économique, fragilisé par près de cinq mille milliards dollars de dette a précipité une crise économique en 2007-2008. Afin de lutter contre le désastre financier et économique, l'administration américaine à dépenser plus de dix mille milliards de dollars (Blyth 2013). Il est naturel d'en conclure que les États-Unis sont aux prises avec un problème de dette, qui, selon Reinhart et Rogoff, put avoir des conséquences sérieuses sur les perspectives politiques et économiques du pays. La question du rôle de l'État demeure donc d'actualité et avec elle les solutions proposées pour régler cet enjeu de dette (Piketty 2013).

Le mémoire explore l'importance des intérêts des coalitions politiques sur la définition des priorités des deux grands partis politiques aux États-Unis. Elles forment le socle idéologique des partis, permettant de comprendre l'utilité de l'austérité économique dans leur plan d'action. Pour les Démocrates, ils rejettent le concept jusqu'aux années 1990, alors

que le contexte politique les force à revoir leur message et l'allure de leur coalition. L'intégration de l'austérité au sein du programme politique démocrate comme moyen de sauver les programmes sociaux sécurise leur base partisane, rassure les Républicains moyens qui joignent le parti et assure la pertinence de leurs promesses électorales dans un environnement politique plus conservateur depuis la fin des années 1970. La conséquence de cette intégration est l'avènement d'une réponse mixte à la crise économique de 2007-2008. Un réflexe keynésien, originaire de la trajectoire historique de l'État américain et de l'héritage progressiste du parti démocrate, cohabite avec un réalignement conservateur inspiré du renouveau néolibéral des années 1980. La réponse du gouvernement de Barack Obama à la crise témoigne de l'équilibre à adopter, chez les Démocrates, entre des groupes de gauche, traditionnellement acquis aux Démocrates depuis la Grande Dépression, et des Républicains modérés qui ont joint le parti lorsqu'il était dirigé par Bill Clinton. La réponse mixte devient essentielle au maintien des appuis démocrates. L'austérité permet de sauver les programmes sociaux et d'envoyer le message que le parti est responsable au point de vue fiscal. Elle permet aussi d'exemplifier le rôle des agents politiques sur la nature du plan d'action politique d'un parti. La vision économique centriste de Clinton et Obama explique à la fois une partie de leurs succès électoraux et quel genre d'approche idéologique leur parti privilégiera.

L'absence de crise politique lors de la Grande Récession s'explique principalement par la ténacité de l'enjeu du financement et du rôle de l'État. Alors que la Grande Dépression et l'arrivée au pouvoir de Franklin D. Roosevelt avaient placé la question de la sécurité et de la

croissance économique au centre des débats politiques, la portée du réalignment des années 1980 au profit du mouvement conservateur cimenter les débats autour de la pertinence de l'État en matière économique. Cet état de fait permet au concept d'austérité économique de garder sa pertinence, tout comme l'alignement des coalitions politiques, issue de la révolution néolibérale des années 1980.

Lors de la Grande Récession, les intérêts des partis, leur idéologie et leur programme politique s'articulent toujours autour des priorités de groupes partisans qui se sont adaptés au contexte conservateur des années 1980. Le consensus politique qui se dégage autour de la pertinence de l'austérité pour chacun des deux grands partis politiques américains n'aménage que peu de place pour la dissidence. La crise économique est indéniable, mais la crise politique est absente puisque les intérêts des principaux groupes soutenant les partis politiques restent bien servis par l'allure des programmes et du contexte politique des années 2000. À bien des égards, le réflexe keynésien, institutionnalisé dans l'appareil étatique, garde en échec des forces réformatrices susceptibles de transformer les débats et le contexte politique.

Dans une analyse du mouvement du *Tea Party* aux États-Unis, Skocpol et Williamson posent une question intimement liée à la problématique de ce mémoire : assiste-t-on à un réalignment des forces politiques aux États-Unis? Il est en effet légitime de penser que la plus récente crise économique n'a pas encore fini de transformer la situation politique et économique américaine. Dans bien des cas, les ramifications de l'impact de la crise pourraient resurgir dans plusieurs années. Un choc économique d'une telle ampleur peut-il

générer qu'un bref effet sur le système politique américain? L'allure et la grosseur de l'État américain, contrairement aux années 30, ne permettent plus de transformations rapides des modes d'action étatique ni du rôle de l'État (voir Nardulli 1995; Piketty 2013). Il est peut-être encore trop tôt pour conclure que la polarisation de l'électorat américain et la trajectoire budgétaire du pays ne forceront pas un réajustement majeur des forces politiques, exacerbé par l'impact de la Grande Récession.

RÉFÉRENCES

- Abramowitz, Alan I. 2010. « Transformation and Polarization: The 2008 presidential election and the new American electorate ». *Electoral Studies* 29: 594-603.
- Abramson, Paul R., Aldrich, John H. et David W. Rohde. 2012. *Change and Continuity in the 2008 and 2010 Elections*. Washington DC: CQ Press.
- Baer, Kenneth S. 2000. *Reinventing Democrats: the Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*. Lawrence : University Press of Kansas.
- Biersteker, Thomas J.. 1995. « The "triumph" of liberal economic ideas in the developing world» dans *Global Change, Regional Response: The new International Context of Development*, dir. Barbara Stallings. New York : Cambridge University Press.
- Bénichi, Régis. 2008. *Histoire de la mondialisation*. Paris : Vuibert.
- Bensel, Richard Franklin. 2008. *Passions and Preferences: Williams Jennings Bryan and the 1896 Democratic National Convention*. New York : Cambridge University Press.
- Blyth, Mark. 2013. *Austerity : The History of a dangerous idea*. New York : Oxford University Press.
- Bordo, Micheal D. et John S. Landon-Lane. 2010. « The Global Financial Crisis of 2007-08: Is it Unprecedented? *National Bureau of Economic Research*, Working Paper no. 16589.
- Bordo, Micheal D. et John S. Landon-Lane. 2013. « The Banking Panics in the United States in the 1930s : Some Lessons for Today» dans *The Great Depression of the 1930s: Lessons for Today*, dir. Nicholas Crafts et Peter Fearon. Oxford : Oxford University Press.
- Brinkley, Alan. 1996. «World War II and American Liberalism» dans *The War in American Culture : Society and consciousness during WWII*, dir. Lewis A. Erenberg and Susan E. Hirsch. Chicago : Chicago University Press.
- Broz, J. Lawrence. 2013. «Partisan Financial Cycles» dans *Politics in the New Hard Times: The Great Depression in Comparative Perspective*, dir. Miles Kahler et David A. Lake. Ithaca: Cornell University Press.
- Burgin, Angus. 2012. *The Great Persuasion: Reinventing Free Markets since the Depression*. Cambridge : Harvard University Press.
- Chinn D., Menzie et Jeffry A. Frieden. 2011. *Lost Decades : The Making of America's Debt Crisis and the Long Recovery*. New York : W.W. Norton & Company.

- Coleman, John J. 2000. «Clinton and the Party System in Historical Perspective» dans *The Postmodern Presidency: Bill Clinton's Legacy in U.S. Politics*, dir, Steven E. Schier. Pittsburgh : Pittisburgh University Press.
- Congressional Budget Office. 2015. *The Budget and Economic Outlook : 2015 to 2025*. Washington D.C. : Congress of the Unites States.
- Crafts, Nicholas et Peter Fearon. 2013. «Depression and Recovery in the 1930s: An Overview» dans *The Great Depression of the 1930s: Lessons for Today*, dir. Nicholas Crafts et Peter Fearon. Oxford University Press.
- Critchlow, Donald T. 2007. *The Conservative Ascendancy: How the GOP Right made Political History*. Cambridge : Harvard University Press.
- Eichengreen, Barry et Kevin H. O'Rourke. 2009a. « A Tale of Two Depressions ». *Advisor Perspectives*.
- Eichengreen, Barry et Kevin H. O'Rourke. 2009 b. « A Tale of Two Depressions: October 2009 Update ». *Advisor Perspectives*.
- Eichengreen, Barry et Peter Temin. 2000. « The Gold Standard and the Great Depression ». *Contemporary European History* 9 (no 2) : 183-207.
- Farber, David. 2010. *The Rise and Fall of Modern American Conservatism: A Short History*. Princeton : Princeton University Press.
- Ferguson, Niall. 2008. *The Ascent of Money*. New York : Penguin Books
- Finnemore, Martha et Kathryn Sikkink. 1998. « International Norm Dynamics and Political Change ». *International Organization* 52 (no 4), p. 887-917.
- Frieden, Jeffry A.. 2006. *Global Capitalism: Its Fall and Rise in the Twentieth Century*. New York : W.W. Norton & Company.
- Galbraith, John Kenneth. 2011. *La Crise Économique de 1929 : Anatomie d'une catastrophe financière*. Paris : Éditions Payot et Rivages
- Gallup. 2015a. *Republican Conservative Base Shrinks*. En ligne : http://www.gallup.com/poll/183491/republican-conservative-base-shrinks.aspx?utm_source=POLITICAL_PARTIES&utm_medium=topic&utm_campaign=tiles (page consultée le 14 juin 2015).
- Gallup. 2015 b. *In U.S., New Record 43 % Are Political Independents*. En ligne : <http://www.gallup.com/poll/180440/new-record-political-i>

independents.aspx?utm_source=POLITICAL_PARTIES&utm_medium=topic&utm_campaign=tiles (page consultée le 14 juin 2015).

- Gerstle, Gary. 1996. «The working class goes to war» dans *The War in American Culture : Society and consciousness during WWII*, dir. Lewis A. Erenberg and Susan E. Hirsch. Chicago : Chicago University Press.
- Gould, Lewis L. 2003. *The Modern American Presidency*. Lawrence : University Press of Kansas.
- Gould, Lewis L. 2008. *Four Hats in the ring : The 1912 Election and the Birth of Modern American Politics*. Lawrence : University Press of Kansas.
- Gourevitch, Peter A. 1986. *Politics in Hard Times: Comparative Responses to International Economic Crises*. Ithaca: Cornell University Press.
- Gourevitch, Peter A. 2013. « Yet more Hard Times : Reflections on the Great Recession in the Frame of Earlier Hard Times » dans *Politics in the New Hard Times: The Great Depression in Comparative Perspective*, dir. Miles Kahler et David A. Lake. Ithaca : Cornell University Press.
- Hale, Jon F. 1995. « The Making of the New Democrats ». *Political Science Quarterly* 110 (no 2) : 207-232.
- Hall, Peter, dir. 1989. *The Political Power of Economic Ideas: Keynesianism across Nations*. Princeton : Princeton University Press.
- Hall, Peter A. et Rosemary C. R. Taylor. 1996. « Political Science and the Three New Institutionalism ». *Political Studies* (no 44), p. 936-957.
- Harpine, William D. 2001. « Bryan's "A Cross of Gold" : The Rhetoric of Polarization at the 1896 Democratic Convention ». *The Quarterly Journal of Speech* 87 (no 3) : 291-304.
- Harvey, David. 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. New York : Oxford University Press.
- Hendrickson, Jill M. 2001. «The Long and Bumpy Road to Glass-Steagall Reform : A Historical and Evolutionary Analysis of Banking Legislation ». *American Journal of Economics and Sociology* 60 (no 4) : 849-879.
- Hudson, Michael. 2011. « How economic theory came to ignore the role of debt ». *Real-World Economics Review* (no 57), p.2-24.
- Hull Hoffer, William James. 2007. *To Enlarge the Machinery of Government: Congressional Debates and the Growth of the American State, 1858-1901*. Baltimore : The John Hopkins University Press.

- Jabko, Nicolas. 2013. « The Political Appeal of Austerity ». *Comparative European Politics* 11 (no 6), p. 705-712.
- Jacobs, Lawrence R. et Desmonds King. 2010. « Varieties of Obamaism: Structure, Agency, and the Obama Presidency ». *Perspectives on Politics* 8 (no 3) : 793-802.
- Karol, David. 2009. *Party Position Change in American Politics : Coalition Management*. New York : Cambridge University Press.
- Kahler, Miles et David A. Lake, dir. 2013. *Politics in the New Hard Times: The Great Depression in Comparative Perspective*. Ithaca: Cornell University Press.
- Key Jr., V.O. 1955. « A Theory of Critical Elections ». *The Journal of Politics* 17 (no 1) : 3-18.
- Kindleberger, Charles P. et Robert Z. Aliber. 2011. *Manias, Panics and Crashes: A History of Financial Crises, 6th Edition*. New York : Palgrave Macmillan.
- Kitson, Michael, Martin, Ron et Peter Tyler. 2011. « The geographies of austerity ». *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society* 4, p. 289-302.
- Komai, Alejandro et Gary Richardson. 2011. « A Brief History of Regulations Regarding Financial Markets in the United States : 1789 to 2009.». *National Bureau of Economic Research*, Working Paper 17443.
- Kose, Ayhan M., Loungani, Prakash et Marco E. Terrones. 2013. *Why is this global recovery different?* En ligne : <http://www.voxeu.org/article/why-global-recovery-different> (page consultée le 17 décembre 2014).
- Kotz, David M. 2013. « Changes in the Postwar Economy and the Roots of the Financial Crisis » dans *The Handbook of the Political Economy of Financial Crises*, dir. Martin H. Wolfson et Gerald A. Epstein. New York : Oxford University Press.
- Kregel, Jan. 2013. « Political Economy Approaches to Financial Crisis: Hyman Minsky's Financial Fragility Hypothesis » dans *The Handbook of the Political Economy of Financial Crises*, dir. Martin H. Wolfson et Gerald A. Epstein. New York : Oxford University Press.
- Kuhn, Thomas S.. 1983. *La Structure des Révolutions Scientifiques*. Paris : Éditions Flammarion.
- Krugman, Paul. 2009. *The Return of depression economics and the crisis of 2008*. New York : W. W. Norton & Company.
- Krugman, Paul. 2012. *End this Depression now!*. New York : W.W. Norton & Company.

- Krugman, Paul. 2014. *The Inflation Cult*. En ligne : <http://www.nytimes.com/2014/09/12/opinion/paul-krugman-the-inflation-cult.html> (page consultée le 12 septembre 2014).
- Krugman, Paul. 2015. *Nobody Understand Debt*. En ligne : <http://www.nytimes.com/2015/02/09/opinion/paul-krugman-nobody-understands-debt.html?rref=collection%2Fcolumn%2Fpaul-krugman> (page consultée le 10 février 2015).
- Ladd, Everett Carl et Charles D. Hadley. 1975. *Transformations of the American party system: political coalitions from the New Deal to the 1970s*. New York : Norton.
- Leff, Mark H. 1984. *The Limits of Symbolic Reform: The New Deal and Taxation, 1933-1939*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Leonhardt, David. 2008. *How Obama Reconciles Dueling Views on Economy*. En ligne : http://www.nytimes.com/2008/08/20/world/americas/20iht-24obamanomicst.15470639.html?_r=0 (page consultée le 11 mars 2015).
- Lichtenstein, Nelson. 2010. « Ideology and Interest on the Social Policy Home Front » dans *The Presidency of George W. Bush: A First Historical Assessment*, dir. Julian E. Zelizer. Princeton : Princeton University Press.
- Margheritis, Ana et Anthony W. Pereira. 2007. « The Neoliberal Turn in Latin America: The Cycle of Ideas and the Search for an Alternative ». *Latin American Perspectives* 34 (no 3), p. 25-48.
- Markham, Jerry W. 2010. « The Subprime Crisis – A Test for The Bankers: Glass-Steagall vs. Gramm-Leach-Bliley ». *University of Pennsylvania Journal of Business Law* 12 (no 4): 1081-1134.
- McGerr, Michael. 2003. *A fierce discontent: the rise and fall of the Progressive movement in America, 1870-1920*. Toronto : Free Press.
- Miller, Gary et Norman Schofield. 2008. « The Transformation of the Republican and Democratic Party Coalitions in the U.S. ». *Perspectives on Politics* 6 (no 3) : 433-450.
- Minsky, Hyman P. 1986. *Stabilizing an Unstable Economy*. New Haven : Yale University Press.
- Minsky, Hyman P. 1992. «The Financial Instability Hypothesis» (working paper no. 74). *The Jerome Levy Economics Institute of Bard College*.
- Morgan, Wayne H. 1962. *Eugene V. Debs: Socialist for President*. New York : Syracuse University Press.

- Nardulli, Peter F. 1995. « The concept of a Critical Realignment, Electoral Behavior, and Political Change ». *American Political Science Review* 89 (no 1) : 10-22.
- North, Douglass. 2005. *Understanding the Process of Economic Change*. Princeton : Princeton University Press.
- Nugent, Walter. 2010. *Progressivism : A Very Short Introduction*. New York : Oxford University Press.
- OCDE. 2012. *Déficits des administrations publiques*. En ligne : http://www.oecd-ilibrary.org/economics/deficit-des-administrations-publiques-2012-2_gov-dfct-table-2012-2-fr (page consultée le 30 avril 2014)
- OCDE. 2011. *Produit intérieur brut réel*. En ligne : http://www.oecd-ilibrary.org/economics/produit-interieur-brut-reel-previsions-2011_gdp-kusd-gr-table-2011-1-fr (page consultée le 30 avril 2014)
- OCDE. 2013. *Taux de chômage*. En ligne : http://www.oecd-ilibrary.org/employment/taux-de-chomage_20752334-table1 (page consultée le 30 avril 2014)
- OCDE. 2011. *Total de la dette de l'administration centrale*. En ligne : http://www.oecd-ilibrary.org/finance-and-investment/total-de-la-dette-de-l-administration-centrale_20758308-table1 (page consultée le 30 avril 2014)
- OCDE. 2013. *Total des dépenses sociales publiques*. En ligne : http://www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/total-des-depenses-sociales-publiques_20743912-table1 (page consultée le 30 avril 2014)
- Ohanian, Lee E. 2007 « What – or who – started the great depression? ». *Journal of Economic Theory* 144 (no. 6) : 2310-2335.
- Payne, Anthony. 2005. *The Global Politics of Unequal Development*. New York : Palgrave Macmillan.
- Peffer, William A. 1992. *Populism, its rise and fall*. Lawrence : University Press of Kansas.
- Perelman, Michael. 2006. *Railroading Economics: The creation of the free market mythology*. New York : Monthly Review Press.
- Peschek, Joseph G. 2011. «The Obama Presidency and the Great Recession : Political Economy, Ideology, and Public Policy ». *New Political Science* 33 (no 4) : 429-444.
- Peters, Guy B., Pierre, Jon et Desmond S. King. 2005. « The Politics of Path Dependency: Political Conflict in Historical Institutionalism ». *The Journal of Politics* 67 (no. 4) : 1275-1300.

- Pierson, Paul et Theda Skocpol, dir. 2007. *The Transformation of American Politics : Activist Government and the Rise of Conservatism*. Princeton : Princeton University Press.
- Piketty, Thomas. 2013. *Le capital au XXIe siècle*. Paris : Éditions du Seuil.
- Polanyi, Karl. 2001. *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*. Boston : Beacon Press.
- Prasad, Monica. 2006. *The Politics of Free Markets: The Rise of Neoliberal Economics Policies in Britain, France, Germany, and the United States*. Chicago : University of Chicago Press.
- Quiggin, John. 2012. *Zombie Economics: How Dead Ideas Still Walk Among Us*. Princeton : Princeton University Press.
- Reinhart, Carmen M. et Kenneth S. Rogoff. 2010. *Cette fois, c'est différent : Huit siècles de folie financière*. Paris : Pearson Education France.
- Rudolph, Frederick. 1950. « The American Liberty League, 1934-1940 ». *The American Historical Review* 56 (no 1) : 19-33.
- Ryan, Paul. 2012. *The Path to Prosperity: A Blueprint for American Renewal*. Washington D.C. : House Budget Committee.
- Sanders, Elizabeth. 1999. *Roots of Reform: Farmers, Workers, and the American States 1877-1917*. Chicago : University of Chicago Press.
- Sandmo, Agnar. 2011. *Economics Evolving: A History of Economic Thought*. Princeton : Princeton University Press.
- Schier, Steven E., dir. 2000. *The Postmodern Presidency: Bill Clinton's Legacy in U.S. Politics*. Pittsburgh : Pttisburgh University Press.
- Seidel, Robert N. 1972. « American Reformer Abroad: The Kemmerer Missions in South America, 1923-1931 ». *The Journal of Economic History* 32 (no 2) : 520-545.
- Selwyn, Benjamin et Satoshi Miyamura. 2014. « Class Struggle or Embedded Markets? Marx, Polanyi and the Meanings and Possibilities of Social Transformation ». *New Political Economy* 19 (no 5) : 639-661.
- Sikkink, Kathryn. 1991. *Ideas and Institutions: Developmentalism in Brazil and Argentina*. Ithaca: Cornell University Press.
- Skocpol, Theda et Vanessa Williamson. 2012. *The Tea Party and the Remaking of Republican Conservatism*. New York : Oxford University Press.

- Stedman Jones, Daniel. 2012. *Masters of the Universe: Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*. Princeton : Princeton University Press.
- Stone, Oliver et Peter Kuznick. 2010. *The Untold Story of the United-States*. New York : Gallery Books.
- Suzuki, Koichi, Norsworthy, L. Alexander et Helen C. Gleason. *The Clinton Revolution : An Inside Look at the New Administration*. Lanham: Daiwa Institute of Research.
- Tomsich, John. 1971. *A Genteel Endeavor: American Culture and Politics in the Gilded Age*. Stanford: Stanford University Press.
- Turner, Rachel S. 2011. *Neo-liberal Ideology: History, Concepts, and Policies*. Edinburgh : Edinburgh University Press.
- Walker, Larry. 1989. « Woodrow Wilson, Progressive Reform, and Public Administration ». *Political Science Quaterly* 104 (no 3) : 509-525.
- Washington D.C. United States Department of Commerce. *National Data : National Income and Product Accounts Tables*. En ligne : <http://www.bea.gov/iTable/iTable.cfm?ReqID=9&step=1#reqid=9&step=1&isuri=1> (page consultée le 23 février 2015).
- Whalen, Charles J. 2007. « The US credit crunch of 2007: A Minsky moment ». *Jerome Levy Economics Institute of Bard College* (no. 92) : 1-26.
- White, Joseph et Aaron Wildavsky. 1989. *The Deficit and the Public Interest: The Search for Responsible Budgeting in the 1980s*. Berkeley : University of California Press.
- White, Lawrence H.. 2012. *The Clash of Economic Ideas : The Great Policy Debates of the Last Hundred Years*. New York : Cambridge University Press.
- Wolfson, Martin H. 2013. «An institutional Theory of Financial Crises» dans *The Handbook of the Political Economy of Financial Crises*, dir. Martin H. Wolfson et Gerald A. Epstein. New York : Oxford University Press.
- Wolfson, Martin H. et Gerald A. Epstein, dir. 2013. *The Handbook of the Political Economy of Financial Crises*. New York : Oxford University Press.
- Yeaman, Helena. 2009. « The Bipartisan Roots of the Financial Services Crisis ». *Political Science Quaterly* 124 (no 4) : 681-96.
- Zaretsky, Eli. 2012. *Left : essai sur l'autre gauche aux États-Unis*. Paris : Éditions du Seuil.
- Zelizer, Julian E., dir. 2010. *The Presidency of George W. Bush: A First Historical Assessment*. Princeton : Princeton University Press.

Zingales, Luigi. 2009. « Capitalism After the Crisis ». *National Affairs* 1 : 22-35.

Zinn, Howard. 2002. *Une histoire populaire des États-Unis : de 1492 à nos jours*. Montréal : Lux Éditions.

GLOSSAIRE

Agricultural Adjustment Administration (AAA) : Créée lors de l'adoption de l'*Agricultural Adjustment Act* en mai 1933, cette agence fédérale avait pour mission de distribuer des subsides aux agriculteurs et de superviser la destruction de bétail et de récolte afin d'augmenter le prix des produits agricoles. Cette aide publique directe était l'une des demandes principales des agriculteurs, bien représentés au sein de la coalition démocrate par des élus d'allégeance populiste et démocrates des régions éloignées.

American Federation of Labour (AFL) : Fondée en 1886, l'AFL était le plus grand syndicat de la première moitié du 20^e siècle et un joueur politique majeur au sein de la coalition du New Deal. Son principal cheval de bataille était l'obtention d'une reconnaissance légale du droit d'organisation et de manifestation au travers l'adhésion à un syndicat. Le *National Labour Relations Act* de 1935 est adopté en réponse aux pressions de groupes comme l'AFL.

American Liberty League (ALL) : Il s'agit d'une organisation fondée par des Démocrates et des Républicains conservateurs ouvertement opposés au New Deal. Elle demeurera active seulement quelques années. Ses adhérents comprennent Al Smith, candidat démocrate défait aux élections présidentielles de 1928 ou encore Alfred P. Sloan, président de General Motors.

Austérité économique : Concept central à la philosophie économique libérale classique et au conservatisme fiscal. L'atteinte de l'équilibre budgétaire ou de surplus lors d'une année donnée est l'élément central de ce concept. Cet objectif demeure en temps de crise économique ou politique. Son atteinte peut passer par l'augmentation des revenus de l'État, mais il est davantage associé aux contrôles et la réduction des dépenses publiques. Historiquement, l'austérité économique s'inscrit bien dans le programme politique des partis de droite comme le parti républicain aux États-Unis.

Bimétallisme : Politique monétaire qui reconnaît un cours légal à l'argent et l'or en fixant un taux d'échange entre les deux métaux. Cette politique accroît la quantité de monnaie en circulation, réduisant les prix et aidant les agriculteurs aux prises avec des dettes (une offre de monnaie importante alimente l'inflation). Il s'agit de l'une des priorités de William Jennings Bryan, candidat démocrate aux élections présidentielles de 1896, 1900 et 1908.

Choc systémique : Choc qui affecte l'ensemble d'un système au point d'en bouleverser l'équilibre.

Congress of Industrial Organisation (CIO) : Syndicat fondé en 1935 au sein de l'*American Federation of Labour*, il s'en dissocia en 1938. Le CIO demeurera l'un des syndicats les plus populaires et importants au sein de la coalition démocrate jusqu'à sa réunification avec l'AFL en 1955.

Coalition politique : Ensemble de groupes d'intérêts qui forme la base partisane d'un parti politique. Sa transformation est cruciale pour expliquer les périodes de dominance d'un parti sur le système politique. Elle génère les idées, politiques publiques et prises de position qui définissent l'identité politique, sociale et économique du parti politique et de ses partisans.

Conservatisme fiscal : Idéologie politico-économique qui place l'équilibre budgétaire et la réduction générale de la dette de l'État en tête de ses priorités. Les politiciens se réclamant de cette idéologie défendent aussi couramment des baisses de taxes et d'impôts ainsi que l'élimination de réglementations. Le conservatisme économique est un synonyme de ce concept.

Conservatisme social : Idéologie sociopolitique qui place le respect des traditions, notamment religieuses, le respect de l'ordre et de l'autorité ainsi que l'identité nationale au centre de l'identité politique de ses adhérents.

Crise économique : Dépréciation rapide de la situation économique. Terme générique qui englobe récession, dépression et ralentissement (crise qui s'étend sur plusieurs années). Elle mène parfois à une refonte de la structure économique, des réformes majeures et une crise politique.

Crowding-out : Concept économique associé au conservatisme économique et qui suggère que l'intervention étatique en économie a comme conséquence de faire fuir l'investissement du secteur privé. Par exemple, l'utilisation d'un stimulus fiscal aurait pour conséquence d'augmenter les taux d'intérêt et donc le coût pour emprunter et investir, avec pour résultat de réduire l'investissement privé.

Dodd-Frank Act : De son nom complet *Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act*, cette loi est la réponse législative de l'administration Obama à la déroute du secteur bancaire et financier. Elle modifie plusieurs agences fédérales chargées de superviser le secteur bancaire tout en créant de nouvelles agences comme le *Bureau of Consumer Financial Protection*. Elle augmente la protection accordée aux déposants en élevant la limite de dépôts assurés par la *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC) de cent mille à deux cent cinquante mille dollars. De plus, la loi limite la participation des banques dans le secteur des fonds spéculatifs (hedge funds).

Democratic Leadership Council (DLC) : Organisation démocrate fondée en 1985. Elle cherche à répondre au déplacement de l'électorat américain vers la droite suite aux problèmes économiques des années 70. Largement crédité pour avoir réorienté la plateforme économique du parti démocrate dans les années 90. Bill Clinton et Al Gore étaient deux membres importants du DLC vers la fin des années 80.

Economic Recovery Tax Act de 1981 : Cette loi fut adoptée en réponse aux problèmes économiques émergeant du deuxième choc pétrolier (1979). Elle réduit l'impôt sur le revenu,

sur les successions et sur les entreprises. L'*Economic Recovery Tax Act* personnifie la croyance, chez les Républicains, que la croissance économique américaine durant les années 70 et 80 est ralentie par un fardeau fiscal important. Cependant, pour des auteurs comme Chinn et Frieden, il s'agit d'un point tournant du modèle fiscal. À terme, cette loi réduira de 1000 milliards les entrées fiscales du gouvernement fédéral, contribuant à augmenter la dépendance et l'attrait des déficits et de la dette comme moyen de financer les dépenses publiques.

Efficient-Market Hypothesis : Un principe économique qui stipule que les prix du marché boursier tiennent compte de l'ensemble des informations disponibles. Le prix reflète la valeur réelle de l'action. La croyance en la rationalité du marché, qui ne réagit qu'au changement dans l'information disponible, est largement associée à la sous-évaluation des risques de certains investissements qui ont provoqué et alimenté la crise de 2007-2008.

Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) : Créé par le Glass-Steagall Act de 1933, cet organisme fédéral assure les dépôts bancaires jusqu'à concurrence de deux cent cinquante mille dollars. Elle surveille aussi le secteur bancaire et financier pour en assurer la stabilité.

Glass-Steagall Act : Aussi appelée le *Banking Act of 1933*, cette loi met en place la FDIC, sépare les activités des banques commerciales et d'investissement, appose une limite sur les taux d'intérêt payables sur certains comptes bancaires et interdit le paiement d'intérêts sur les comptes courants de particuliers.

Gramm-Leach-Bliley Act (GLBA) : Officiellement le *Financial Services Modernization Act of 1999*, cette législation est le fruit d'une décennie d'effort pour réformer le système bancaire américain. Elle permet la consolidation des activités bancaires en retirant les barrières entre les activités commerciales, d'investissement et d'assurance. GLBA maintient cependant certaines obligations, notamment celle concernant les prêts aux minorités visibles, un enjeu cher aux Démocrates et qui s'avérera essentiel pour obtenir leur appui. Cette loi est largement responsable de la consolidation du secteur bancaire.

Inertie : Tendance d'un corps à rester en mouvement en l'absence d'interférence extérieure, et donc, de résister au changement. Appliqué à la politique, ce concept caractérise une institution avec une volonté propre. Par exemple, l'inertie keynésienne se définit par l'influence importante des institutions et idées héritées de l'élaboration de l'État-providence sur la trajectoire des transformations politiques. Aux États-Unis, cette force explique en partie l'absence de recul marqué des dépenses publiques malgré la révolution néolibérale des années 80.

Libéralisme économique : Idéologie historiquement développée en réponse au mercantilisme, elle défend les principes de droit de propriété, libre-échange et libre-marché comme sources du développement économique. Refuse l'intervention étatique sur les bases de l'inefficacité. Le laissez-faire économique complète cette idéologie. Il place l'individu au

centre des décisions économiques. Le système économique a une tendance naturelle à l'équilibre et à l'autorégulation. L'intervention de l'entité publique n'a pour conséquence que de déranger cette harmonie.

Libertarisme : Philosophie politique qui place la liberté au centre de leurs priorités politiques. Aux États-Unis, une majorité de libertariens ont rallié les rangs des conservateurs puisqu'ils adhèrent au laissez-faire économique.

Liquidationnisme : Doctrine économique dérivée de la pensée libérale classique, elle proscriit les actions gouvernementales lors de crise économique. Comme son nom l'indique, la solution proposée en cas de débâcle est la liquidation des actifs et le laissez-faire afin de laisser les prix retrouver un niveau attrayant pour relancer les investissements productifs. Andrew W. Mellon, secrétaire au Trésor de 1921 à 1932, a été l'un des défenseurs les plus connus de cette approche, ce qui explique le peu d'actions entreprises par l'administration Hoover au début de la crise.

National Labour Relations Act (NLRA) : Aussi nommée le Wagner Act, cette législation est la réponse de l'administration démocrate du président Roosevelt à la pression des syndicats américains durant la Grande Dépression. Elle permet aux employés du secteur privé de bénéficier d'une protection légale concernant le droit à se syndiquer, du droit de manifester et de négocier des conventions collectives. De plus, elle met en place le *National Labour Relations Board*, chargé d'enquêter sur les pratiques illégales d'entreprises privées.

New Deal : Nom donné au programme de réformes du président Franklin D. Roosevelt entre son entrée en fonction et le début de la Deuxième Guerre mondiale (1933-1939). Il se divise en deux. Le premier New Deal cherche à relancer l'économie nationale et encadrer les secteurs les plus volatils de l'économie. Dans un deuxième temps, il tente de redistribuer de manière plus équitable les fruits de la reprise et d'assurer une meilleure protection sociale aux franges les plus vulnérables de la société américaine.

New Democrats : Appellation donnée aux politiciens et partisans démocrates qui, dans les années 90, encourageront le recentrage de la plateforme économique du parti. Les plus connus sont Bill Clinton, Al Gore et dans une certaine mesure Barack Obama. Plusieurs ont été membres du DLC.

Ordolibéralisme : Idéologie politico-économique née de la pensée de Walter Eucken, membre de la Société du Mont Pèlerin. Le rôle de l'État se limite à l'aménagement d'un cadre légal au maintien d'une saine concurrence dans le secteur privé. Il ne doit pas chercher à s'immiscer outre mesure dans l'économie, mais plutôt se concentrer à empêcher l'apparition de trusts, oligopoles et monopoles.

Politique symbolique : Stratégie politique qui vise à combler l'écart entre promesses électorales ou demandes partisans et les changements véritablement entrepris.

Généralement, elle prend l'allure de prises de position fortes sur des enjeux secondaires pour remplacer l'absence de progrès sur des enjeux plus importants.

Réalignement politique : Changement significatif dans l'allure du soutien pour un ou des partis politiques. Habituellement rare, il a des effets à long terme sur l'identité politique des électeurs et bouleverse les appuis traditionnels des partis en transformant la coalition de groupes d'intérêts les soutenant. Aux États-Unis, les élections présidentielles de 1896, 1932 et 1980 exemplifient cette dynamique.

Récession : Ce concept fait référence à un ralentissement de l'activité économique. La récession peut se transformer en dépression en l'absence de reprise rapide des cours boursiers, de la croissance, du taux d'emploi et de l'investissement.

Stabilisateurs automatiques : Mécanisme économique anticyclique. Largement mis en place lors du développement de l'État-providence, ces stabilisateurs, comme l'assurance-chômage et l'aide directe, fournissent de l'aide lors de crise économique. Ils sont responsables d'une part non négligeable du déficit budgétaire lors de récession sévère.

Stimulus fiscal : Politique économique qui cherche à relancer la croissance au moyen de dépenses publiques et de baisses d'impôts. Il engendre normalement des déficits budgétaires. Il s'agit de la solution de l'idéologie keynésienne aux épisodes de crises économiques. Lors de la Grande Récession, l'administration américaine adopta un stimulus fiscal de l'ordre de 787 milliards de dollars (*l'American Recovery and Reinvestment Act of 2009*).

Social Security : Il s'agit de l'une des pièces maîtresses à la fois du New Deal et de l'État-providence américain. Au travers d'une taxe sur les salaires, les participants au programme recevront, au moment de leur retraite, un montant d'argent tiré à même leurs contributions au fond.

Supplemental Nutrition Assistance Program (SNAP) : Communément surnommé *Food Stamp Program*, ce programme fournit de l'aide alimentaire aux familles les plus démunies.

Supply-side economics : École de pensée en macroéconomie qui postule que la croissance économique s'obtient en encourageant la production de biens et de services. Elle a influencé l'articulation de politiques publiques telles *l'Economic Recovery Tax Act* et la vague de dérèglementations des années 80.

Universal Banking : Activités bancaires qui regroupent les activités commerciales, d'investissement et d'assurance. Proscrites par la loi Glass-Steagall, elles seront permises à la suite de l'adoption de la loi Gramm-Leach-Bliley en 1999.

CHRONOLOGIE DES ÉVÈNEMENTS IMPORTANTS

1893 : Panique boursière et économique. Elle alimente les débats autour de la politique monétaire américaine et la mobilisation des Populistes.

1896 : Le parti démocrate sélectionne William Jennings Bryan, un réformateur d'allégeance populiste, comme candidat à l'élection présidentielle. Il est défait par le Républicain William McKinley.

1900 : Adoption du *Gold Standard Act*. Le président William McKinley officialise l'adhésion au régime d'étalon-or, en place aux États-Unis depuis les années 1870.

1912 : Les socialistes et Eugene V. Debs obtiennent plus de 6 % des votes à l'élection présidentielle.

Décembre 1913 : Le président Woodrow Wilson signe le *Federal Reserve Act* créant ainsi la Réserve fédérale américaine.

Février 1916 : Adoption du 16^e amendement constitutionnel sur l'impôt sur le revenu. Il s'agit d'un des enjeux les plus populaires dans les cercles progressistes, socialistes et populistes.

Août 1920 : Adoption du 19^e amendement constitutionnel, étendant le droit de vote aux femmes. Les groupes socialistes, populistes et progressistes luttent depuis plusieurs années pour l'adoption de cet amendement.

Novembre 1920 : Élection de Warren G. Harding, candidat du parti républicain.

1920-1929 : Période des « roaring twenties », associée à un taux de chômage bas et une période de prospérité alimentée par l'adhésion à une vision conservatrice et minimaliste du rôle de l'administration publique.

Août 1923 : Calvin Coolidge succède à Warren G. Harding, décédé le 2 août. Coolidge poursuit sur la même voie que son prédécesseur.

Novembre 1928 : Élection du républicain Herbert Hoover à la présidence américaine.

24 octobre 1929 : « Jeudi noir », chute dramatique de la bourse de New York, communément associé au début de la Grande Dépression aux États-Unis.

1929-1931 : Le nombre de chômeurs explose pour atteindre plus de 16 millions.

Novembre 1932 : Élection de Franklin Delano Roosevelt, candidat démocrate et ancien gouverneur de l'État de New York. Cette élection marque le début d'un réalignement politique en faveur des démocrates.

Mars 1933 : Inauguration de Franklin D. Roosevelt et par le fait même le début du « New Deal ».

Mars et Avril 1933 : Suspension du régime d'étalon-or aux États-Unis. Prélude au *Gold Reserve Act of 1934*, l'administration américaine cherche à augmenter la quantité de monnaie en circulation.

1933 : Adoption de législations phares du « New Deal », notamment l'*Agricultural Adjustment Administration (AAA)*, du *Glass-Steagall Act*, qui comprend le *Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC)*.

1934 : Création de l'*American Liberty League*, principale organisation politique conservatrice défiant le président démocrate et son programme de réformes.

1935 : Adoption du *National Labour Relations Act*. Cette loi encadre et légitimise le recours aux syndicats dans le cadre de négociations de contrats de travail.

Août 1935 : Adoption du *Social Security Act*. Cette loi met en place un régime de retraite financé par une taxe sur le salaire (payroll tax).

1937-1938 : « Récession de Roosevelt ». Bref épisode de recul économique, maintenant identifié comme point tournant au profit de politiques économiques résolument inspirées par la philosophie de John Maynard Keynes.

1940 : Fin de l'*American Liberty League*. Elle manque d'appuis populaires et de financement.

1947 : Création de la Société du Mont Pèlerin (SMP). Elle servira de havre pour les intellectuels économiques classiques, plus conservateurs et est largement créditée pour avoir facilité l'avènement de l'idéologie néolibérale en hébergeant plusieurs de ses principaux intellectuels fondateurs.

1947 : Adoption du *Labor Management Relations Act of 1947*, aussi appelé le Taft-Hartley Act. Il limite le pouvoir de négociations des syndicats américains. Exemplifie le genre de victoires législatives que peut revendiquer la frange conservatrice du parti républicain, mené durant ces années par Robert A. Taft.

Novembre 1964 : Élection du Démocrate Lyndon B. Johnson. Il défait Barry Goldwater qui défendait une plateforme politique indubitablement conservatrice.

Octobre 1973 : Début de la première crise pétrolière. Apparition de la stagflation.

Novembre 1976 : Élection du candidat démocrate Jimmy Carter. C'est sous sa direction que l'administration fédérale amorcera les premières vagues de dérèglementation.

1979 : Deuxième choc pétrolier. Difficultés économiques et inflation.

Novembre 1980 : Élection de Ronald Reagan, ancien gouverneur républicain de la Californie (1967-1975).

1981 : Adoption de l'*Economic Recovery Tax Act*. C'est la réponse de l'administration républicaine aux problèmes économiques des États-Unis. À terme, cette loi réduira de 1000 milliards de dollars les recettes fiscales du gouvernement fédéral.

Novembre 1984 : Réélection de Ronald Reagan.

1985 : Création du *Democratic Leadership Council*. Cet organisme vise à revoir le programme politique du parti démocrate afin de mieux répondre au déplacement de l'électorat vers la droite.

Novembre 1988 : Élection de George H.W. Bush, candidat du parti républicain.

Novembre 1992 : Élection du Démocrate William Jefferson (Bill) Clinton.

Novembre 1996 : Réélection de Bill Clinton.

1999 : Adoption du *Financial Services Modernization Act*, plus connu sous le nom de la loi Gramm-Leach-Bliley. Elle retire, entre autres, les barrières dans le secteur financier entre les activités commerciales, d'investissement et d'assurance, héritées du *Glass-Steagall Act* de 1933.

Novembre 2000 : Élection de George W. Bush.

Juin 2001 : Adoption de la première des deux lois qui formeront les baisses de taxes de l'ère de George W. Bush, l'*Economic Growth and Tax Relief Reconciliation Act*.

Mai 2003 : Adoption du *Jobs and Growth Tax Relief Reconciliation Act*. Cette loi forme la deuxième moitié des baisses de taxes et d'impôts mise en œuvre durant la présidence de George W. Bush.

Novembre 2004 : Réélection de George W. Bush.

18 septembre 2008 : Faillite de la banque d'investissement Lehman Brothers. Cette faillite est considérée comme l'élément déclencheur de la correction boursière américaine.

3 octobre 2008 : Le Congrès américain adopte le *Trouble Asset Relief Program (TARP)*, composante majeure de l'*Emergency Economic Stabilisation Act of 2008*. L'administration fédérale rachète des actifs toxiques aux institutions financières pour stabiliser et renforcer l'ensemble du secteur financier et bancaire.

Novembre 2008 : Élection de Barack H. Obama.

1 décembre 2008 : Le *National Bureau of Economic Research* déclare que les États-Unis sont en récession depuis décembre 2007.

17 février 2009 : Le président Obama signe l'*American Recovery and Reinvestment Act (ARRA)*, un plan de relance économique de plus de 780 milliards de dollars. La loi prévoit un

mélange de réductions fiscales et d'investissements en infrastructures, éducation et recherche pour soutenir l'économie américaine.

20 septembre 2010 : Le *National Bureau of Economic Research* déclare que les États-Unis sont sortis de récession en juin 2009.

Décembre 2010 : Le président Obama signe le *Tax Relief, Unemployment Insurance Reauthorization, and Job Creation Act*. Cette loi repousse l'expiration des baisses de taxes de l'ère Bush.

Janvier 2013 : Adoption de l'*American Taxpayer Relief*. Cette législation rend permanentes certaines des baisses d'impôts de George W. Bush pour la classe moyenne et pauvre. Elle hausse les taxes et impôts pour les plus aisés.

Novembre 2012 : Réélection de Barack H. Obama.